

Tristan Leoni

Sur les Gilets jaunes

Du trop de réalité



2019

**Ce texte est paru sous forme de feuilleton, de mai à juillet 2019,
sur le blog ddt21.noblogs.org**

01 / UNE SAISON ET DES ACTES..... p. 4

02 / GILETS JAUNES, QUEL EST VOTRE MÉTIER ?

La carte et le territoire..... p. 7
Composition de classe..... p. 9
Un mouvement interclassiste ?..... p. 10
Gilets jaunes femmes..... p. 13
Évolution sociologique..... p. 17

03 / MAIS QUE VEULENT-ILS DONC ?

Joindre les deux bouts..... p. 20
Les Gilets jaunes et l'impôt..... p. 21
« *L'in vraisemblable sentiment de légitimité des gens* »..... p. 23
Réformes politiques..... p. 25

04 / RACISME, NATIONALISME & CO ?

Du style Gilets jaunes..... p. 27
La « France Johnny Hallyday » ?..... p. 29
Militants et organisations..... p. 31
Migrants et immigration..... p. 34
Une révolte identitaire ?..... p. 36
On se démarque ou pas ?..... p. 38
Une saloperie d'influence ?..... p. 39

05 / LA FORME DU MOUVEMENT

L'auto-organisation..... p. 44
Stratégie et méthodes..... p. 47
Les blocages et la grève..... p. 48
Le militant et les prolétaires..... p. 52

06 / SUR LA VIOLENCE ET L'INSURRECTION

Tout le monde déteste-t-il vraiment la police ?..... p. 57
De l'émeute..... p. 58
Une possibilité insurrectionnelle ?..... p. 63
Et l'armée dans tout ça ?..... p. 65
Répression policière et judiciaire..... p. 67

07 / DU TROP DE RÉALITÉ?..... p. 70

Pistes bibliographiques..... p. 76



Avenue des Champs-Élysées, Paris, 17 novembre 2018.

« – Elle ne devait pas savoir lire son propre avenir...
– L'avenir n'est plus ce qu'il était ! »¹

La révolte des Gilets jaunes (2018-2019) va indéniablement marquer les esprits en France, devenant une référence incontournable, qu'on le veuille ou non, qu'on la célèbre ou qu'on l'exècre. Elle a déjà fait d'une chasuble jaune fluorescente (rendue obligatoire dans chaque véhicule par le code de la route) un symbole politique. Il est vrai que c'est sans doute le seul mouvement social qui, depuis Mai 68, ait fait trembler l'État français, un des rares qui l'aient acculé à des concessions, à des reculs, et qui l'aient poussé à mener à une répression policière de grande ampleur.

En rupture avec les habitus et traditions du mouvement ouvrier, cette révolte déconcerte car elle ne ressemble, de prime abord, à rien de connu. Faut-il, comme beaucoup l'ont d'abord cru, la rattacher à ce « populisme » auquel l'Europe est confrontée depuis quelques années ? Le mouvement qui lui ressemble le plus est peut-être, au départ, celui, très atypique, des *Forconi* de 2012-2013 qui, en Italie, favorisa l'ascension du Mouvement 5 étoiles. Pour la France, on lui trouve fréquemment des similitudes avec la mobilisation des Bonnets rouges qui touche la région Bretagne en 2013, bien que les dissemblances soient fort nombreuses². Certains évoquent, à l'internationale, le mouvement des places ou bien encore les printemps arabes de 2011. Mais, avec un tout petit peu plus de recul, il est aisé de l'inclure dans un plus vaste phénomène qui secoue la planète : du fait d'un mode de production capitaliste au bord de la crise, les États poussent à toujours plus d'austérité budgétaire et, c'est flagrant en 2019, les prolétaires se défendent (Chili, Liban, Irak, etc.). Ce qui surprend, et en dit long, c'est qu'une partie des travailleurs français se trouvent réduits à user de méthodes – manifestations sauvages et émeutes – qu'on croyait réservées à leurs homologues sud-américains, africains ou asiatiques.

La protestation des Gilets jaunes surprend, par sa forme et sa force, tous les analystes, laboratoires d'idées patronaux, séminaires de recherche ou théoriciens marxistes. Pourtant, ne la prévoyait-on pas depuis des années dans ces lieux où le débat est fort vif, les bistrots, avec un « ça va péter ! », entendu mille fois ? Dans les premiers jours, elle plonge la plupart des militants français de gauche et d'extrême gauche, ainsi que le milieu anarchiste/autonome/ultragauche, dans la plus grande perplexité. Beaucoup doivent réviser leur jugement en cours de route, parfois à plusieurs reprises. Nous ne prétendons pas avoir, au départ, échappé à ces hésitations et questionnements. Les pages qui suivent ont été écrites entre mai et juillet 2019, alors que les derniers collectifs de Gilets jaunes tentaient encore vainement de relancer la mobilisation ; il ne nous a pas semblé nécessaire d'en modifier le fonds (sinon très marginalement) ni les conclusions. Ces réflexions sont le fruit d'une expérience personnelle³, de nombreuses lectures, mais aussi de moult discussions avec des Gilets jaunes de plusieurs villes, et de beaucoup d'écoute. Si certains aspects du mouvement nous paraissent particulièrement réjouissants, il nous semble nécessaire de ne pas en éluder d'autres,

1 Alan Parker, *Angel Heart*, 1987, 113 mn.

2 Le mouvement des *Forconi* (fourches) est une mobilisation d'agriculteurs et de transporteurs routiers hostiles à une augmentation du prix du carburant qui éclate en Sicile. Refusant toute représentation politique ou syndicale, il organise le blocage de routes et de ports. Les Bonnets rouges sont un mouvement qui s'oppose à une taxe sur les transports routiers ; bien que dirigé par le patronat régional, il est rejoint par certains syndicats de salariés (du fait d'un contexte de licenciements dans l'industrie l'agroalimentaire).

3 À toutes fins utiles, précisons ici que nous avons participé au mouvement des Gilets jaunes à partir de l'Acte II (24 novembre 2018) et jusqu'à la journée de « grève générale » du 5 février 2019 qui fait suite à l'Acte XII. Après cette date, nous avons décidé de ne plus nous y impliquer ; on comprendra pourquoi à la lecture de ces pages.

moins ragoûtants, tant il est vrai que cette révolte porte en elle, dans sa dynamique, toutes les contradictions du prolétariat français, à l'image de la société dont elle est le produit. C'est bien cette complexité qui fait que la révolte des Gilets jaunes – et sans doute davantage que les mobilisations plus classiques, comme celle qui s'oppose à partir de décembre 2019 à la casse du système des retraites – nous donne des pistes pour penser à ce que pourrait être, dans le futur, une révolte de prolétaires d'une toute autre ampleur.

Tristan Leoni, décembre 2019

01 / UNE SAISON ET DES ACTES

« Dans ce mouvement, notre perception du temps bouge. Un moment il se suspend, nous sommes le 17. Puis hop, passe la fin novembre, deux semaines se sont écoulées, on est le premier décembre. Un samedi puis un autre et on se surprend à parler d'hier pour dire samedi dernier. »⁴

La révolte des Gilets jaunes fait suite à une longue série de batailles défensives livrées et perdues par les travailleurs de l'Hexagone qui semble faite de mobilisations à chaque fois plus réduites, de grèves ayant de moins en moins d'impact et d'appareils syndicaux davantage préoccupés par leur survie que par la lutte : retraites en 2010, loi Travail en 2016 ou bien encore cheminots en 2018. Un boulevard semble ouvert pour le président Emmanuel Macron élu en mai 2017 qui, ainsi, multiplie les mesures antisociales, parfois très symboliques, telles que l'abolition de l'impôt sur les grandes fortunes (ISF), la pérennisation du CICE, une nouvelle loi Travail, la baisse des allocations logement, l'augmentation du taux de CSG des retraités, la casse du statut des cheminots ou la réforme de l'accès à l'université⁵. L'opposition à ces mesures est inexistante ou brisée, et le marasme domine. Dans un tel contexte, le vote fin octobre, par l'Assemblée nationale, du projet de loi de finances pour l'année 2019 qui comprend une énième augmentation du prix des carburants ne devrait, tout au plus, provoquer que d'imperceptibles gémissements.

Pourtant, la protestation gonfle sur les réseaux sociaux, et les premiers appels à la mobilisation *physique* contre la hausse annoncée des prix du carburant se font autour de vidéos et de pétitions en ligne. La journée de « *blocage national contre la hausse du carburant* », initiée par deux chauffeurs routiers sur Facebook, rencontre un impressionnant succès : le 17 novembre, selon le gouvernement, 280 000 manifestants sont présents mais, selon le syndicat France Police-Policiers en colère, on compte un million de manifestants répartis sur plus de 3 000 points de blocage. Ce qui est encore plus surprenant c'est que le mouvement ne s'arrête pas, que nombre de manifestants passent la nuit sur les ronds-points, y restent le dimanche, le lundi et les jours suivants. Les samedis restent toutefois des moments forts de la mobilisation.

Le 24 novembre, le gouvernement recense 166 000 personnes alors que le syndicat de police en dénombre lui plus de 750 000 sur 1 500 points de blocage. Alors que, le samedi précédent, des Gilets jaunes avaient tenté de se rendre au palais de l'Élysée, des manifestants sont à nouveau présents sur les Champs-Élysées où, pendant près de dix heures, ont lieu des affrontements avec la police. Le samedi suivant (Acte III), des émeutes éclatent dans de nombreuses villes de province. Ne pouvant accéder à la plus belle avenue du monde, les Gilets jaunes montés à la Capitale prennent d'assaut les quartiers riches de l'ouest ; les affrontements avec la police sont très violents et les dégâts sont impressionnants : l'Arc de Triomphe est (en partie) saccagé, les hôtels particuliers autour de la place de l'Étoile sont attaqués, l'un d'entre eux envahi et incendié, plus d'une centaine de voitures sont en flamme, des boutiques pillées, etc. Le 4 décembre, le Premier ministre annonce la « suspension » de la hausse de la taxe sur les carburants puis, quelques heures plus tard, la présidence précise qu'il s'agit en fait d'une « annulation ». Le gouvernement recule, mais trop tardivement pour mettre un terme à la révolte. Le 8 décembre (Acte IV), le ministère de l'Intérieur

⁴ *Jaune*, n° 1, janvier 2019.

⁵ Le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) est un avantage fiscal accordé aux entreprises mais qui ne profite qu'aux plus grands groupes ; les lois Travail votées en 2016 et 2017 sont un ensemble de mesures attaquant les droits des travailleurs ; la CSG (contribution sociale généralisée) est un prélèvement obligatoire participant au financement de la sécurité sociale et de l'assurance chômage.

recense encore 136 000 manifestants ; la journée est encore marquée par de très violentes confrontations, à Paris comme en province, entre Gilets jaunes et forces de l'ordre. Deux jours plus tard, Emmanuel Macron annonce au cours d'une allocution officielle une hausse du salaire minimum (le SMIC) de 100 euros, l'annulation de la hausse de la CSG pour les retraités et la défiscalisation des heures supplémentaires. Les Gilets jaunes se rendent vite compte que l'augmentation du SMIC est un leurre (essentiellement constituée par l'accélération de la hausse de la prime d'activité prévue au début de son quinquennat). Pour l'Acte V, le ministère de l'Intérieur déploie 69 000 policiers et gendarmes mais ne compte que 66 500 manifestants. Bien qu'un relative décreue soit perceptible, le mouvement se poursuit avec parfois des événements particulièrement spectaculaires, assez peu relayés dans les médias nationaux, par exemple l'incendie, dans la nuit du lundi 17 au mardi 18, de la barrière de péage de Bandol (17 Gilets jaunes seront arrêtés). Le lendemain c'est celle de Bessan qui est ravagée à son tour (41 Gilets jaunes seront arrêtés).

Après un mois de mouvement, les Gilets jaunes entrent sans doute durant cette période dans *une nouvelle phase*, plus incertaine. Alors que le froid attaque les ronds-points et qu'approchent des fêtes de fin d'année a priori démobilisatrices, Emmanuel Macron annonce, le 18 décembre, l'organisation d'un grand débat national sur quatre thèmes : transition écologique, fiscalité, organisation de l'État, démocratie et citoyenneté (du 15 janvier au 15 mars). Un coup de bluff qui s'accompagne d'un volet répressif : si, localement, il devient de plus en plus difficile de tenir tous les points de blocage et que des ronds-points doivent être abandonnés, beaucoup d'autres sont évacués par les forces de l'ordre. Le 19 décembre, le ministère de l'Intérieur revendique le déblocage de 170 ronds-points en quelques jours. Ceux qui résistent perdent toute capacité de blocage économique et se transforment en lieux de rencontre et discussion où l'on construit généralement une cabane pour se protéger des intempéries ; les éléments les plus radicaux et « déters » (déterminés), autrefois dispersés sur plusieurs communes, se retrouvent sur ces points. Mais ce sont désormais les manifestations du samedi qui rythment la mobilisation des Gilets jaunes (ce rendez-vous hebdomadaire est désormais numéroté à partir de « l'Acte I » que représente le 17 novembre).

Si beaucoup imaginent et espèrent que la fin d'année va sonner le glas du mouvement, ils se trompent : on fête Noël ou la Saint-Sylvestre sur de nombreux ronds-points et les manifestations du samedi, bien que rassemblant de faibles cortèges, ne s'arrêtent pas. Le 5 janvier (Acte VIII), nouvelle surprise pour qui est habitué aux mouvements sociaux, la mobilisation repart à la hausse et des affrontements ont encore lieu. Une journée marquée dans la capitale par des scènes spectaculaires : utilisant un transpalette comme bélier, des Gilets jaunes défoncent le portail et envahissent la cour de l'hôtel particulier où travaille le secrétaire d'État et porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, l'obligeant à prendre la fuite ; plus loin, c'est le boxeur Christophe Dettinger qui combat avec ses poings des gendarmes mobiles.

L'appel par les syndicats à une journée de grève générale le 5 février représente pour beaucoup (surtout les militants) la possibilité d'un saut qualitatif majeur ; des collectifs de Gilets jaunes s'y associent mais appellent, eux, à une grève illimitée. L'échec de cette journée (prévu mais redouté) est sans doute un nouveau tournant ; on comprend qu'il n'y aura pas de dépassement. Sans porte de sortie, le mouvement entame dès lors une nouvelle phase, celle d'une lente dégénérescence. Ni les mutilations de manifestants, ni l'instauration de nouvelles mesures contre les chômeurs, ni la hausse des prix des produits alimentaires, ne donnent un nouvel élan à la mobilisation des Gilets jaunes ; elle tend, pendant quelques semaines, à se stabiliser au niveau atteint en décembre puis décroît très lentement.

Pour compenser cette érosion, les manifestations hebdomadaires ont désormais lieu dans une grande ville de la région, et non plus dans chaque département. Les cortèges sont donc toujours aussi « déters » et les affrontements avec les forces de l'ordre monnaie courante. La mobilisation connaît

parfois des sursauts, sans toutefois renouer avec les niveaux ou la dynamique de début décembre ; c'est notamment le cas pour la manifestation parisienne du 16 mars (Acte XVIII) qui est, du point de vue des destructions et pillages de magasins sur les Champs-Élysées, une émeute très réussie, exceptionnelle, sans pour autant détenir la force des actes III et IV.

À l'occasion de la seconde journée de grève à l'appel des syndicats, le mardi 19 mars, certains collectifs de Gilets jaunes tentent de réinvestir des ronds-points avec la volonté d'y bloquer à nouveau les camions (Normandie, Cévennes), mais la réaction des forces de l'ordre est immédiate et la mobilisation ne suit pas.

En fait, personne n'ayant l'autorité pour décréter l'arrêt du mouvement, et comme il se trouve toujours un groupe Facebook pour appeler à un nouveau rendez-vous, les manifestations hebdomadaires se poursuivent en une sorte de quasi-rituel. S'y opposent d'un côté la machinerie répressive étatique aux manœuvres spectaculaires (« utilisation » de l'armée le 23 mars pour l'Acte XIX) et, de l'autre, l'ingéniosité et la détermination des Gilets jaunes. Une partie d'entre eux se lancent également dans des tentatives de structuration du mouvement ou, parfois, sombrent dans des dérives citoyennistes et politiques.

Schématiquement, on peut dire qu'à partir du mois d'avril le mouvement, qui connaît toujours une lente attrition, entre dans une dernière phase à moins que, comme le pensent certains, les événements qui se déroulent n'aient désormais plus rien à voir avec les ronds-points de novembre. Désormais, la mobilisation se confond de plus en plus avec une protestation « de gauche » ou traditionnelle. L'acte XXIV (27 avril) est de ce point de vue assez emblématique : la mobilisation des Gilets jaunes baisse encore, entre 23 000 et 60 000 participants, mais la présence des militants politiques est toujours plus voyante. Beaucoup ne s'embarrassent même plus de la chasuble fluo et retrouvent les traditionnels badges et autocollants de leurs organisations respectives. À Paris, la Confédération générale du travail (CGT) et les partis de gauche et d'extrême gauche sont présents, en particulier la France insoumise (FI) et le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) ; ils sont sans doute plus nombreux que les Gilets jaunes non-militants ; Jean-Luc Mélenchon et les cadres de son parti s'autorisent même une participation. Quant à la journée du 1^{er} mai 2019, annoncée comme devant transformer Paris en capitale de l'émeute et devant relancer la mobilisation – ne disait-on pas que 2 000 « black bloc » allemands étaient déjà présents ? – elle se révèle finalement, du fait d'un imposant dispositif policier, assez terne. La page semble tournée.

Seuls quelques groupes, toujours plus réduits, continuent à se réunir aux abords de ronds-points et à manifester le samedi, mais ils n'ont désormais plus aucun impact politique et disparaissent au fil des mois. À l'automne 2019, il arrive parfois que quatre ou cinq personnes se réunissent dans une cabane pour boire le café là où, un an auparavant, des centaines de Gilets jaunes bloquaient le carrefour.

02 / GILETS JAUNES, QUEL EST VOTRE MÉTIER ?

- « – J’ai entendu un mot il n’y a pas longtemps ; je ne savais pas ce que ça voulait dire ... C’était prolo ou prolétaire... quelque chose comme ça...
– Prolétaire ?
– Oui j’ai voulu me renseigner...
– Si tu veux, c’est le capital qui a l’argent et détient les moyens de productions ; les prolétaires n’ont que leur force de travail pour survivre...
– Et ben, c’est ça qu’on est : des prolétaires, c’est exactement ça qu’on est ! »⁶

La carte et le territoire

La géographie particulière de la mobilisation a très vite attiré l’attention des experts en tout genre et la littérature sur la question ne manque donc pas ; on remarque d’abord que le mouvement des Gilets jaunes apparaît d’emblée sur l’ensemble du territoire (y compris outre-mer) ; seuls en sont au départ exclus les grands centres urbains riches et leurs couronnes de « banlieues ». Les zones où les Gilets jaunes sont les plus nombreux, recoupe mais dépasse celles de la « diagonale du vide » (là où la population diminue) ; on peut y associer celles des zones où l’accès routier aux principaux services est le plus difficile, c’est-à-dire là où le temps moyen nécessaire en voiture pour atteindre le premier service – pharmacie, boulangerie ou Pôle emploi – est le plus long⁷. La mobilisation n’est toutefois pas limitée aux territoires ruraux délaissés, mais prend source dans les territoires péri-urbains et les villes petites et moyennes⁸ ; des zones où, contrairement à certains fantasmes, on ne vit pas que dans des lotissements, des maisons où un écran plat orne chaque pièce, et où l’un des deux véhicules du foyer est forcément un 4X4 (pour la chasse). Car si l’extrême pauvreté se concentre dans les grandes villes, la plus grande part du prolétariat n’y vit plus. La mobilisation des Gilets jaunes ne relève donc pas d’un ressort territorial, elle est très clairement surdéterminée par des appartenances de classe.

Dans les zones péri-urbaines les moins attractives d’un point de vue touristique, on peut se loger et profiter d’une fiscalité foncière moindre que dans les métropoles, donc accéder plus facilement à la propriété (en s’endettant sur un nombre de dizaines d’années réduit)⁹. Mais ces zones sont faiblement desservies par les transports en commun et les gares sont une espèce en voie de disparition. Posséder deux voitures n’est donc pas, pour un couple, un choix confortable, mais une nécessité pour se rendre au boulot, déposer les enfants à l’école, faire les courses, etc. (depuis vingt ans la durée des trajets pour aller et revenir du travail ne cesse d’ailleurs de s’allonger). Cela fait de la voiture l’un des postes importants de la dépense quotidienne. Sa perte – panne ou accident – est souvent une catastrophe pour un foyer ; d’où par exemple l’angoisse de beaucoup à l’annonce d’une réforme du contrôle technique automobile obligatoire (qui peut envoyer votre véhicule à la casse s’il n’est plus aux normes). Dans ces zones, l’annonce de l’augmentation de la taxe sur les carburants, même s’il ne s’agit que de quelques centimes, est donc, potentiellement, l’équivalent d’un détonateur.

Les grands centres urbains, capitales régionales ou départementales restent généralement en marge de la mobilisation ; sauf certains samedi où elles se transforment en lieu où convergent les Gilets jaunes de tout un bassin économique ou géographique. On s’organise pour aller manifester en nombre chez les bourgeois, chez les riches. C’est particulièrement évident pour des villes comme

6 « Gilets Jaunes : Acte X en centre ville à Boulogne sur Mer », lamouetteenragee.noblogs.org, 22 janvier 2019.

7 Marie Christine Lipani, « Conversation avec Hervé Le Bras : "Le mouvement des Gilets jaunes repose sur deux clientèles différentes" », *sudouest.fr*, 30 novembre 2018.

8 François Quivoron, « Gilets jaunes. Hervé Le Bras : "Un noyau dur plus fort en Bretagne" », *letelegramme.fr*, 30 novembre 2018.

9 Le pourcentage de Français propriétaires de leur domicile est de 60 à 65 %, pour une moyenne de 70 % en Europe.

Toulouse ou Bordeaux :

« Bordeaux est une vitrine flamboyante dans un département où la ruralité est totalement en dehors de cette réalité. Peu ou pas de services publics, des administrations qui ferment les unes après les autres. Et comme si cela ne suffisait pas, l'habitant d'un village à 60 km de Bordeaux peut mettre plus de temps pour venir se faire soigner que faire un Bordeaux-Paris en TGV. C'est sans doute aussi cela que les Gilets jaunes expriment lors de leur rituel du samedi après-midi. »¹⁰

« Il apparaît vite que la majorité des manifestants ne sont pas des habitants de Bordeaux intra-muros, ni même de la première couronne. Ils viennent de bien plus loin, des zones périurbaines et rurales de la Gironde, parfois des départements voisins (Dordogne, Landes, Charente-Maritime). Autant de gens qui se donnent chaque fois rendez-vous dans "l'écrin opulent que constitue désormais le cœur de Bordeaux". [...] Autre élément, les points de blocage et de rassemblement se concentrent sur les axes routiers, mais aussi sur deux zones plus pauvres (Médoc, Blayais) et les contours du bassin d'Arcachon. Bordeaux et son arrière-cour ne vivent plus au même rythme, la colère gronde en périphérie. »¹¹

Beaucoup des politologues qui s'échinent à comprendre cette carte de la mobilisation des Gilets jaunes doivent en fait reconnaître qu'elle évoque de manière troublante les travaux que mènent depuis plusieurs années le géographe « controversé » Christophe Guilluy. Celui-ci décrit et conceptualise une France coupée en deux : d'une part les métropoles qui profitent de la mondialisation, concentrent les activités tertiaires, la production de richesses et les élites – d'où les phénomènes de gentrification et la hausse des prix de l'immobilier – et les banlieues « *de l'immigration* » qui les joutent (offrant un vivier de travailleurs précaires pour les précédents). De l'autre, la « *France périphérique* » qu'il décrit comme l'angle mort des politiques économiques et sociales ; ce sont les zones rurales, villes petites et moyennes, exclues de la production de richesse ou de sa redistribution. Guilluy reconnaît les bienfaits d'un modèle économique qui crée de la richesse, mais il lui reproche de « *ne pas faire société* », de ne plus intégrer le plus grand nombre, notamment du fait de la polarisation de l'emploi : des emplois très qualifiés se concentrant dans les grandes métropoles et, partout ailleurs, une « *fragilisation de l'emploi* » qui mettrait en danger la « *classe moyenne occidentale* » (à la définition assez floue). À la lecture de ses ouvrages, et quoi qu'on pense par ailleurs du personnage, on ne peut qu'être surpris des nombreuses similitudes entre sa « *France périphérique* » et celle des Gilets jaunes. Notons toutefois que, bien qu'il utilise des concepts qui peuvent sembler d'inspiration marxiste, Guilluy *mettait en garde* contre une possible révolte sociale. Il prophétisait également que celle-ci prendrait, dans un second temps, les aspects d'une crise identitaire ; il s'agit d'un point particulièrement discutables en ce qui concerne les Gilets jaunes et sur lequel nous reviendrons plus loin¹².

10 Denis Granjou, « Bordeaux, cette autre capitale des Gilets jaunes », *leparisien.fr*, 19 janvier 2019,

11 Agnès Laurent, « Bordeaux, place forte des Gilets jaunes », *L'Express*, 27 février 2019, p. 26.

12 Les travaux de Christophe Guilluy et leur réception mériteraient une analyse complète et spécifique. Notons toutefois que si l'extrême droite trouve dans ces travaux la confirmation théorique d'une partie de ses thèses, Guilluy, bien qu'issu de la gauche souverainiste et indéniablement conservateur, n'est pas un auteur *lié* à ce courant. Ses références et concepts ne sont, certes, pas choisis pour plaire à un lecteur « de gauche », par exemple lorsqu'il explique que l'abstention et le vote d'extrême droite sont « *la preuve d'une émancipation par le bas* » des classes populaires (*La France périphérique*, Flammarion, 2014, p. 89), ou lorsqu'il reprend à son compte le concept d'« *insécurité culturelle* » forgé par Laurent Bouvet ; c'est, bien plus que le fond de ses travaux, ce qui lui vaut le qualificatif de « *controversé* » ou de « *sulfureux* ». Davantage qu'un « fasciste », Christophe Guilluy est surtout un *lanceur d'alerte* mettant en garde la bourgeoisie contre les risques d'une révolte des « *catégories populaires* » de la « *France périphérique* » (qu'il n'associe pas forcément aux « blancs ») et d'une montée des partis « *populistes* » qui seraient dangereuses pour la stabilité du système capitaliste existant.

Composition de classe

Beaucoup a été écrit et dit sur le mouvement des Gilets jaunes et en particulier sur leur sociologie impossible à appréhender statistiquement. D'autant qu'il faut tout d'abord se demander ce qu'est un Gilet jaune ? La définition n'est pas aussi aisée que celle d'un gréviste. Qui est un Gilet jaune ? Pour celui qui dort depuis des semaines dans la cabane à côté du rond-point, c'est facile. Mais *quid* de la personne qui a participé à une manifestation ou n'a passé qu'une après-midi sur un rond-point ? De celui qui met un gilet derrière le pare-brise de son véhicule ? Le 17 novembre, entre 120 000 et 1 million de Gilets jaunes se sont mobilisés ; le nombre de personnes ayant participé au fil des semaines à au moins une action – et qui selon nous méritent le « titre » de Gilet jaune – est beaucoup plus grand, peut-être plus du double. Si, malgré cette mobilisation de masse, la révolte des Gilets jaunes reste minoritaire¹³, elle bénéficie pendant des mois d'une très forte popularité au sein de la population. Un soutien qui se manifeste tout d'abord par le fait d'arborer un gilet sur son tableau de bord, de klaxonner sur les ronds-points (à force c'est pénible), mais aussi par diverses aides matérielles comme des dons de victuailles, au point que, parfois, les Gilets jaunes ne savent que faire de leurs stocks.

Le cœur de la mobilisation des Gilets jaunes est issu de pans de la société française jusqu'alors « invisibles », n'intéressant pas les radars médiatiques, universitaires, politiques, mais aussi, il faut le reconnaître, militants. On a beaucoup parlé pour décrire les Gilets jaunes de « classes moyennes », appauvries ou en voie de déclassement, ou bien encore de « *petits moyens* ». Ce sont des qualificatifs flous et trompeurs qui masquent le fait que la composante extrêmement majoritaire de ce mouvement sont des prolétaires : salariés des petites et moyennes entreprises, petits employés de la fonction publique, chômeurs et retraités ; plutôt peu diplômées et exerçant fréquemment des métiers manuels. Ce ne sont certes pas les plus pauvres (qui pour beaucoup résident dans les grandes villes), mais des prolétaires qui travaillent, paient des impôts (parfois sur le revenu), gagnent trop pour bénéficier de certaines aides, et pas assez pour « bien vivre » (nous y reviendrons) ; on évoque souvent des salaires se situant autour ou en dessous du revenu mensuel médian (1 700 €)¹⁴. Des personnes ayant des difficultés financières, qui peinent à « joindre les deux bouts », dont les fins de mois commencent assez tôt, etc. C'est d'ailleurs bien par le fait de « galérer » (malgré leur emploi) que les Gilets jaunes se définissent, se reconnaissent ; c'est ce qui, pour eux, donne de la légitimité à leur révolte¹⁵.

Ceux qui n'ont pas de problème d'argent sont les grands absents de la mobilisation, et en particulier les « très riches », les bourgeois membres des classes supérieures. Les riches « tout court » sont rares ; si le terme est vague, on les repère aisément à leur accoutrement, même sous une chasuble fluo. Mais, si on les croise près d'un barrage de pneus et de palettes, c'est plutôt parce qu'ils souhaitent passer avec leur berline ; celle-ci ne laissant généralement pas indifférents les Gilets jaunes. Et même si, théoriquement, les Gilets jaunes ne veulent s'en prendre qu'aux « très riches » (financiers, banquiers, etc.), les railleries à leur encontre ne manquent alors pas, expression d'un profond mépris de classe qu'on a pu constater à Paris lorsque les Gilets jaunes ont investi « *les rues du Monopoly* ». Des épisodes où beaucoup de Gilets jaunes témoignent de leur plaisir à voir

13 Le 31 mars 2016, point fort de la mobilisation contre la loi Travail, le gouvernement estime le nombre de manifestants à 400 000. En Mai 68, on a parlé de 10 millions de *grévist*es.

14 Sur ces questions voir par exemple Olivier Ertzscheid, « De l'algorithme des pauvres gens à l'internet des familles modestes » in Collectif, *Le Fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, Paris, Seuil, 2019, p. 136 ; « Qui sont et que veulent les « Gilets jaunes » ? Entretien avec Benoît Coquard », *contretemps.eu*, 23 novembre 2018.

15 Les rares Gilets jaunes qui admettent ne pas « galérer » justifient généralement leur présence sur le rond-point par la connaissance d'une personne (un proche ou un membre de leur famille) dans cette situation.

saccager les restaurants de luxe ou brûler des Porsche ; un phénomène auquel on assiste, à une moindre échelle, dans les villes de province.

À première vue, d'importantes catégories de prolétaires ne sont que très peu présentes dans le mouvement, bien qu'avec beaucoup d'exceptions locales et de cas particuliers : en premier lieu les plus pauvres (qui ne sont jamais les plus mobilisés), les travailleurs précaires et les chômeurs des grandes villes, mais aussi (recoupant en partie les catégories précédentes), les prolétaires des banlieues où vivent, notamment, de nombreux travailleurs issus d'une immigration extra-européenne (nous y reviendrons).

Semblent également absentes des catégories sociales telles que fonctionnaires, agents du secteur public, salariés des grandes entreprises, cheminots, agents électriciens, dockers, etc., c'est-à-dire les prolétaires les moins précaires¹⁶. C'est-à-dire aussi ceux que, depuis 1995, on croise régulièrement en manif, les bastions syndicaux. Une caractéristique du cœur de la mobilisation des Gilets jaunes est, en effet, leur fréquente absence d'expérience militante, politique ou syndicale ; on parle d'ailleurs de « primo-manifestants ». Ils ne disposent ni du vocabulaire, ni des réflexes, ni des logiques du militant ou ne serait-ce que ceux du manifestant traditionnel – adhérent ou sympathisant CGT, FI ou NPA. La figure de l'enseignant syndiqué, espèce rare sur les ronds-points est, à bien des égards, l'antithèse de celle du Gilet jaune. On est donc très loin de la sociologie de Nuit Debout (qui, dans chaque ville, rassemblait les travailleurs intellectuels de gauche, le ban et l'arrière ban militant)¹⁷ ou de celles des manifestations organisées au même moment, que ce soit pour le climat (8 décembre) ou contre les violences sexistes (24 novembre).

En tout cas, bien qu'il soit constitué très majoritairement de prolétaires (ouvriers et employés), le mot « prolétaire » n'a, dans le mouvement, qu'une utilisation exceptionnelle. Celle de « travailleur » est beaucoup plus courante, en particulier parmi les quelques collectifs de Gilets jaunes où sont présents des travailleurs syndiqués ou militants, ce qui donne à leur discours une tonalité qui rappelle l'ancien mouvement ouvrier. C'est par exemple le cas de l'appel de la zone portuaire de Saint-Nazaire, « *la solution est en nous-mêmes, en nous les travailleurs, les chômeurs, les retraités de toutes origines et de toutes couleurs* » (23 novembre). Mais l'utilisation la plus courante du mot « travailleur » par les Gilets jaunes a, par contre, l'inconvénient d'éluder l'exploitation ; il ne renvoie qu'aux notions, vagues, de travail et d'effort, auxquelles tous les humains sont confrontés. On retrouve ici une conception du peuple renfermant tous ceux qui « travaillent », au sens saint-simonien très large, incluant patrons, ouvriers, artisans, artistes, savants, etc. Or, justement, entre les « très riches » et les salariés qui galèrent, il y a une marge que remplissent d'autres catégories ; certaines d'entre elles *semblent* même liées aux Gilets jaunes.

Un mouvement interclassiste ?

Humains, ils le sont tous : entrepreneurs des petites et moyennes entreprises (PME) ou des très petites entreprises (TPE), indépendants, cadres, commerçants, artisans, ou professions libérales. Ces catégories ont été présentées, par les médias et les Gilets jaunes, comme une composante non négligeable du mouvement, au même titre que les ouvriers, les chômeurs ou les retraités.

Il est indéniable que des membres de ces catégories sont actifs le 17 novembre, premier journée d'action sur les ronds-points. Il est impossible de savoir précisément quelle part de la mobilisation ils représentent ce jour-là ; on peut toutefois avancer, sans trop de risque, qu'elle est minoritaire,

16 Nous ne sommes en effet plus au XIX^e siècle, et les prolétaires de France peuvent percevoir de « bons » salaires puisqu'ils ont l'un des taux de productivité les plus élevés au monde. Et, même si ils sont propriétaires de leur maison (à deux après 30 ans de crédit), d'un écran plat et d'un abonnement à Netflix, ils ne disposent pour survivre que de leur force de travail.

17 Nuit debout est un ensemble d'occupations de places publiques ayant eu lieu en France à partir de mars 2016, en marge des manifestations contre la loi Travail ; la plus importante est à Paris, place de la République.

sinon très minoritaire. Néanmoins, de par un capital culturel, une prestance ou un bagou un brin supérieur, ils sont peut-être proportionnellement sur-représentés parmi les petits chefs locaux, référents, *admins* Facebook ou porte-paroles et parmi les Gilets jaunes interviewés sur les chaînes d'information en continu¹⁸ ; ce n'est pas forcément le cas parmi les leaders qui émergent nationalement.

Ce qui est certain, c'est que beaucoup d'entre eux prennent leur distance avec le mouvement dès que l'on comprend qu'il va durer et que les blocages continuent, c'est-à-dire le dimanche 18 et surtout le lundi 19. Dès la première semaine, commerçants et artisans des centre-villes et des zones commerciales, et petits patrons commencent à se plaindre des conséquences économiques, des pertes de chiffre d'affaire qu'ils subissent alors qu'approche la période des fêtes de fin d'année. Les Chambres de commerce et d'industrie sont vent debout. Dès le 19, la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) – qui n'a pas appelé à la mobilisation – fait part dans un communiqué de ses inquiétudes quant aux possibles conséquences économiques des blocages, appelle à l'apaisement et demande au gouvernement d'assurer la liberté de circulation et de travailler, mais aussi de faire un geste (par exemple un moratoire sur l'augmentation du carburant). Au fil des jours, le nombre (et probablement la proportion) de commerçants et d'artisans diminue au sein de la mobilisation.

Le seul secteur patronal dont on a pu percevoir une participation au mouvement des Gilets jaunes est celui du BTP. Les représentants de ce secteur dénoncent bien avant le 17 novembre la suppression annoncée de l'exonération fiscale sur le gazole non routier (GNR) dont ils bénéficient, et tentent de négocier un aménagement avec le gouvernement. C'est pour cela que, lors du premier samedi de mobilisation, on croise parfois sur un rond-point des camions de boîtes locales de BTP participant aux blocages (Forcalquier, Rognonas), parfois à l'entrée de dépôts pétroliers ou de ports (Lorient, Calais). Mais, rares lors du week-end de l'Acte I, ils le sont davantage à partir du lundi car le travail reprend. D'autant que personne n'avait prévu que les Gilets jaunes poursuivraient leur mobilisation au-delà du 17 novembre et que, dès ce jour-là, leurs demandes marginaliseraient celle du prix du carburant. Les Fédérations du BTP avaient programmé la semaine suivante des actions pour peser dans leurs négociations avec le gouvernement, notamment des barrages filtrants ; dans certaines régions, on décide donc de les annuler pour ne pas être assimilés à la mobilisation des Gilets jaunes ; c'est par exemple le cas en Bourgogne-Franche-Comté le 21 novembre. En Haute Savoie, la Fédération du BTP menace d'appeler ses troupes à descendre dans la rue, mais avec des « *casques blancs pour être bien dissocié du mouvement des Gilets jaunes* »¹⁹. Les actions des professionnels du BTP, qui commencent avant le 17 novembre, s'arrêtent le 4 décembre, dès que Matignon annonce qu'il suspend l'augmentation des taxes sur le carburant, y compris la mesure sur le GNR. Mais, depuis quelques jours déjà, la fédération du BTP a d'autres inquiétudes, ce sont les possibles conséquences économiques des blocages Gilets jaunes. Cette timide mobilisation n'a donc fait que croiser celle des ronds-points.

À noter que nombre de commentateurs, y compris au sein du milieu radical, mettent dans un même sac les catégories de petits patrons, artisans et auto-entrepreneurs. Les « artisans » que l'on croise dans le mouvement, sont souvent des travailleurs manuels indépendants peu diplômés, qui n'ont pas forcément des salariés. Quant à ceux qui optent pour le statut de micro-entrepreneurs²⁰ pour sortir du chômage ou de la galère, ils succombent certes aux sirènes de l'idéologie dominante, mais n'en demeurent pas moins des travailleurs subissant une nouvelle forme d'exploitation qui, en définitive,

18 Qu'un mouvement majoritairement prolétarien se donne parfois pour chef des bourgeois n'est pas en soi une nouveauté, l'histoire du mouvement ouvrier le montre assez bien.

19 M. F., « Gilets jaunes : les professionnels des travaux publics reportent leur action prévue mercredi », *france3-regions.francetvinfo.fr*, 19 novembre 2018 ; Richard Vivion, « Les entreprises du BTP prêtes à se mobiliser contre la hausse du prix du gazole non routier », *francebleu.fr*, 3 décembre 2018.

20 Statut remplaçant celui d'auto-entrepreneurs. Près de 500 000 entreprises de ce type (dont le dirigeant est aussi le *seul travailleur*) ont été créées en 2018 ; il en existerait aujourd'hui plus d'un million en France.

ne profite qu'aux patrons auxquels ils facturent leurs « prestations ». Ce sont des prolétaires déguisés. À l'heure de l'uberisation du travail, tous les « entrepreneurs » ne se valent pas.

La confusion règne donc en maître et la société bourgeoise s'y emploie. Ce qui différencie patrons et employés est parfois loin d'être une évidence pour les Gilets jaunes (et encore moins la contradiction de leurs intérêts), surtout dans des zones où dominent PME et TPE ou bien encore en milieu rural où « *les frontières de classes sont parfois floues du fait de l'entremêlement des fonctions au travail entre patron et salarié, ou qu'il n'est pas rare de se retrouver le week-end dans le même club de football ou la même société de chasse que son patron* »²¹.

Beaucoup de commentateurs d'extrême gauche ont dénoncé le caractère « impur », c'est-à-dire insuffisamment prolétarien, de cette révolte. C'est survaloriser la participation marginale d'éléments de la petite bourgeoisie (petits patrons, commerçants), alors que leurs organisations professionnelles respectives dénoncent les agissements des Gilets jaunes. Nous en avons pourtant connu un certain nombre, depuis une vingtaine d'années, de ces mouvements où fonctionnaires, enseignants et étudiants abondent, de ces manifestations d'encartés, de ces leaders-permanents syndicaux n'ayant pas fréquenté un atelier depuis des lustres, donc des mouvements très éloignés d'une composition ouvrière « idéale ». Certains crachent le terme « classe moyenne » en une acception péjorative pour signifier que ces Gilets jaunes ne sont pas assez pauvres, trop « consommateurs » pour être de « vrais » prolétaires. Ils font penser à ceux qui refusaient de voir le caractère prolétarien des émeutes de 2005²² ; ce sont parfois les mêmes. Au contraire, certains « militants », notamment communistes²³, impliqués dès le début du mouvement, ressentent une sorte de soulagement à ne côtoyer, un temps, que de « vrais » prolétaires (là encore). Il est vrai qu'on a rarement vu un mouvement avec une aussi grande proportion d'*ouvriers*. Un ami évoquant les manifestations de début décembre, en province, les présente ainsi : « *Autour de toi, tu regardes, y'a que des prolos. Ça se voit, à leurs gueules, à leurs mains, à leurs mots. Putain ça fait du bien* »²⁴. Les professions de ceux qui, le lundi, passent en comparution immédiates dans divers tribunaux de France en disent long : électricien, chauffeur-routier, intérimaire, menuisier, imprimeur, bûcheron, ouvrier agricole, maçon, etc.

Le soutien que rencontre la révolte des Gilets jaunes, la sympathie, donnent aussi des indications quant à cette composition de classe. On sait avec quelle prudence les sondages doivent être traités, mais ceux relatifs au soutien apporté par la population aux Gilets jaunes sont révélateurs, d'autant qu'ils se confirment au fil des mois et des instituts qui les effectuent (ne s'effritant que tardivement à partir de février). Les premières enquêtes montrent un soutien d'environ 75 % de la population et un rejet du dernier quart (correspondant à l'électorat d'Emmanuel Macron), mais confirment un fort clivage de classe car le soutien varie fortement :

- en fonction du type d'emploi : 78 % des employés et des ouvriers soutiennent le mouvement, et seulement 46 % des cadres.
- en fonction de la taille de la commune des personnes interrogées : plus elle se réduit, plus le

21 « Qui sont et que veulent les « Gilets jaunes » ? *op. cit.*

22 Série d'émeutes qui durant trois semaines (octobre-novembre 2005) enflamme un certain nombre de « banlieues » de France, ces quartiers où vivent les prolétaires, notamment, de nombreux travailleurs issus d'une immigration extra-européenne.

23 Lorsque nous employons ce terme ce n'est évidemment pas en référence au Parti communiste français (PCF), mais plutôt pour qualifier ces « militants » que, peu ou prou, on peut relier à l'histoire de l'ultra-gauche, de la gauche communiste, du conseillisme ou de l'autonomie (et que nous n'amalgamons donc pas avec l'extrême gauche).

24 Cette question du corps des Gilets jaunes a été soulignée à plusieurs reprises. Par exemple par l'écrivain Edouard Louis qui reconnaît « *des corps qui n'apparaissent presque jamais dans l'espace public et médiatique, des corps souffrants, ravagés par le travail, par la fatigue, par la faim, par l'humiliation permanente des dominants à l'égard des dominés, par l'exclusion sociale et géographique, je voyais des corps fatigués, des mains fatiguées, des dos broyés, des regards épuisés.* » Edouard Louis, « Chaque personne qui insultait un gilet jaune insultait mon père » », *lesinrocks.com*, 4 décembre 2018.

soutien aux Gilets jaunes augmente²⁵ ; 70 % des personnes habitant dans les communes rurales, contre 52 % de celles résidant dans l'agglomération parisienne.

– en fonction du niveau d'étude : le soutien au mouvement est de 71 % chez les enquêtés ne possédant qu'un diplôme technique de bas niveau (BEP-CAP), contre 65 % chez ceux qui ont le niveau du baccalauréat (qui en France signe la fin du lycée) et 44 % chez ceux qui ont au moins une licence (soit trois ans d'étude) .

– en fonction de la précarité : le soutien est le fait de 70 % des chômeurs, et de 71 % des personnes qui risquent fortement – ou dont un des membres de la famille risque fortement – d'être au chômage, contre 55 % de ceux qui disent ne rien risquer²⁶.

« Ce fort soutien prouve également qu'un tel mouvement n'est nullement révolutionnaire. Ce qui est très largement acceptable par l'opinion publique ne mesure ici que les limites politiques du mouvement des Gilets jaunes. On ne fait pas, disons le explicitement, la révolution avec ce qu'on appelle « le soutien de l'opinion publique », du moins dans un pays développé. »²⁷

La composition de classe de la révolte des Gilets jaunes est essentiellement prolétarienne ; et ce ne sont pas les quelques éléments issus d'autres classes qui suffisent pour la qualifier d'« interclassiste ». Par contre, et c'est paradoxal, le discours qu'elle porte, à base d'unité et de démocratie, est lui fondamentalement interclassiste.

Gilets jaunes femmes

« C'est pas du chiqué quand les femmes s'y mettent »²⁸

L'Acte I des Gilets jaunes (17 novembre) n'est pas achevé que, déjà, ils se trouvent qualifiés par le gouvernement et les médias des pires adjectifs du moment, racistes, « islamophobes », ou homophobes ; accusations à chaque fois basées sur un incident censé refléter l'ensemble de la mobilisation. On y ajoute aussi le qualificatif de « sexistes »²⁹, sans pour autant s'appuyer sur un cas précis ; le qualificatif diffamant est asséné comme une évidence – pour la bourgeoisie, le prolo mal dégrossi, débarquant de sa campagne la clope au bec, ne peut en effet qu'être « sexiste ». Ce n'est pas aussi simple.

Car il y a tout d'abord les femmes. Elles sont partout. Il s'agit sans doute de l'un des mouvements sociaux les plus mixtes qu'on ait connus (on parle de 40 à 45 % de femmes), sur les ronds-points, dans les manifestations mais aussi parmi les porte-paroles et référents, y compris dans les médias. Certains collectifs de Gilets jaunes se dotent même parfois de porte-paroles paritaires. À un tel niveau c'est sans doute une première. Pour l'historien Xavier Vigna, *« l'égal engagement des femmes montre, peut-être pour la première fois, que le monde du travail dans son entier est aussi un monde féminin. Elles rendent visibles qu'elles sont présentes partout, dans les secteurs de la logistique, dans les services, dans les usines, etc. »*³⁰ On a rarement vu autant de femmes descendre dans les rues en France dans le cadre d'un mouvement social.

La présence des femmes dans les protestations et les grèves – croissante depuis les années 1970, en fonction des particularités sectorielles – est généralement perçue comme un signe de radicalité. On

25 Sondage BVA des 6 et 7 novembre.

26 Vague 10 du Baromètre de la confiance politique du Cevipof réalisée entre le 13 et le 24 décembre 2018.

27 Max Vincent, « Remarques critiques sur le mouvement des Gilets jaunes », avril 2019.

28 Une Gilet jaune, 6 janvier 2019 à Paris.

29 Les termes sexiste ou sexisme sont par ailleurs assez vagues, renvoyant davantage à un comportement individuel qu'à un phénomène structurant la société (qui est sexuée ou genrée). De plus, le qualificatif « sexiste » n'a évidemment pas le même sens dans la bouche d'un ministre ou d'une militante LGBT.

30 « Gilets jaunes : "Ils inventent leurs propres codes", estime un historien », leparisien.fr, 26 novembre 2018.

les remarque peut-être ici davantage parce que le mouvement des Gilets jaunes est lié à la vie quotidienne, à cette question de la reproduction de la force de travail où les prolétaires femmes jouent encore un rôle central, et à laquelle elles se renvoient elles-mêmes dans les nombreux témoignages et interviews. Lorsqu'une ouvrière, mère de deux enfants, explique qu'elle peine à les nourrir et qu'elle ne peut leur faire de cadeaux, c'est évidemment particulièrement poignant ; mais, ça l'est d'autant plus que, en France, on n'entend généralement pas ce type de propos dans les luttes, par exemple lors d'une grève de cheminots ou d'enseignants. C'est la précarité des prolétaires femmes qui saute à la gueule de celui qui est assis devant son écran.

Reflets de la sociologie générale des Gilets jaunes, les Gilets jaunes femmes sont le plus souvent des prolétaires femmes peinant à boucler leurs fins de mois, souvent des mères isolées avec enfants et, semble-t-il, assez peu de femmes au foyer (femmes *de* prolétaires). Les prolétaires femmes sont particulièrement victimes de la précarité et de l'intensification de l'exploitation capitaliste ; elles sont par exemple surreprésentées dans les métiers les moins payés ou subissent davantage le temps partiel imposé. Le rond-point est, de fait, le seul lieu de rencontre et de mobilisation possible pour ce type de prolétaire sans lieu de travail fixe, par exemple pour des intérimaires ou des travailleuses indépendantes dans l'aide à la personne³¹.

À partir de décembre, ont eu lieu dans certaines localités (Boulogne) des réunions et manifestations distinctes de Gilets jaunes femmes ; elles ont souvent lieu le mercredi car c'est le jour où une femme qui a des enfants ne peut pas travailler. Puis des groupes Facebook *ad hoc* apparaissent et s'amorce une tentative de mobilisation spécifique de Gilets jaunes femmes au niveau national. Le dimanche 6 janvier (lendemain de l'Acte VIII), des manifestations que des militants qualifieraient de « non-mixte » (ce qu'elles sont sauf exceptions) ont lieu dans plusieurs villes ; le rendez-vous se veut hebdomadaire. L'objectif affiché est de donner un autre reflet du mouvement, « *une image plus apaisée, plus positive* », c'est-à-dire moins violente et virile que celle des samedis.

Il est bon de rappeler ici que, comme leurs homologues masculins, les Gilets jaunes femmes sont généralement des primo-manifestantes n'ayant pas d'expérience d'engagement politique ; on est donc ici loin de la sociologie des militantes féministes *qui est celle des militants*. Les organisatrices de ces événements précisent souvent : « *ce n'est pas une lutte féministe, mais féminine* ». Cette méfiance vis-à-vis du mot « féministe », assez ancienne, est à souligner car on assiste en France, depuis quelques années, à son retour en grâce dans les médias et la politique, et il est désormais de bon ton pour les célébrités de se qualifier ainsi. De ce fait, le féminisme se trouve généralement mis par les Gilets jaunes dans le même sac que les mouvements politiques, les médias et les « élites », et considéré avec autant de mépris. Il est vrai que pour les Gilets jaunes le féminisme ne s'incarne pas dans Simone de Beauvoir ou Christine Delphy mais, au mieux, dans la très macroniste ministre Marlène Schiappa... et, sur les réseaux sociaux, la figure de référence des Gilets jaunes femmes n'est pas Rosie la Riveteuse mais bien plutôt Marianne (le symbole de la France républicaine). Le fait que des féministes « bourgeoises » aient demandé aux Gilets jaunes de reporter leur Acte II, afin de ne pas « invisibiliser » la manifestation contre les violences sexistes du 24 novembre à Paris, n'a sans doute pas arrangé les choses. On a toutefois pu assister, ce jour-là, à des jonctions, du moins des marques de sympathie de cortèges Gilets jaunes envers ceux organisés par les organisations féministes en province (Montpellier, Nantes).

Bien plus tard, au lendemain de la journée internationale des droits des femmes, acte XVII (9 mars), des femmes sont en tête des manifestations Gilets jaunes dans plusieurs villes. À Paris, elles lancent des slogans appelant à la fin du patriarcat ou à l'égalité entre femmes et hommes... La fréquentation des ronds-points permet certes une maturation politique, mais peut-être pas une transformation aussi rapide des Gilets jaunes femmes en farouches féministes radicales. On a surtout affaire, ce jour-là,

31 À noter qu'à plusieurs reprises des groupes d'assistantes maternelles en lutte contre la réforme de l'assurance chômage, arborant des « Gilets roses », se joignent aux manifestations.

dans la capitale, à des militantes politiques, syndicales et associatives absentes des cortèges en novembre et décembre (reconnaissables à leurs habits, autocollants, mégaphones, etc., et au fait que peu d'entre-elles arborent d'ailleurs la chasuble jaune.).

Les Gilets jaunes femmes n'ont pas, au sein du mouvement, de revendications spécifiques ; celles habituellement portées par les organisations féministes, ne serait-ce que l'égalité salariale, sont généralement absentes. Tant il est vrai que les Gilets jaunes recherchent avant tout l'unité et évitent ce qui peut les différencier, donc les diviser ; le spécifique est justement ce qu'ils rejettent (nous y reviendrons). *« En revanche, d'un autre côté, la question de la précarité, qui pèse plus particulièrement sur les femmes et qui est au cœur du mouvement est souvent mise en avant. Cette précarité est en outre comprise comme une " double peine " qui pèse sur les femmes : leur " devoir familial " devient impossible à remplir dans les conditions de précarité qui leur sont faites. On n'est pas dans le rejet de cette assignation en tant que telle, mais dans la dénonciation par les femmes de l'impossibilité qu'il y a à maintenir tous leurs rôles sociaux à la fois. »*³² Les positionnements et discours des Gilets jaunes femmes seraient d'ailleurs, en d'autres circonstances, qualifiés de cisgenrés, hétéronormés ou d'essentialistes. Un des principaux groupes Facebook appelant à la mobilisation du 6 janvier précise ainsi : *« Nous restons complémentaires et solidaires aux hommes [...] Nous voulons montrer que nous sommes la mère patrie, en colère et nous avons peur pour l'avenir de nos enfants. »* Les Gilets jaunes femmes mettent surtout en avant dans les slogans, sur les pancartes et les banderoles, la famille et les enfants dont la charge leur revient en plus du travail salarié (assez loin des problèmes des femmes plus favorisées qui peuvent plus aisément concilier travail et vie de famille). On ne questionne ni ne critique le rôle des femmes, on le revendique au contraire, en particulier celui de mère qui confère une reconnaissance à l'instar de celui qui a un « vrai » travail ou de cet autre qui se met « à son compte ». Oui, au sein du prolétariat on est assez peu au courant des percées théoriques qui révolutionnent les milieux universitaires et militants ; faire des enfants y est encore bien souvent jugé comme quelque chose de « normal » et même, évidemment, de « naturel ». On y sait par contre la galère noire que cela entraîne, surtout pour la mère, mais ce n'est pas perçu comme un frein à son ascension sociale, une carrière ou des études... par ailleurs impensables. En une période de crise rampante, la famille reste pour beaucoup de prolétaires un repère, un refuge et une valeur qui contraste avec l'amoralité supposée des « élites ». Les militantes féministes (tout comme ceux d'extrême gauche) qui se rendent sur les ronds-points « découvrent » le fossé qui les sépare des femmes des classes populaires qui, d'ordinaire, ne participent à aucune manifestation.

Le mouvement est trop diversifié pour qu'on puisse dire si la présence des femmes sur les ronds-points a bouleversé quoi que ce soit dans le fonctionnement des couples comptant au moins un gilet jaune (*quid* des Gilets jaunes femmes dont les maris sont gendarmes ?) ; la présence sur les ronds-points n'a elle-même que peu impacté la vie quotidienne, sauf pour une poignée d'enragés campant sur place pendant des semaines. Rien qui, en définitive, puisse troubler le genre. Ce sont plutôt des fiançailles et des mariages qui ont été célébrés sur les barrages de Gilets jaunes. Rien que de très hétéronormé. La très forte présence de femmes y compris comme « leaders » ne modifie pas l'ordre genré des choses.

Il aurait fallu pour cela que la vie quotidienne soit pleinement perturbée. Tant que le travail la structure, tant que la Gilet jaune bosse huit heures par jour, tant que les enseignants s'occupent des enfants durant la journée, l'ordre genré des choses ne peut être remis en cause car, même si dans la lutte hommes et femmes sont sur un pied d'égalité, il n'en va pas de même dans la sphère privée – un réel bouleversement poserait inévitablement la question du travail domestique, principalement

32 L. G., A. C., « Gilets jaunes & théorie #1 / Thèses provisoires sur l'interclassisme dans le moment populiste », *carbureblog.com*, 22 janvier 2019.

effectué par les femmes et lié à la reproduction de la force de travail³³. Et si, dans certaines villes, se mettent en place des garderies pour permettre au plus grand nombre de se rendre aux manifestations, il y a fort à parier que ce type d'auto-organisation se fait aussi, « naturellement », en non-mixité.

Pour en finir avec cette question, précisons que l'ordre genré des choses est forcément hétérosexuel. L'accusation d'homophobie portée à l'encontre du mouvement nous paraît pourtant relever d'une construction médiatique ne s'appuyant que sur un seul incident survenu le 17 novembre³⁴. Si, sur les ronds-points, les queers, trans et LGBT sont de toute évidence absents, c'est *en tant que* membres ou représentants de catégories ou communautés spécifiques, donc en tant que militants (les prolétaires non plus ne sont pas là *en tant que*). Mais, qui a fréquenté sérieusement les Gilets jaunes sait qu'on y rencontre aussi des prolétaires ayant des pratiques homosexuelles, y compris parfois parmi les « leaders », et sans forcément que cela soit caché. Et alors ? Les orientations sexuelles de tel ou tel Gilet jaune n'importent pas sur les ronds-points, elles ne sont pas un sujet. L'hétérosexualité qui y est, implicitement, la norme, n'est autre que celle qui, globalement, domine encore dans la société³⁵.

Le seul bémol à la parité chez les Gilets jaunes est dans le rapport à la violence. La lutte des Gilets jaunes n'a rien d'un séminaire de sociologie, elle est rude, virile et salissante et, lorsqu'il s'agit de gérer une action, le déchargement d'un camion de palettes ou la prise d'assaut d'une barrière de péage, les grandes gueules masculines ont *bien souvent* l'avantage. Quant aux affrontements avec les CRS, ils semblent être le seul domaine *majoritairement* masculin, sans être pour autant non-mixte puisque beaucoup de jeunes prolottes n'y vont pas de main morte³⁶. De ce point de vue, l'épisode du boxeur Christophe Dettinger survenu lors de l'Acte VIII (5 janvier) est assez caractéristique ; son intervention est présentée par les Gilets jaunes comme le geste chevaleresque d'un homme voulant défendre une femme matraquée au sol par des gardes mobiles (qu'il va boxer et obliger à reculer). Les Gilets jaunes se posent comme l'incarnation du monde *à l'endroit* ; les flics, eux, ne respectent rien. Les Gilets jaunes savent aussi utiliser cette image de « la femme » fragile et

33 Sur ces questions, on se reportera ici utilement aux articles du numéro spécial « Genres et classes » de la revue *Incendo* parue en octobre 2012. Quant aux couples homosexuels, si au départ la répartition des tâches liées à ce travail domestique est plus égalitaire, il n'en va plus de même dès lors qu'il y a un enfant : c'est en général le parent au salaire le plus élevé qui participe le moins au travail domestique. Claire Levenson, « La répartition des tâches ménagères est plus équitable dans les couples homos (sauf quand ils ont des enfants) », *slate.fr*, 17 mai 2018.

34 Les Gilets jaunes qui ce jour-là, à Bourg-en-Bresse, s'en sont pris à un automobiliste (surtout à sa voiture) visaient-ils un « homosexuel » comme les grands médias l'ont rapporté ou bien un élu de la majorité socialiste du conseil municipal de la ville ? Le récit que donne la presse locale de l'agression laisse au moins planer le doute, le pouvoir en fait lui un usage certain et, de cet incident, certains concluent même que « *les Gilets jaunes cassent du pédé* ». En janvier 2019, le maire d'Alès est lui aussi chahuté dans sa voiture par des manifestants Gilets jaunes, mais ce n'est probablement pas pour son hétérosexualité affichée.

35 L'usage du terme « pédé » ou « enculé » est fréquent chez les Gilets jaunes, comme il l'est pour une très large partie des habitants de l'Hexagone. C'est regrettable car une pratique sexuelle ne devrait pas être une insulte d'autant que cela contribue et véhicule une homophobie latente dans la société. Mais lorsqu'un Gilet jaune très énervé s'exclame « *Viens ici petit pédé, j'veis t'enculer moi tu vas voir !* », pour interpeller un automobiliste lui aussi énervé, il ne s'agit en aucune manière d'un jugement de valeur porté sur les pratiques sexuelles réelles ou supposées de cette personne. Même lorsqu'ils cherchent à être moins vulgaire, les Gilets jaunes n'arrangent pas forcément leur cas, comme avec la pancarte « *La sodomie c'est fini !* » interprété par certains comme la volonté giletjaunesque de mettre fin à l'homosexualité alors que ce n'est que la version polie de « *Y'en a marre de se faire enculer !* ». Les prolétaires s'expriment (malheureusement) sur les ronds-points comme ils le font quotidiennement, au bistrot ou la pétanque et (malheureusement) pas comme dans un squat queer non-mixte. Sur la question de la sexualité en milieu ouvrier, et plus particulièrement des pratiques homosexuelles, on se reportera avec intérêt au livre de Gilles Dauvé, *Homo : Question sociale et question sexuelle de 1864 à nos jours*, Niet !, 2018, 272 p., et plus particulièrement à l'entretien avec Fabrice qui s'y trouve retranscrit, p. 213-227.

36 Chez les militants insurrectionnalistes, habitués à ce type de combats et qui, progressivement, rejoignent le mouvement des Gilets jaunes, les femmes sont proportionnellement plus nombreuses mais toujours très minoritaires.

pacifique dans les manifestations non-mixtes du dimanche, ou bien encore par l'utilisation de femmes pour constituer des services d'ordre empêchant que les manifestants les plus déters ne viennent au contact des CRS.

Les prolétaires femmes sont bien les seules à se différencier au sein des Gilets jaunes, mais comme partie d'un ensemble indivisible... Elles ne sont pas *différentes*, elles sont identiques aux Gilets jaunes hommes mais disposent d'« un truc en plus » qui n'en fait pas pour autant un groupe *à part*. Toute autre manifestation spécifique aurait été impensable (par exemple celle de Gilets jaunes issus d'une immigration extra-européenne, ou des Gilets jaunes « handicapés »). Les manifestations du dimanche n'ont d'ailleurs pas connu un grand succès et, le déclin du mouvement aidant, ces rendez-vous ont cessé. S'y exprimait, assez fièrement, la classique différence/complémentarité entre les hommes et les femmes, naturalisée, sans pour autant sombrer dans la caricature de la femme au foyer. On est toutefois très loin des théorisations sur le genre.

Évolution sociologique

La sociologie des Gilets jaunes est, on l'a dit, impossible à déterminer statistiquement d'autant que la mobilisation se caractérise depuis le début par une importante rotation des participants : chômeurs et retraités en journée sur les points de blocage, actifs les relayant après leur journée de boulot ; davantage de monde le week-end que la semaine, en manif que sur les ronds-points. Elle se perçoit pourtant.

On a vu aussi que les Gilets jaunes « bourgeois » présents le 17 novembre ont pour la plupart pris leurs distances avec un mouvement à l'évolution incertaine, perturbant le bon fonctionnement de l'économie et s'accompagnant de violence et de casse. Beaucoup de Gilets jaunes, parmi les plus modérés, ont sans doute mis un terme à leur participation car satisfaits des reculades et annonces du gouvernement des 4 et 10 décembre (la précarité est telle que quelques « miettes » peuvent suffire). L'attentat islamiste de Strasbourg, le 11 décembre, est aussi largement utilisé par le gouvernement et les médias pour culpabiliser les Gilets jaunes. D'autres ont aussi abandonné au fil du mois de décembre par peur de la violence (en premier lieu celle des flics, mais aussi probablement celle des manifestants), à cause des évacuations de ronds-points ou, plus généralement, de la fatigue et du découragement ; on se souviendra ici que certains Gilets jaunes posaient des jours de congés pour venir sur les ronds-points.

Cette décre est, en partie, compensée par l'implication progressive d'autres participants qui contribuent probablement à l'évolution de la sociologie du mouvement. La focalisation sur les manifestations hebdomadaires dans les grandes villes permet par exemple l'arrivée de nouveaux Gilets jaunes, plus urbains, qui n'ont parfois pas fréquenté les ronds-points, notamment les militants d'une large partie des organisations d'extrême gauche, de groupes anarchistes ou de la FI (nous y reviendrons). Certaines implications sont rapides et contribuent à créer de nouveaux collectifs, par exemple le groupe de Gilets jaunes de Noisy-le-Sec, en Seine-Saint-Denis, qui se forme fin novembre « *au départ en agrégeant quelques contacts militants ou établis lors des Nuits debout locales* »³⁷. Après les fêtes, ces derniers se retrouvent avec les Gilets jaunes les plus déterminés, les plus radicaux de chaque rond-point qui se rassemblent autour de la dernière cabane (la moyenne d'âge y est probablement plus basse qu'au début du mouvement), en particulier des prolétaires « *qui n'ont rien à perdre* », « *ceux qu'ont plus de chicos* », les « *cramés* », etc., souvent présents depuis le début.

À partir du début de l'année, on constate aussi, par endroits, l'arrivée (ou le retour) de membres de la petite classe moyenne cultivée, de militants de gauche plus classiques, voire de citoyennistes que les

37 G. et N., « Le mouvement des Gilets jaunes à Noisy-le-Sec (93) », *Courant alternatif*, n° 291, juin 2019, p. 4.

discussions stériles autour du RIC (Référendum d'initiative citoyenne) commencent à attirer et qu'ils promeuvent ; dans certaines communes on a désormais l'impression d'assister à des réunions de vétérans d'Attac, on y discute nourriture bio, monnaies alternatives, Système d'échange local (SEL), ou bien encore supermarchés autogérés. Des individus issus d'autres classes (commerçants, artisans, professions libérales) refont aussi surface espérant tirer localement des bénéfices politiques de la mobilisation avant qu'elle ne s'éteigne complètement. L'approche des élections européennes, en mai 2019, aiguise les appétits mais les tentatives pour s'imposer nationalement rencontrent une opposition farouche de la base. Quant aux Gilets jaunes les plus présents sur les ronds-points, et les plus déters en manif, ils ne sont pas forcément les plus assidus aux AG, et aux ateliers constituants. La lente évolution de la sociologie des Gilets jaunes – qui n'est pas un complet bouleversement – saute aux yeux lorsque l'Assemblée des assemblées de Commercy (26-27 janvier 2019) réunit des représentants plus ou moins bien mandatés par 75 collectifs locaux. Quiconque a fréquenté les ronds-points, les manifestations du samedi et les tribunaux du lundi, et connaît les milieux militants, se pose des questions à la vue des images de cette assemblée : Pourquoi ont-ils l'air différents ? Pourquoi ne s'habillent-ils pas de la même manière ? Pourquoi tant d'habitants de la région parisienne ? Pourquoi cette impression – les chasubles jaunes mises à part, et à quelques exceptions près – qu'il s'agit d'une réunion d'altermondialistes, de militants de la FI ou du NPA ? Les « vrais » Gilets jaunes le remarquent aussi : « *Devant la salle, un jeune plombier, pilier de la cabane de Commercy, assure plus rudement qu'à l'intérieur, "ils ne sont pas comme nous".* »³⁸ L'Assemblée des assemblées suivante, à Saint-Nazaire, confirme la donne ; les références des Gilets jaunes sont désormais piochées dans ce qu'il y a de plus confus et spectaculaire en milieu militant, Murray Bookchin, le Chiapas ou même le Rojava... On est très loin des ronds-points de la « France périphérique ». On renoue, par la bande, avec le connu, le convenu et, au passage, les micros et les estrades ont désormais tendance à se masculiniser...

La décrue du mouvement révèle en ce début d'année 2019, un étrange attelage fait d'un nombre de plus en plus important de militants d'extrême gauche (appartenant généralement, ou issus, de milieux sociaux plus aisés que la moyenne des Gilets jaunes), de militants de tous poils (citoyennistes à la mode Chouard, groupuscules d'inspiration souverainiste, grands naïfs et/ou petits bourgeois opportunistes) et une masse, réduite, de prolétaires particulièrement déters et énervés. Dans certaines communes, au printemps, on voit des « fachos » revenir pour tenter de peser ou de s'emparer de collectifs en déliquescence, du moins de cette étiquette Gilets jaunes source de légitimité. Car cette prise en main croissante des collectifs locaux par les militants d'extrême gauche participe sans doute aussi à l'hémorragie des Gilets jaunes non-militants (soit hostiles à l'orientation « de gauche » que prend le mouvement, soit écœurés par les méthodes et le style militant). Un attelage incertain embarqué sur la route d'une lente désagrégation, propice à toutes les dérives, et naviguant entre émeutes et ateliers constituants dans l'espoir d'un rebond de la mobilisation... qui n'aura pas lieu.

38 Ludo Simbille, « À l'assemblée des Gilets jaunes à Commercy : "On va continuer parce qu'il y en a marre de cette vie de merde" », *bastamag.net*, 31 janvier 2019

03 / MAIS QUE VEULENT-ILS DONC ?

*« L'État opprime et la loi triche,
L'impôt saigne le malheureux ;
Nul devoir ne s'impose au riche,
Le droit du pauvre est un mot creux.
C'est assez languir en tutelle,
L'égalité veut d'autres lois :
" Pas de droits sans devoirs, dit-elle,
Égaux, pas de devoirs sans droits !" »³⁹*

La révolte des Gilets jaunes est la conséquence d'un profond ras-le-bol ; et, lorsque un vase déborde, il ne faut pas s'attendre à ce qu'émerge une synthèse claire de toutes ses gouttes de souffrances...⁴⁰ Les occupants des ronds-points n'ont donc pas formulé une liste de « revendications », plutôt posé une multitude de demandes variées et multiformes. On peut même parler d'exigences tant ils refusent le principe même de la négociation, celle-ci étant trop liée dans leur imaginaire à la corruption, aux magouilles et autres arrangements, notamment entre l'État et les bureaucrates syndicaux. Les Gilets jaunes s'expriment pour être entendus, il suffit d'accéder à leurs demandes. C'est à prendre ou à laisser d'où, sans doute, cet appel incessant à la démission de Macron dont on sent bien qu'il ne lâchera rien.

Fin novembre, la compilation d'une quarantaine de revendications circule sur internet ; elle est envoyée aux médias et aux députés. Bien qu'on ne sache trop de quelle manière elle a été réalisée, et donc quelle est sa réelle validité, elle donne une idée de la profusion et de la diversité des demandes et, parfois, de leurs contradictions⁴¹. Le fait qu'il n'existe aucun regroupement ou centralisation officielle des demandes des Gilets jaunes, oblige à schématiser pour qui veut en comprendre les grandes lignes.

La mobilisation initiale, pré-17 novembre, a pour objectif de s'opposer à l'augmentation annoncée des taxes sur le carburant. Quelques centimes de plus à la pompe qui, en fin de mois, représentent un coût supplémentaire non négligeable pour les foyers modestes. « *Le fait que la gauche, de son côté, ne saisisse pas immédiatement en quoi le prix du diesel touche pleinement à la question sociale souligne le fait qu'elle est coupée depuis longtemps des exploités et ne s'intéresse plus vraiment à leur sort.* »⁴² Cette augmentation n'a en soi rien d'exceptionnel (et n'est pas la première), et elle n'est probablement pas l'attaque la plus grave qu'ait eue à subir les prolétaires de la part du régime de Macron ; cela illustre une fois de plus – à l'instar du mouvement contre le CPE en 2006⁴³ – le fait que ce ne sont pas les bureaucraties syndicales ou les militants politiques qui décident quelle étincelle met le feu à la plaine. Mais, si l'aspect d'un mouvement d'usagers de la route continue de teinter la mobilisation, avec par exemple sa fixation sur les autoroutes ou ses cortèges

39 Eugène Pottier, *L'Internationale*, 1871.

40 Cette brusque expression d'un ras-le-bol est sans doute le seul aspect qui rapproche le mouvement des Gilets jaunes des événements de Mai 68 : une grève généralisée, soudaine et imprévue, qui fait suite à une journée de protestation contre les violences policières subies par les étudiants. Les syndicats, obligés d'appeler à la généralisation de la grève alors que celle-ci se répand déjà à toute vitesse, donnent un cadre revendicatif classique à un mouvement spontané qui, au départ, *n'en a aucun*. Sur Mai 68, on peut lire avec intérêt la brochure de Bruno Astarian, *Les grèves de mai-juin 1968* (Échanges & Mouvements, 2003, 97 p.).

41 « Zéro SDF, retraites, salaire maximum... Découvrez la liste des revendications des "Gilets jaunes" », *francetvinfo.fr*, 29 novembre 2018.

42 M., « Gilet ou pas, ça n'est pas la question ! », *Spasme*, n° 15, printemps 2019, p.17.

43 Il s'agit d'un mouvement de protestation d'étudiants, lycéens et travailleurs contre le contrat première embauche (CPE) instituant des emplois précaires pour les jeunes. De février à avril 2006, la France connaît de nombreuses manifestations sauvages, des blocages économiques, des affrontements avec les forces de l'ordre, etc. Le gouvernement est obligé de retirer sa réforme.

de motards, dès le 17 novembre la question du prix du diesel est complètement noyée dans la multiple des revendications des Gilets jaunes.

Joindre les deux bouts

« On a faim !! On veut partir en vacances !!! On veut des loisirs avec nos enfants !!! On veut vivre !!! Aller au resto. On veut mettre du gas-oil pour aller voir nos familles. »⁴⁴

Sans qu'on en comprenne le mécanisme, ce qui devait être une protestation d'automobilistes, et de contribuables en colère, prend dès le premier jour l'aspect d'une révolte de travailleurs pour plus de justice sociale. Les demandes qui reviennent le plus fréquemment dans les textes, sur Facebook, sur les banderoles, pancartes et chasubles sont l'augmentation du SMIC (1 300 euros net⁴⁵), celle des retraites (aucune en dessous de 1 200 euros) et leur indexation sur l'inflation, l'augmentation de diverses allocations (handicapés, garde d'enfants), la baisse de la TVA et le rétablissement de l'impôt sur la fortune, etc.

Ce qui surprend beaucoup en milieu militant, c'est que les Gilets jaunes parlent davantage de revenus et de pouvoir d'achat que de salaires (et certainement pas d'exploitation et de classes mais, sur ce point, quel mouvement social l'a fait ?). La demande d'une augmentation du SMIC met d'ailleurs plusieurs jours à s'imposer, celle d'une hausse générale des salaires est longtemps absente (sauf à la fin du mouvement), ce qui le différencie, a priori, des mouvements sociaux traditionnels. La première explication que l'on peut avancer est que tout le monde a bien intégré que ce n'est pas possible ; médias, économistes et gouvernants (et théoriciens marxistes) le répètent depuis des années, la hausse du prix du travail est impossible en cette période où, du fait de la crise et de la féroce concurrence internationale, les capitalistes sont dans l'obligation de réduire leurs coûts. Ensuite, le salaire ne concerne qu'une catégorie de la population et des Gilets jaunes (bien que majoritaire) : pas les retraités, chômeurs, bénéficiaires du RSA, travailleurs indépendants (beaucoup d'auto-entrepreneurs galériens), ni les fameux petits artisans et commerçants (absents mais malgré tout pris en compte, on y reviendra). De plus, le salaire renvoie dans l'imaginaire à l'individuel et au particulier (chacun ayant un salaire différent en fonction des entreprises, du statut, de l'ancienneté, du type de contrat, etc.) et à une forme de corporatisme, celui des syndicats (et à ce moyen de lutte spécifique qu'est la grève des salariés concernés). Les Gilets jaunes s'opposent à cette vision et disent se battre « pour tout le monde ». L'évocation du *revenu* (tous types confondus) a l'avantage de réunir salariés, chômeurs, retraités ou patrons contre un adversaire supposé, l'État. Car, tout comme chacun « travaille », chacun doit faire face aux taxes et aux impôts⁴⁶. Si on ne voit pas la source (l'exploitation salariale structurelle), on ne peut que constater une *injustice*, d'où la demande d'une meilleure répartition des richesses produites susceptible de la corriger⁴⁷. C'est ce que les Gilets jaunes demandent à un État perçu comme régulateur puisqu'il prélève, encadre et redistribue (retraites, assurance maladie, chômage, etc.), d'où la demande du retour de l'impôt sur la fortune (bien que, vu son montant, il n'ait qu'un aspect symbolique). Il a fréquemment été signalé que les Gilets jaunes sont pour la plupart des travailleurs qui n'appartiennent pas aux catégories les plus pauvres, c'est-à-dire qu'avec leurs revenus ils ne peuvent bénéficier de l'ensemble des aides sociales. Ils ne se perçoivent pas comme des « assistés » – même lorsqu'ils se trouvent être chômeurs ou bénéficiaires du RSA. C'est une révolte de travailleurs qui ne demandent pas

44 Sur la pancarte d'un Gilet jaune à Paris.

45 Le salaire minimum (net) est alors légèrement inférieur à 1 200 € ; à noter que la CGT demande à ce qu'il passe à 2 000 €.

46 S'y ajoute probablement l'effet du discours des petits patrons qui disent ne pouvoir augmenter les salaires à cause de la lourdeur des charges imposées par l'État.

47 Or, la source du « revenu » se trouve, dans l'entreprise, dans le rapport capital/travail. Là se situe une différence fondamentale, bien qu'invisibilisée. La source du « revenu » c'est, pour le salarié, *son travail* ; c'est, pour le patron, *le travail du salarié*.

l'aumône, mais qui veulent vivre, et « nourrir leurs enfants », grâce au « fruit de leur travail », et qui peinent à le faire.

« Ils ne font pas l'actualité. Même si beaucoup sont proches du seuil de pauvreté, ils ne sont pas considérés comme pauvres et ne peuvent être définis comme catégories cibles des dispositifs de l'action sociale. Même si certains ont pu connaître le chômage, ils ne sont pas, dans l'ensemble, caractérisés par l'absence d'emploi. Au contraire, ils travaillent, souvent durement, et ne se sentent pas pour autant reconnus. Souvent contraints, faute de mieux, de conserver un emploi qui ne leur apporte aucune satisfaction et les plonge même parfois dans une précarité existentielle, ils subissent le quotidien sans avoir de prise sur leur avenir, sans pouvoir faire de projets, et en ayant le plus souvent, à chaque fin de mois, le sentiment de joindre difficilement les deux bouts. »⁴⁸

Cela explique que ces mots de « dignité » et de décence reviennent fréquemment dans la bouche des Gilets jaunes. La dignité suppose dans cette société un certain niveau de vie, celui qu'est censé apporter un emploi. Il n'est donc pas étonnant que l'idée du revenu universel ait été absente des revendications – il a par exemple été proposé en assemblée générale (AG), à Lorient, mais massivement rejeté.

Les Gilets jaunes et l'impôt

Pas besoin d'être grand économiste pour comprendre que sans impôts il ne peut y avoir d'État providence, de *Welfare State*. De ce point de vue, le discours des Gilets jaunes est très clair : ils ne sont pas contre les « impôts », ils se plaignent de ne pas en ressentir les retombées⁴⁹. Ce n'est pas un hasard si le mouvement est particulièrement suivi là où le retrait des services publics est le plus manifeste. Double peine pour les prolétaires qui paient des impôts (ne serait-ce que par la TVA qui représente la moitié des recettes de l'État), alors que les plus riches y échappent grâce à divers dispositifs fiscaux. Une « *injustice fiscale* » flagrante qui explique la question du « *consentement à l'impôt* » ait été avancée par nombre d'analystes en novembre. Mais, d'une demande de justice fiscale, on passe très vite à une demande de justice sociale.

Un certain nombre de commentateurs d'extrême gauche ont jugé que cette focalisation sur les taxes montrait la bêtise des Gilets jaunes et les éloignait d'une vraie critique du capitalisme. Si chaque prolétaire avait lu *Salaire, prix et profit* de Karl Marx, nous n'en serions sans doute pas là. Cette question fiscale n'est pourtant pas découplée des rapports capitalistes. Comme le martèle le porte-parole des Gilets jaunes de Rouen, le PIB augmente, les impôts augmentent (ou stagnent), mais l'État est toujours en déficit et les services publics se réduisent ; où va l'argent ? Dans les poches des capitalistes qui en récupèrent une partie croissante avec les cadeaux fiscaux, les subventions au patronat ou bien encore le service de la dette, d'autant que par ailleurs, les mêmes capitalistes paient de moins en moins d'impôt. C'est l'injustice que dénoncent les Gilets jaunes. Ces dizaines de milliards qui échappent au fisc, et cet impôt sur la fortune que les riches ne paient plus.

Mais l'État n'est pas une institution neutre au service de ceux qui paient les impôts, majoritairement les prolétaires ; il est au service du capital. L'État lui fournit divers services (armée, police, justice,

48 Serge Paugam, Face au mépris social, la revanche des invisibles, « " Gilets jaunes " : hypothèses sur un mouvement », *AOC*, Cahier, n°1, La Découverte, janvier 2019, p. 38-39.

49 Nous n'avons donc pas à faire à un mouvement anti-fiscal, ni à une crise du « civisme fiscal » qui appellerait à la grève de l'impôt. La comparaison avec le mouvement de petits commerçants des années 1950 dit poujadiste (du nom de son leader Pierre Poujade) ne tient donc pas la route ; pas plus que celle avec les Bonnets rouges de 2013.

école, administration, etc.) et contribue à réguler le rapport entre capitalistes et prolétaires pour l'extraction de plus-value se fasse dans les meilleures conditions – il régule aussi les rivalités entre les fractions de capitalistes⁵⁰. Il a besoin pour fonctionner de ressources fournies par les impôts et les taxes prélevées soit sur la classe capitaliste (qui lui consacre une part de la plus-value sociale disponible), soit sur le prolétariat (impôts sur les revenus salariés ou la consommation)⁵¹. C'est en fonction des rapports de classes que la charge de l'impôt s'accroît ou diminue sur telle ou telle catégorie de la population, et que la plus-value récoltée est répartie au travers des interventions de l'État (en direction des entreprises ou des travailleurs). Il ne s'agit donc pas d'une question d'honnêteté ou de civisme (payer ses impôts en France), mais bien de lutte des classes au niveau international.

L'État prend ainsi en charge une partie du coût de la reproduction de la force de travail via des programmes sociaux» (aides alimentaires, minima sociaux, couverture maladie universelle, etc.) et la scolarité (Éducation nationale) ; il s'agit en fait, fréquemment, d'aides indirectes aux capitalistes (par exemple la formation ou une aide aux propriétaires avec les allocations logement). Apportant un complément de revenu aux travailleurs, ces amortisseurs sociaux contribuent à la paix sociale. Cette partie non-salariale des revenus permet aux capitalistes de maintenir des salaires bas, de compenser la hausse des loyers, de maintenir le pouvoir d'achat (de consommation) des prolétaires, y compris des plus pauvres⁵². Ce sont officiellement 42 % des ménages qui bénéficient de prestations sociales « non contributives » (allocations logement, minima sociaux, aides à la garde d'enfant, etc.), un chiffre qui ne prend pas en compte les prestations « contributives » (allocations chômage et les pensions de retraite). Pour les 10 % de ménages les plus pauvres, les prestations sociales constituent 45 % du revenu disponible soit l'équivalent des revenus du travail. C'est grosso modo la moitié du revenu des prolétaires pauvres qui est versée par les organismes d'État.

La crise de 2008 entraîne une intensification des offensives de la classe capitaliste. Outre un recours constant à l'endettement, elle pousse encore davantage à une réduction des dépenses de l'État (de la plus-value ainsi dépensée pour ses services), plutôt que d'engager une confrontation directe sur les salaires. D'où, d'une part, une baisse de la fiscalité sur les plus riches et les grandes sociétés et, de l'autre, une attaque de l'État contre les salariés qui, par ricochet, profite encore au secteur privé : réformes des retraites, démantèlement accéléré des services publics, coups portés à l'Assurance Maladie et aux programmes sociaux, baisse des allocations logement, dérégulation croissante des prix (électricité, gaz, etc.), baisse du taux du livret A (compte d'épargne le plus utilisé en France), etc.

Avec la baisse des impôts directs des plus grands capitalistes et l'augmentation des taxes à la consommation (c'est-à-dire la baisse des salaires nets), l'État transfère d'une classe à l'autre une part de la plus-value sociale : on sait par exemple que l'augmentation des taxes sur le diesel n'avait pas, comme l'annonçait le gouvernement, un objectif écologique, mais qu'il devait compenser budgétairement la pérennisation du CICE (un allègement de cotisations patronales qui ne profite qu'aux plus grands groupes, Carrefour en tête). Les Gilets jaunes sentent évidemment d'où vient le poing qui les frappe, de l'État (poussé par le grand capital) ; ils n'ont donc *pas tort* de s'en défendre.

50 « L'impôt n'achète pas les soi-disant services de l'État. D'abord parce qu'il n'y a pas de rapport entre l'impôt payé et les services obtenus, et ceci en raison de la fonction redistributrice du budget de l'État, qui lève l'impôt d'un côté et en redistribue le produit de l'autre. Ensuite parce que la plupart des services rendus par l'État aux citoyens leur sont délivrés sans qu'ils aient le choix, sans qu'ils en aient fait la demande. Enfin parce que « l'intérêt général » auquel répondrait de nombreuses fonctions de l'État (réseau routier, police, défense, etc.) n'existe en fait qu'en conséquence des besoins du capital. » Bruno Astarian, Robert Ferro, *Ménage à trois*: Épisode 10 – « Théorie de l'interclassisme », 2019, hicsalta-communisation.com Pour ce passage sur les impôts et l'État, on se reportera à ce texte roboratif.

51 Le salaire représentant le montant de la reproduction de la force de travail du prolétaire, y sont donc inclus, en supplément (et en fonction des rapports de force), les taxes, dont la TVA, et, éventuellement, l'impôt sur le revenu.

52 Ce n'est possible que grâce à l'exploitation de travailleurs d'autres pays (Chine, Bangladesh ou Éthiopie) qui permet d'importer des produits fabriqués à bas coût et qui ne pourraient être consommés ailleurs.

Cette manœuvre touche aussi, directement ou indirectement, les fractions capitalistes les moins puissantes et influentes (patrons de PME et TPE, artisans) qui, elles, ne bénéficient pas des mêmes avantages fiscaux. Les interventions de l'État ne favorisent en effet pas de manière uniforme les différentes catégories de capitalistes mais, en premier lieu, la fraction dominante ; d'où une rivalité entre « petits patrons » et « grands capitalistes ».

On a vu que le discours des Gilets jaunes concernant le revenu et le pouvoir d'achat sont très vagues, mais elles reflètent un besoin de justice sociale et, en définitive, du retour d'un État régulateur qui ne serve pas les seuls intérêts des plus riches. Beaucoup ont sans doute cru que l'aspect *antifiscal* très présent dans la mobilisation pré-17 novembre allait s'imposer comme principal axe de lutte ; or il n'en est rien, ni le 17, ni les semaines suivantes. Les larmes des artisans, commerçants et petits patrons concernant la « pression fiscale » et les « charges » (principalement du salaire différé) sont emportées dans le flot d'une demande de justice sociale⁵³. Par la suite, le mouvement des Gilets jaunes ne développe pas une critique du capitalisme, de l'exploitation et du salariat, il fait une dénonciation, plus ou moins confuse, *d'un certain capitalisme*, celui des grands patrons, des grands groupes, des banques et de la finance (une dénonciation qui n'est historiquement pas étrangère à la gauche et au mouvement ouvrier). Ceux qui ont désormais entre leurs mains l'État et les médias, et que le RIC et davantage de démocratie permettraient de désarmer. Des thèmes qui, là encore, peuvent théoriquement plaire aux patrons de PME-TPE et aux artisans. Or, on s'aperçoit que seule une infime minorité d'entre eux participent au mouvement des Gilets jaunes, et que leurs organisations professionnelles représentatives, tout comme les partis politiques susceptibles de les représenter, gardent leurs distances ou s'opposent aux Gilets jaunes⁵⁴. Cette infime minorité est-elle pour autant assez douée pour exercer une hégémonie politique sur le mouvement, et lui imposer une partie de son discours ? Peut-être localement. Est-ce à cause d'elle que le porte-parole des Gilets jaunes de Rouen propose le rétablissement de l'impôt sur la fortune avec une exonération à 100 % des sommes s'investissant dans le capital des PME ? En fait, si les Gilets jaunes persistent à parler d'une supposée composante « petits patrons », quasi-inexistante, c'est comme « *un gage de respectabilité et d'universalité.* »⁵⁵. Et, bien qu'essentiellement prolétarien, le mouvement des Gilets jaunes tient un discours de concorde, d'unité de tous, de révolte du « peuple », celui d'un réformisme interclassiste. Pourtant, parallèlement, le mouvement refuse et met à bas tout ce qui permettrait que ces revendications trouvent un débouché ou qui inciterait petits patrons et commerçants à le rejoindre : refus des leaders, refus de négocier avec le gouvernement, dénonciation et harcèlement de ceux qui se rapprochent du pouvoir ou constituent des listes pour les élections européennes (nous y reviendrons), refus de déclarer les manifestations, blocages économiques, violences diverses, etc.

« *L'invraisemblable sentiment de légitimité des gens* »⁵⁶

On sait que le compromis fordiste mis en place après guerre (la paix sociale en échange du partage des gains de productivité) est désormais caduc. On assiste depuis trente ans au détricotage de la protection sociale et des services publics à la française, et on sait que le partage de la richesse produite entre profits et salaires (capital et travail) se fait de plus en plus en faveur des premiers. Depuis le début des années 2000 et, en particulier depuis 2008, tout le monde peut au moins le

53 Les revendications des « petits patrons » passent sans doute aussi à la trappe car elles sont perçues comme trop catégorielles.

54 On est très loin des mobilisations interclassistes qu'ont été le mouvement des Bonnets rouges de 2013 ou celui de Guyane en 2017 où les organisations étaient à la pointe du mouvement. Sur ce dernier mouvement voir Clément, « Révolte en Guyane : La possibilité d'une île ? », *Spasme*, été 2017, p. 28-40.

55 Anonyme, « Et maintenant ? Gilets jaunes, politique et retour à l'ordre », *carbureblog.com*,

56 Anonyme, « Gilets Jaunes, revenu et rapport à l'État, Notes sur le mouvement des Gilets Jaunes, autour de Noël 2018 ».

ressentir.

L'irruption de Macron semble être faite pour que tout le monde le *comprenne* bien. Il s'agit d'acter que tout retour en arrière est désormais impossible⁵⁷, signifier qu'il est temps de mettre un terme aux souffrances du « modèle social » français. Le « niveau de vie » de vie des prolétaires de France baisse et doit continuer à baisser ; il suffit qu'ils s'adaptent, qu'ils l'acceptent. C'est dans cet objectif qu'une fraction du grand patronat a soutenu Macron et que la bourgeoisie l'a fait élire. Mais, autant de morgue et de mépris de classe était-il prévu et véritablement nécessaire ?

En France, les gens « de gauche » sont une minorité, très réduite. L'expression est très discutable, mais nous entendons par là les personnes qui ont un minimum conscience de ce qu'est le capitalisme, de son fonctionnement, qui y sont opposées et qui s'y opposent parfois activement, généralement en participant à des grèves ou des manifestations⁵⁸. Ils sont aussi extrêmement minoritaires au début du mouvement des Gilets jaunes. Nombre de ceux qui ont occupé les ronds-points croient, au contraire, aux explications que l'on donne couramment quant au fonctionnement du « système », croient à ce « système » – il ne s'agit pas de bêtise, car il est assez *normal* de croire cela, puisque c'est ce qu'on apprend chaque jour, à l'école ou dans les médias, partout. Les Gilets jaunes sont majoritairement des personnes qui travaillent, paient leurs impôts, votent (parfois), ne militent pas, ne manifestent pas et ne font pas grève, regardent la télé, sont honnêtes et ne trichent pas (globalement) : ils « jouent le jeu », d'autant qu'aucun autre système n'est possible. Ce sont ceux que, en argot militant, on nomme des « gens normaux ».

Oh, certes, ils voient bien que ce système ne fonctionne pas très bien mais, du moins, pensent-ils avoir la chance de vivre en démocratie. Pourtant, même dans ce cadre, il y a des limites invisibles que l'État peut dépasser par mégarde. Ils veulent bien faire des efforts, galérer, avoir des « fins de mois difficiles » (car ce sont avant tout des prolétaires pris dans les rapports d'exploitation capitalistes)... mais il est des dysfonctionnements qui, soudainement, apparaissent comme des injustices criantes, et des taxes Carbone qui s'avèrent de terribles étincelles. Et lorsque ces prolétaires-là se lèvent, ils découvrent avec surprise que l'État, lui, « ne joue pas le jeu » dont il est censé garantir les règles (les gens « de gauche » évoqués plus haut en ont, eux, l'habitude). Ils découvrent avec effarement la réalité de ce « système », en premier lieu la réalité du maintien de l'ordre – le CRS avec qui on tente de discuter vous matraque – et, dans un second, celui de la justice – lorsque après 48 h de garde à vue, on voit son fils ou son mari, le visage tuméfié, passer en comparution immédiate, être condamné en quelques minutes ubuesques et partir en taule. C'est pour le moins énervant. Chris Marker expliquait ce phénomène d'une belle manière :

« Il y a une double erreur dans ces situations-là. L'État révèle tout d'un coup sa face répressive. Celle qui est plus ou moins diluée dans la vie quotidienne ; diluée aussi selon le quartier que l'on habite et le métier que l'on exerce. Mais là il faut faire peur, on sort sa police avec de tout nouveaux affûtiaux qu'on lui ne connaissait même pas. Parfait. Le manifestant de son côté comprend que l'État lui est apparu comme à Bernadette la Sainte Vierge. C'est aussi pour lui une révélation. Dans certains cas extrêmes, il y a quelqu'un qui a le droit de décider pour lui sur quel trottoir il doit marcher et qui, s'il choisit le mauvais, a le droit de l'empêcher à coups de lattes. Donc, cette chose qui m'empêche de traverser la rue, c'est l'État. Mais alors, si je la traverse, si je fais reculer la chose, c'est l'État qui recule... »⁵⁹

57 Sauf en cas, peu probable, d'une vague de fond revendicative, ce que ne sont pas exactement les Gilets jaunes.

58 Nous n'incluons donc pas dans cette très subjective catégorie toutes les personnes qui se croient ou se prétendent « de gauche », en particulier du fait de leur vote lors des élections.

59 Chris Marker, *Le Fond de l'air est rouge*, 1^e partie : *Les mains fragiles*, 1977.

Cela peut paraître naïf, mais cela implique de gros morceaux de sincérité ; ceux qui se soulèvent ainsi se sentent légitimes puisque l'État ne respecte même plus ses propres règles. Ils sont dans leur droit, donc ils ont le droit d'aller ici ou là, de passer tel barrage de police, d'entrer dans tel bâtiment... D'où le slogan « *on est chez nous !* »⁶⁰ scandé face aux flics qui veulent les déloger d'un rond-point ou les empêchent de pénétrer dans un bâtiment public, ou bien encore lorsque des Gilets jaunes débarquent sur une autoroute ; ils sont « chez eux », ils payent ces bâtiments avec leurs impôts, il sont le droit d'y accéder, eux sont légitimes.

Réformes politiques

S'il y en a un qui n'est pas légitime aux yeux des Gilets jaunes, c'est bien Emmanuel Macron, d'abord pour sa représentativité électorale (18 % du corps électoral au premier tour de la présidentielle), mais aussi parce qu'il incarne tout ce qu'ils dénoncent, la finance et les dysfonctionnements de l'État et de la démocratie. Le mouvement prend d'ailleurs une rapide tournure politique avec la généralisation du slogan « Macron démission », souvent posé comme un préalable à toute discussion... Le président concentre tous les pouvoirs, donc toute la rage. Les Gilets jaunes les plus politiques demandant aussi, parfois, la dissolution de l'Assemblée.

Le mouvement formule une critique du (mauvais) fonctionnement de l'État et, en premier lieu, de ses dérives anti-démocratiques : s'ils disent fréquemment être en train de faire la révolution, ce n'est pas pour mettre à bas cette société, mais pour qu'elle fonctionne mieux, de manière plus équilibrée, plus juste, « comme avant ». L'État est perçu comme une entité neutre tombée aux mains des plus riches à la suite d'une escroquerie politico-médiatique, voire d'un quasi coup d'État.

Le « oui » parlementaire de 2008 effaçant le « non » du référendum de 2005 reste en travers de nombreuses gorges, il peut être vu comme un tournant⁶¹. Les Gilets jaunes demandent donc le rétablissement d'une « vraie » démocratie ; « *le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple* », rencontre-t-on fréquemment (rarement formalisée par la demande d'une VI^e république trop connotée FI). Les Gilets jaunes ont une vision assez commune de la démocratie, particulièrement formaliste, comme relevant de la simple addition des volontés individuelles des citoyens, dont la somme refléterait la « volonté générale ». Comme un grand sondage. Or, elle est un mode de gestion politique imposé par la bourgeoisie à un territoire donné et délimité (d'où les frontières et la nation), qui permet d'y apaiser et d'y encadrer les contradictions et les oppositions qui, sinon, seraient susceptibles de menacer la société de classe et la bonne marche de l'exploitation. Être un lieu d'affrontements (contenus et spectaculaires) fait sans doute son charme, et explique qu'on a tendance à y croire... Cette adhésion, pourtant nécessaire à son fonctionnement, est aujourd'hui en crise. Le processus est de plus en plus grippé d'où, sous des formes diverses, la dérive autoritaire de certains régimes (de la Hongrie à la France en passant par l'Union européenne elle-même), d'où aussi le vote « populiste » qui en est la cause et la conséquence. Autant d'anomalies qui pourraient, à terme, représenter une gêne pour une extraction sereine de la plus-value, en ravivant par exemple les conflits sociaux. Les classes dirigeantes sont face à un dilemme : faut-il tenter de retrouver cette adhésion⁶² ou bien s'en passer définitivement ? L'élection de Macron montre que, en France, *pour l'heure*, elles privilégient la seconde solution.

60 Un slogan peut-être inspiré par des Gilets jaunes ayant assisté par le passé à des meetings de l'extrême droite où, il est vrai, son sens était tout autre. En quelque sorte un *détournement*.

61 Lors d'un référendum organisé en mai 2005, les Français ont rejeté un traité établissant une (très libérale) constitution pour l'Union européenne. Le même texte, mais avec un titre différent, a été validé par les parlementaires français en février 2008.

62 Pour y arriver faut-il rechercher le consensus ou redonner forme au conflit ? D'où les écrits sur le populisme et une forme agonistique de démocratie par Chantal Mouffe, la théoricienne proche de la FI. Voir Tristan Leoni, « Populisme de boue », 2016 sur ddt21.noblogs.org

On peut dès lors continuer à dénoncer des élites incultes, incapables, corrompues, « *déconnectées des réalités* » et qui ont failli. Les Gilets jaunes ne s'en privent pas et l'accompagnent d'un profond mépris de classe (contre les très riches) et d'une défiance par rapport à la représentation en général et à la classe politique en particulier. Cela concerne toutefois l'ensemble des corps intermédiaires qui sont considérés comme complices de ces dérives⁶³ et, en premier lieu, les médias⁶⁴. Une détestation qui, d'ordinaire, s'exprime par l'abstention aux élections et le vote que l'on dit encore « protestataire » en direction de la FI mais surtout du Front national/Rassemblement national (FN/RN)⁶⁵ dont les scores ont au moins l'avantage d'horrorifier les « élites »... La non prise en compte du résultat du référendum de 2005 est encore en travers de beaucoup de gorges. Au sein des Gilets jaunes, toute délégation de pouvoir est d'ailleurs jugée suspecte, et tout ce qui ressemble à une manœuvre politicienne est aussitôt condamné (listes pour les élections européennes par exemple).

Cette critique du personnel politique en place n'interroge que marginalement les mécanismes de pouvoir et leur imbrication avec les rapports de classes. Dès lors, d'une manière ou d'une autre, il s'agit de le remplacer même si, jusqu'ici, les candidatures sont assez mal accueillies par les Gilets jaunes. Les intellectuels qui aspirent à ces places et se présentent comme au service du mouvement (par exemple François Ruffin ou Juan Branco) n'ont aucunement intérêt à élever le niveau de compréhension du « système » ; ils continuent donc à vitupérer contre « l'oligarchie », à dénoncer les réseaux et la corruption de *ce* pouvoir, et ne proposent d'autre solution que de *revivifier* la démocratie zombie.

Sur les ronds-points, on avance donc toutes sortes de propositions pour améliorer le fonctionnement de la démocratie, empêcher la constitution de véritables castes, ou mettre un frein à la corruption et à l'absentéisme au Palais Bourbon : limiter le cumul des mandats, instaurer le mandat impératif et la révocabilité des députés, limiter leurs privilèges, n'accorder que le salaire médian aux élus, surveiller leurs frais de transports et ne les rembourser que s'ils sont justifiés, instaurer la proportionnelle, revenir au septennat, créer une assemblée citoyenne tirée au sort, etc. Mais le cheval de bataille des Gilets jaunes c'est évidemment le référendum d'initiative citoyenne (RIC). Cette revendication apparaît semble-t-il pour la première fois le 22 novembre ; elle est parfois promue par des militants de la FI (Lille). Mais le RIC se popularise surtout, grâce à la promotion qu'en fait l'un des principaux leaders Gilets jaunes, dans la période du 1^{er} au 8 décembre, celle où la violence des manifestations est la plus grande et où certains ont le sentiment de plonger dans l'inconnu. Ce n'est pas anodin. Le RIC est une porte de sortie politique pour un mouvement qui, à ce moment-là, semble dans l'impasse, sinon condamné à un rapport de force croissant et incertain avec l'État. Il offre aux Gilets jaunes une formulation et un cadre a priori raisonnable à leurs colères et ressentiments spontanés. Il a de plus un aspect interclassiste idéal pour un mouvement qui recherche avant tout l'unité. Perçu comme la panacée susceptible de satisfaire dans le futur toutes les revendications, il tend à supplanter celles à caractère social – ce qui explique qu'il soit tant apprécié des derniers Gilets jaunes « bourgeois ». La mise en avant de cette revendication peut être perçue comme un geste d'apaisement en direction de Macron qui, s'il en avait accepté l'idée, aurait sans doute pu enclencher une rapide démobilisation des Gilets jaunes. Mais le chef de l'État, ne jugeant pas nécessaire de recourir à de si bas stratagèmes, confirme sa posture de fermeté. Si le RIC a parfois été dénoncé, assez bêtement, comme fondamentalement « fasciste », beaucoup de militants à

63 Y compris les syndicats qui sont perçus, par beaucoup de Gilets jaunes, par le prisme de leurs dirigeants et donc vus comme corporatistes, corrompus et complices du pouvoir dans l'organisation des reculs sociaux que nous connaissons depuis trop longtemps. Cette appréhension de la situation ne manque pas de pertinence mais entraîne un fort rejet de l'ensemble du syndicalisme et de ses pratiques.

64 Le niveau d'assujettissement des médias français à de grands groupes financiers ou de puissants capitalistes est aujourd'hui caricatural – 9 milliardaires possèdent 90 % de la presse française. Parallèlement, la critique des médias s'est particulièrement développée alors que, au début des années 2000, elle était l'apanage des altermondialistes.

65 Le Front national (FN), vieux parti d'extrême droite française, a pris le nom de Rassemblement national en 2018 ; il est dirigé depuis 2011 par Marine Le Pen.

prétention révolutionnaire ont expliqué qu'il est une escroquerie, une manière de détourner la lutte initiale des Gilets jaunes mais, malgré la pertinence de leur critique, ils n'ont eu que peu d'impact sur le mouvement.

04 / RACISME, NATIONALISME & CO ?

« Il faut méconnaître l'histoire des mouvements de contestation sociale pour ignorer qu'ils ont toujours abrité en leur sein des éléments pour le moins ambigus voire fascistes et en tous les cas peu conformes à « notre morale révolutionnaire » ! Mais ils n'apparaissent pas clairement dans le contexte d'hégémonie de la pensée « de gauche » d'alors qui n'est plus de mise maintenant. »⁶⁶

« Quarante ans de dépolitisation quasi ininterrompue et l'effacement du mouvement ouvrier organisé ont laissé derrière eux un champ de ruines politique, social et culturel dont on ne mesure l'étendue du désastre que lorsque la vie collective tente de reprendre ses droits. »⁶⁷

« Il arrive même à nous insulter : "Gaulois réfractaires", qu'est-ce que ça veut dire ? Et l'autre fois, il a dit qu'on était des... poujadistes. J'ai été voir dans le dico, mais c'est qui ce blaureau pour nous insulter comme ça ?! »⁶⁸

Dès le 17 novembre, le gouvernement, les médias et les représentants d'une bourgeoisie (intellectuels et artistes compris⁶⁹) effrayée par l'irruption de gueux dans la rue entament une campagne de disqualification du mouvement des Gilets jaunes qui se trouve accusé tout à la fois d'être d'extrême droite, nazi, sexiste, homophobe, raciste et antisémite. Des « *séditieux manipulés par Marine Le Pen* » selon le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner, la « *peste brune* » selon le ministre des Comptes publics Gérard Darmanin. Cette campagne, relayée durant les premiers jours de la mobilisation par une partie des militants et organisations d'extrême gauche, s'appuie sur un tout petit nombre d'incidents survenus le premier samedi et qui sont, à cet effet, montés en épingle⁷⁰.

Du style Gilets jaunes

Ce n'est pas simple. Cela demande un effort. Dépasser un blocage viscéral. La manière, assez sommaire, dont s'auto-identifient les Gilets jaunes peut en effet rendre malade plus d'un militant d'extrême gauche ou anarchiste : le drapeau français, la *Marseillaise* et le mot de « peuple ». Revenons ici sur quelques symboles utilisés sur les ronds-points.

Notons tout d'abord que la présence dans les foyers français d'un aussi grand nombre de drapeaux tricolores s'explique par la coupe du monde de football de juillet 2018 (remportée par la France). Quant à la *Marseillaise*, si son premier couplet est aussi bien connu des prolétaires, c'est là encore à

66 OCL, « « Réflexions sur le mouvement des Gilets jaunes », *Courant alternatif*, n° 286, janvier 2019.

67 « Rapide aperçu du mouvement des Gilets jaunes à Boulogne-sur-mer », *lamouetteenragee.noblogs.org*, 9 décembre 2018.

68 Un chauffeur de bus Gilet jaunes réagissant aux propos de Macron. Manaud, Emuel Jardin, Manuel Riondé et Ellen Salvi, « À Toulouse, Reims et Paris... le ras-le-bol des "Gilets jaunes" », *mediapart.fr*, 17 novembre 2018.

69 Certes, un collectif de professionnels de la culture finit par lancer un appel en faveur des Gilets jaunes, « Nous ne sommes pas dupes », où ils dénoncent la répression policière et affirment avoir décelé « *les ficelles usées à outrance pour discréditer les Gilets Jaunes, décrits comme des anti-écologistes, extrémistes, racistes, casseurs* ». Un appel qui est lancé... en mai 2019, soit *plus de six mois* après le début de la mobilisation ! On le comparera utilement avec les tweets et textes de Pamela Anderson des 3 et 4 décembre 2018 (« Yellow Vests and I », *pamelaandersonfoundation.org*).

70 Quatre ou cinq incidents sur 3 000 points rassemblant peut-être un million de manifestants. L'accusation d'« islamophobie » a aussi circulé, pendant plusieurs jours, suite à un incident survenu le 17 novembre, dans l'Aisne : une automobiliste a été contrainte par trois ou quatre Gilets jaunes, d'enlever son voile pour passer un barrage ; mais, lorsque sur place l'information est connue (dans les instants qui suivent), les organisateurs du rassemblement présentent des excuses, condamnent l'incident et font même lever le blocage. La seconde partie de cette information n'est pas reprise par la presse nationale et les sites d'extrême gauche. Finalement, l'accusation d'« islamophobie » n'est pas été retenue, le pouvoir lui préférant celle d'antisémitisme, jugée plus efficace.

cause du foot, non pas à cause d'une Éducation nationale qui instillerait du nationalisme dans l'esprit des élèves, car nous ne sommes plus sous la III^e république. Et si, pour les plus radicaux militants antifascistes, ces éléments sont l'équivalent de symboles nazis⁷¹, ils ont, pour la plupart des habitants de l'Hexagone, un tout autre sens : ils sont une référence à cette Révolution Française qu'on évoque sommairement à l'école ; d'où le drapeau et la *Marseillaise*, mais aussi les bonnets phrygiens, les cahiers de doléances ou même parfois la guillotine. Des références qui, notons-le, ne sont pas celles que préfère l'extrême droite française. Des experts militants hors-sol se sont interrogés : pourquoi le choix de cet épisode historique plutôt que celui d'autres événements tels que la Commune de Paris ou la Révolution allemande de 1919 ? Tout simplement parce que les Gilets jaunes en ignorent l'existence ; la seule révolte d'ampleur que l'Éducation nationale ne peut occulter est bien la Révolution française⁷². Il n'est donc pas étonnant que les Gilets jaunes y puisent leur inspiration et leur sentiment de légitimité. C'est le « peuple » qui se soulève contre ses oppresseurs ; en 1789 contre les aristocrates, en 2018 contre les élites et les banquiers...

Du fait de l'apolitisme revendiqué, la mobilisation des Gilets jaunes se fait au départ à titre individuel, comme une collection d'individus qui cherchent une cohésion, donc des symboles qui rassemblent le plus grand nombre. C'est la fonction du drapeau tricolore (et de quelques drapeaux régionaux⁷³) en lieu et place de ceux des organisations politiques qui matérialisent les divisions et sont donc exclus des ronds-points. Cela contribue sans doute à l'important soutien dont bénéficie le mouvement auprès de la population.

La révolte des Gilets jaunes étant un mouvement de « citoyens » (qui votent, paient leurs impôts), il est donc, assez mécaniquement, un mouvement de « Français » car, dans ce pays, citoyenneté et nationalité vont de pair. En découle l'usage d'expressions, en définitive peu précises, telles que « *on est tous Français* » ou « *on est le peuple* » (plus rarement le « *on est le peuple français* »). Il n'est donc pas *par définition* exclu pour les nombreux descendants d'immigrés qui le constituent. Les Gilets jaunes sont en effet très loin de développer une conception *ethnique* du peuple français, conception par ailleurs étrangère aux principaux théoriciens de l'histoire du nationalisme français. Tout cela n'empêche pas non plus la participation de Gilets jaunes dont on apprend, au détour d'une discussion ou d'un passage au tribunal, qu'ils n'ont pas cette nationalité mais sont Italiens, Colombiens ou Marocains. Peu importe, on ne demande pas la carte d'identité des Gilets jaunes à l'entrée d'un rond-point ou d'une manifestation. Quant à l'expression « Gaulois réfractaire », écrite sur certaines chasubles, elle relève d'abord du classique retournement du stigmaté – Macron avait ainsi qualifié ces Français qui refusent le « changement » –, elle est davantage un clin d'œil à René Goscinny qu'à Eric Zemmour.

On ne peut pourtant pas nier qu'une partie du style Gilets jaunes, au travers de son jargon, de ses concepts et références, témoigne de la persistance d'un *sentiment* vague et diffus de type *patriotique* qui, jusqu'à la fin du XX^e siècle, était d'une grande banalité mais qui, en ce début de XXI^e siècle paraît anachronique – certains militants d'extrême gauche, qui pensaient ce phénomène cantonné aux stades de foot, en sont choqués. Mais, face à la crise et aux attaques du capital, alors que les grands cadres sociétaux et communautaires qui les encadraient ont disparu depuis des décennies (Parti communiste et Église catholique), les prolétaires atomisés se rattachent confusément à ce qu'ils peuvent, à ce qu'ils connaissent et qui leur semble avoir encore du sens... ici, en l'occurrence,

71 Il ne faut pas oublier qu'au XX^e siècle, le PCF et la CGT n'ont pas hésité à associer les drapeaux rouge et tricolore. Quant à la *Marseillaise*, elle a longtemps été un chant révolutionnaire international.

72 La seule référence au mouvement ouvrier que font parfois les Gilets jaunes est un Mai 68 dont ils savent finalement bien peu de choses, qu'ils associent notamment aux affrontements avec la police, mais pas à la grève de 10 millions de travailleurs, encore moins à sa défaite finale. Quant à la Révolution russe de 1917, qu'en sait le commun des mortels, sinon qu'elle serait liée à une obscure « dictature » de type « communiste » ayant existé au XX^e siècle ?

73 Ceux-ci ont parfois été présentés à tort, y compris par des « experts », comme des emblèmes d'extrême droite. Les drapeaux bretons, basques, corses ou occitans se rencontrent aussi dans les manifestations « de gauche ».

un cadre administratif spécifique censé être protecteur (la France) et une identité assez floue qui y correspond (« Français »). On ne peut que le regretter, évidemment, sans pour autant sombrer dans le fantasme et voir dans chacune de ces « survivances » l'expression d'une *doctrine nationaliste* dont les Gilets jaunes sont très éloignés. Quel que soit le degré d'adhésion à ce que représentent des symboles comme le drapeau tricolore, c'est la *persistance* de ces références « patriotiques » tout au long du mouvement qui est inquiétante. On peut notamment l'expliquer par le fait que le mouvement des Gilets jaunes n'a pas connu de dépassement qui aurait pu les effacer : au contraire, une fois un seuil de mobilisation atteint, il est entré dans une très lente phase de décomposition peu propice à de tels éclaircissements⁷⁴. Les prolétaires en lutte ne naissent pas spontanément internationalistes, ils le deviennent.

La « France Johnny Hallyday » ?

Dès le début de la mobilisation des Gilets jaunes, des commentateurs de tous bords, ont fait un rapprochement avec la foule qui s'était massée à Paris pour les obsèques du chanteur Johnny Hallyday, le 11 décembre 2017, et qui aurait rassemblé une France de « beaufs » et donc de « blancs ». Décrire ce mouvement comme étant celui de « blancs », c'est vouloir faire croire que les Gilets jaunes excluent ceux qui n'ont pas la bonne couleur de peau, qu'il est raciste – soit parce qu'il serait piloté par l'extrême droite, soit parce que, par essence, les prolétaires « blancs » seraient racistes. Le fait que l'une des initiatrices du mouvement, et l'une des trois leaders les plus respectés, soit d'origine martiniquaise devrait pourtant mettre la puce à l'oreille. La fréquentation de ronds-points ou les nombreuses images qui circulent sur le net montrent que ce n'est pas le cas, la « France de l'immigration » n'est pas *absente*⁷⁵.

Certes, les zones de France qui, initialement, connaissent la plus forte mobilisation de Gilets jaunes, ne sont pas les grands centres urbains avec la plus forte proportion de populations issues d'une immigration extra-européenne, celle-ci est parfois très faible voire inexistante dans beaucoup de petites communes. De plus, si les prolétaires particulièrement soumis à la précarité connaissent une forte dépolitisation, celle-ci est accrue, pour diverses raisons et notamment de par leur marginalisation sociale, dans les populations issues d'une immigration extra-européenne, d'où une présence moindre dans les mouvements sociaux classiques. Sans doute est-ce aussi le cas avec la révolte des Gilets jaunes, mais rien ne prouve que ce phénomène y soit plus ou moins fort. Les accusations de racisme largement véhiculées par les médias dans les premiers jours n'ont toutefois pas favorisé une telle mobilisation⁷⁶.

Par contre, y compris dans les régions à fort vote pour l'extrême-droite, peuvent « très bien »

74 « *Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. Et même quand ils semblent occupés à se transformer, eux et les choses, à créer quelque chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté. [...] C'est ainsi que le débutant qui apprend une nouvelle langue la retraduit toujours en pensée dans sa langue maternelle, mais il ne réussit à s'assimiler l'esprit de cette nouvelle langue et à s'en servir librement que lorsqu'il arrive à la manier sans se rappeler sa langue maternelle, et qu'il parvient même à oublier complètement cette dernière.* ». Karl Marx, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*.1852.

75 À ceux qui auraient des doutes, nous pourrions par exemple conseiller quelques youtubeurs « fachos » qui, enclins à prouver qu'ils ne sont pas racistes, montrent avec insistance que la « diversité » est aussi présente dans les groupes de militants et sympathisants d'extrême droite qui arborent la chasuble fluo (par exemple autour des « Incorruptibles Gilets Jaunes » début 2019).

76 D'où cet exemple, dans une petite ville de province, d'habitants des « quartiers », issus de l'immigration, souhaitant rejoindre le mouvement mais hésitant par crainte d'être mal reçus, et qu'un référent du rond-point le plus proche va rencontrer pour les rassurer.

coexister sur un barrage des prolétaires « racistes » et d'autres issus par exemple de l'immigration maghrébine ou bien encore de la communauté gitane⁷⁷... ce qui ne nous renseigne pas sur qui vote ou non pour le FN/RN. Les Gilets jaunes présentent généralement leur révolte comme apolitique, ou apartisan et la politique et les partis sont considérés comme divisant le peuple ; toute expression d'une adhésion partisane est généralement bannie des ronds-points. La question de savoir pour qui on a voté lors des dernières élections ne s'y pose pas, seuls les journalistes et les sociologues la posent. Pourtant, tout le monde sait que parmi les Gilets jaunes on trouve un grand nombre d'abstentionnistes, mais aussi beaucoup d'électeurs du FN/RN. Cela n'a rien de surprenant puisque les électeurs des classes populaires, notamment les ouvriers, placent en tête de leurs suffrages ce parti ; soit par adhésion aux grandes lignes de son programme, soit parce qu'il n'a jamais été au pouvoir, mais aussi – et cela est trop rarement souligné – par esprit de contradiction car, lorsque toutes les « élites » détestées, et pour l'occasion réunies, expliquent à longueur de média qu'il ne faut pas faire cela, cela donne à certains l'envie de le faire. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, parmi les 11 millions de Français ayant voté Marine Le Pen en 2017, certains soient présents sur les ronds-points⁷⁸. Est-ce si pénible à reconnaître ? Même les électeurs du FN/RN peuvent galérer à boucler leurs fins de mois, même les « racistes » peuvent descendre dans la rue pour exiger plus de justice sociale. Mais, de toute façon, quiconque a participé à au moins une manifestation lors des divers mouvements sociaux de ces vingt dernières années a déjà manifesté avec des électeurs du FN... on en trouve en effet un nombre variable dans les grandes centrales syndicales, CGT comprise. Quant aux « racistes », il semble qu'on en découvre désormais dans toutes les organisations politiques⁷⁹.

Les témoignages évoquant la mixité qu'on peut croiser sur certains ronds-points sont pourtant fréquents⁸⁰. Tout peut y coexister, aussi bien un barbecue halal qu'un autre qui l'est moins (Rouen). Un Gilet jaune des Cévennes remarque que c'est « *un mouvement où [il n'a] jamais vu les Blacks et les Rebeux et les femmes mis à l'écart de la lutte ou considérés comme autre chose que des Gilets jaunes* »⁸¹. Un Gilet jaune ardéchois explique : « *Je suis descendu de ma montagne, parce que dans ma ville c'était la première fois qu'il y avait ensemble les Arabes, les Gitans, les Français, des gens du RN, des gens de la FI, des communistes.* »⁸². Il y a bien participation de prolétaires issus d'une immigration extra-européenne, mais pas en tant que membre ou représentant d'un groupe spécifique séparé ou d'une « minorité », de « banlieue » ou autre, mais à titre individuel, sans mettre en avant de singularité, en tant que travailleur, « citoyen » et/ou « Français » (quelle que soit par ailleurs, on le rappelle, leur nationalité administrative).

77 Rappelons que c'est un membre de la « communauté des gens du voyage », Christophe Dettinger dit le Gitan de Massy, qui est devenu, en janvier 2019, l'un des héros des Gilets jaunes. Cela devrait pour le moins intriguer ceux qui qualifient ce mouvement de nazi.

78 La carte de la mobilisation des Gilets jaunes ne correspond à aucun vote en particulier mais comprend celui du vote FN. Par contre, les villes riches, où elle est la plus faible, sont bien celles où le vote Macron est le plus élevé. Contrairement à ce que concluait par exemple Emmanuel Todd en 2013, on voit que ce n'est pas « *la faiblesse du FN [qui] permet la révolte* ». Cf. Emmanuel Todd, « Les bonnets rouges, une chance pour la France », *marianne.net*, 23 novembre 2013.

79 Y compris, paradoxalement – cela ne peut que surprendre un observateur non militant – au sein des plus radicales organisations d'extrême gauche, anarchistes et antiracistes où, depuis quelques années une chasse incessante leur est menée. Mais, dans ce cas, et en dépit de recherches théoriques constantes, il est vrai que l'acception du terme « raciste » reste assez subjective.

80 « *Lorsqu'on parle du milieu rural aujourd'hui, on insiste souvent sur le racisme ambiant et on ne saurait nier qu'il en existe. Reste que les groupes d'amis réunissent souvent des non-blancs et des blancs, même lorsque parfois ces derniers se disent favorables à l'extrême droite... C'est l'une des contradictions apparentes entre les opinions politiques et les sociabilités concrètes où l'on trouve de l'entraide.* » « Qui sont et que veulent les « Gilets jaunes » ? *op. cit.*

81 Commentaire de Robin, Gilet jaune dans les Cévennes, sur dndf.org.

82 Cité par François Ruffin dans le journal de *France culture*, 4 avril 2019.

« Si les personnes issues de l'immigration récente constituaient une part non négligeable des manifestants, celles-ci s'identifiaient pleinement aux périurbains, déclarant même avoir fait le choix de quitter leur cité HLM proche du centre-ville pour aller vivre à la campagne et, souvent, pour scolariser leurs enfants dans le privé [...]. La puissance des stéréotypes socio-spaciaux s'est ainsi révélée : les habitants « des banlieues », « des quartiers » ne se reconnaissent pas dans les valeurs et aspirations des périurbains « français de souche », et réciproquement. D'où un compromis implicite pour assurer la coexistence et la mobilisation commune entre les « gilets jaunes » issus de l'immigration ayant quitté les cités HLM et ceux relevant de ce que l'on pourrait appeler des « petits Blancs » : la mise en sourdine d'une xénophobie latente. »⁸³

Nous ne parlons évidemment pas ici des *militants* politiques d'organisations qui prétendent représenter les « quartiers populaires » – que tel ou tel groupe au discours identitaire ait décidé de « s'allier » aux Gilets jaunes n'a d'ailleurs pas d'impact sur le terrain, sur les conditions de la lutte. L'idée d'une « convergence des luttes » entre Gilets jaunes et « banlieues », jugée par certains impossible et qui, pour d'autres, serait le summum de la radicalité, ne tient pas car elle présuppose une irréaliste segmentation du prolétariat en catégories étanches⁸⁴. Ce type de discours se fait de plus en plus entendre à partir du début de l'année 2019, à mesure que le mouvement s'étiolle et que les organisations d'extrême gauche y sont plus présentes et influentes (sans que d'ailleurs la « diversité » ne s'en trouve accrue). Les principales figures des Gilets jaunes se rapprochent de ces groupes (qui au départ pointaient l'accointance de ces leaders avec l'extrême droite). On les voit alors lancer des appels à la solidarité avec les « quartiers populaires », notamment en mars après la mort de deux jeunes, tués à Grenoble suite à une course poursuite avec la police, qui déclenche trois nuits d'émeute.

Militants et organisations

L'implication des *militants* d'extrême droite dans le mouvement doit être, en partie, différenciée de celle des électeurs lambda du FN/RN. Ceux qui, à gauche, ont une vision caricaturale de ces militants et croient qu'ils sont tous, par essence, pro-flics, pro-patronat, pro-État, pro-totalitarisme et pro-capitalisme, se trompent quelque peu et ne peuvent que difficilement comprendre l'engouement de ce courant politique pour le mouvement des Gilets jaunes, sauf à n'y voir que l'« infiltration » militante de « fascistes »⁸⁵. En fait, tout comme à l'extrême gauche, la révolte des Gilets jaunes a été l'objet de débats et d'interrogations au sein des différents groupes et entre les personnalités d'extrême droite (notamment sur la question de la légalité, de l'État ou des forces de l'ordre) mais, malgré des divergences, le soutien au mouvement a été quasi unanime et, surtout, très précoce.

Avant même le 17 novembre, diverses organisations, en particulier le RN mais aussi de nombreux groupes plus confidentiels, ont appelé à rejoindre le mouvement des Gilets jaunes. Davantage que

83 Philippe Genestier, « Les gilets jaunes : une question d'autonomie autant que d'automobile », *Le Débat*, n° 204, mars-avril 2019, p. 23.

84 Les promoteurs d'une telle vision, sont généralement des militants qui prétendent représenter une section de population « en lutte » spécifique ; ils cherchent dès lors à nouer des alliances avec d'autres militants aux prétentions similaires. Sur cette question voir Nedjib Sidi Moussa, « Gilets jaunes et banlieues françaises : une convergence impossible ? », *middleeasteye.net*, 19 janvier 2019.

85 À noter que le qualificatif d'« extrême droite » étant utilisé de manière de plus en plus extensive en France, lorsque l'État et les médias évoquent spécifiquement les militants de ce courant, ils utilisent désormais l'expression « ultra-droite ». De la même manière le terme « fasciste », particulièrement usé et démonétisé (quasi synonyme de « méchant »), cède de plus en plus la place à « nazi ».

les « réformistes » (réacs, « droitards » ou « nationaux » auxquels se rattachent le RN et même désormais les Identitaires), ce sont sans doute les « révolutionnaires » (fascistes, nationalistes-révolutionnaires, monarchistes ou partisans d'Alain Soral) qui y sont les plus à l'aise ; percevant dans ce mouvement un mélange de social et de national explosif et prometteur, ils sont particulièrement enthousiastes. Si quelques-uns regrettent l'absence de la « bourgeoisie patriote », conservatrice et catholique, qui s'était mobilisée contre le mariage homosexuel – dont la sociologie est bien éloignée de celle des Gilets jaunes, et qui a en partie voté Macron – d'autres, à l'instar du théoricien de la Nouvelle droite, Alain de Benoist, s'en moquent car « *on ne fait pas la révolution avec des gens bien élevés* ».

Pourtant, contrairement à leurs homologues de l'autre bord, beaucoup de militants d'extrême droite n'ont pas eu besoin de *rejoindre* le mouvement, mais en ont été partie prenante dès le premier jour, et ils s'y sont sentis très en phase. En effet, ni la *Marseillaise*, ni le drapeau tricolore, ni le vocabulaire ou l'humour des Gilets jaunes non militants (politiquement peu corrects), ne les irritent. Cette participation se fait en province, au départ, à titre individuel là où ils vivent et s'inscrivent dans des réseaux familiaux, amicaux, associatifs ou sportifs – et sans afficher ouvertement leur appartenance, sans débarquer avec un discours militant formaté. Cela s'explique avant tout par le très petit nombre de *militants* d'extrême droite sur le territoire de cette « France périphérique » et par leurs divisions organisationnelles et idéologiques⁸⁶ ; une faiblesse militante qui vaut aussi pour le FN/RN. Mais, si on les trouve, individuellement ou en petits groupes, en première ligne lors des premiers affrontements entre Gilets jaunes et forces de l'ordre, que ce soit à Paris ou en province, leur poids reste très marginal. Parfois, autour d'une grande ville, un groupe d'extrême-droite organisé peut être influent sur l'un des ronds-points qui la ceinturent (Angers, Montpellier), mais cela ne va pas au-delà.

Mais qu'est-ce qui explique qu'ils se sentent légitimes à y participer ? Sans doute, en premier lieu, le caractère spontané et auto-organisé du mouvement, son refus de tout encadrement syndical qui est vu d'un très bon d'œil : un cas archétypal de l'opposition entre « pays réel » et « pays légal », celui d'un mouvement réel (qui n'abolit pas encore, il est vrai, l'état actuel des choses) par rapport aux mouvements légaux et spectaculaires du passé ; ensuite le fait qu'il ne s'affiche pas comme un mouvement de gauche. La question postule toutefois un désintéret des nationalistes pour les questions sociales qui, théoriquement et historiquement, n'est pas toujours juste⁸⁷. Il faut, pour comprendre, inverser la question : qu'est-ce qui fait que, habituellement, ils ne participent pas à des mouvements sociaux ? Tout simplement parce que cela ne leur est physiquement pas possible. Dans un mouvement classique, un groupe identifié comme « fasciste », est aussitôt expulsé *manu militari* par les militants d'extrême gauche présents, avec le soutien ou l'approbation molle de tous ; c'est ce qu'on a pu voir dans plusieurs Zones à défendre (ZAD) ces dernières années.

Or, dans la mobilisation des Gilets jaunes, cette hégémonie politique de gauche, et antifasciste, est absente⁸⁸. Sur un rond-point, c'est celui qui veut expulser un Gilet jaune pour ces opinions politiques « fascistes » qui sème la discorde, introduit des questions partidaires, et risque d'être viré. L'important n'est pas ce que pense tel ou tel Gilets jaunes « en dehors », mais ce qu'il fait et dit lorsqu'il arbore sa chasuble fluo. Individuellement, le militant royaliste de l'Action française (AF)

86 Dans le cadre de la commission d'enquête parlementaire sur « *la lutte contre les groupuscules d'extrême droite* », l'historien Nicolas Lebourg signalait, le 30 janvier 2019, que le nombre de militants de ce courant est évalué par les services de renseignement à environ 2 000 à 3 000 ; un nombre qui, malgré l'augmentation de la population, est constant depuis des décennies. Jean-Yves Camus, spécialiste de la question, évoque lui tout au plus 200 à 300 militants sur Paris.

87 On peut le reconnaître et, par ailleurs, juger qu'ils se trompent, trompent les travailleurs et les déroutent de justes combats, font « des cartes », ou sont massivement financés par le patronat.

88 Toutefois, bien que les groupes antifas soient particulièrement virulents, on peut se demander si cette hégémonie « antifasciste » n'est pas en train de se réduire. Le fait que, durant le mouvement contre la loi Travail, des militants et banderoles de l'Union populaire républicaine (UPR) aient été acceptées dans plusieurs cortèges en est peut-être un signe (l'UPR, dirigée par un ancien proche de Charles Pasqua, est une organisation d'extrême droite souverainiste).

est placé au même niveau que celui du NPA.

Les groupes et organisations n'interviennent donc pas en tant que tels. Si le RN apporte son soutien aux Gilets jaunes, il reste en retrait, prudent et globalement discret ; c'est la seule manière pour lui d'éventuellement en tirer quelques fruits, mais l'orientation xénophobe et droitière du parti (au détriment d'une ligne précédente souverainiste et populiste) le place en décalage avec les demandes des Gilets jaunes. De plus, malgré les succès électoraux, il ne dispose pas des forces militantes nécessaires pour peser sur un tel mouvement, encore moins pour l'encadrer. Une plus grande implication du parti ne serait d'ailleurs sans doute pas bien accueillie par les Gilets jaunes.

Après une période de flottement, les groupuscules, plus activistes et « révolutionnaires », tentent eux de regrouper leurs forces dans les grandes villes (Paris ou Lyon), en premier lieu pour le combat de rue contre les forces de l'ordre et les militants adverses ; c'est le cas des Zouaves qui, dans la capitale, tentent de chasser les militants d'extrême gauche des manifestations mais ne rencontrent pas le soutien des Gilets jaunes. Certains groupes espèrent aussi « *aguillonner* » le mouvement des Gilets jaunes qu'ils voient comme populaire et « patriote » mais, vu leur faiblesse, cela relève davantage de la gesticulation politique, entre le vœu pieux et l'auto-persuasion. C'est par exemple le cas du meeting, à la tonalité antisémite certaine, qui le 19 janvier à Rungis, près de Paris, réunit devant plusieurs centaines de personnes des orateurs de plusieurs groupuscules ; l'intitulé de la rencontre est « *Gilets jaunes, la révolution qui vient* »⁸⁹.

Quid de l'alliance rouges-bruns dont se repaissent le gouvernement et les médias ? Dans les premières semaines on a ainsi pu voir, dans les petites villes de province, des militants des deux extrêmes se croiser sur tel rond-point, ou dans telle émeute, sans autres conséquences que des regards torves (les envies de se taper dessus ne manquent pas mais les circonstances ne s'y prêtent guère). Ce n'est peut-être qu'autour d'Eric Hazan qu'on se félicite d'une telle cohabitation dans les affrontements avec la police ; celui-ci, déclare que « *le fait que l'extrême droite soit présente dans cette violence en défrise pas mal. Mais moi, ça ne me gêne pas. [...] Parce que les ennemis de mes ennemis ne sont pas vraiment des amis, mais un peu quand même.* »⁹⁰

Devant la confusion ambiante, un proche d'Alain Soral, Hervé Ryssen, a un temps appelé de ses vœux, dans une vidéo, à une convergence avec les militants d'extrême gauche pour mettre à bas le régime. Bien qu'il n'y ait probablement pas cru, il marque un point en terme de communication avec cette posture rassembleuse qui correspond davantage à « l'esprit » Gilets jaunes que celle de ses adversaires qui souhaitent *exclure* les « fachos ». Mais, début 2019, nombre de militants d'extrême droite sont dépités devant l'influence grandissante de l'extrême gauche qui commence à les expulser des cortèges de Gilets jaunes et à donner une autre couleur au mouvement. D'où l'idée avancée par certains de renouer avec « *l'esprit originel* » des Gilets jaunes et d'appeler à des rendez-vous spécifiques. C'est le cas à partir de février à Paris avec les « Incorruptibles Gilets jaunes » qui se retrouvent place de l'Étoile autour du mot d'ordre « *moins d'impôt, plus de démocratie* ». L'objectif est aussi de rassembler leurs forces et leurs sympathisants contre les actions des antifas, mais ce type d'initiative pâtit des divisions entre courants politiques. En fait, les divers groupuscules d'extrême droite et leurs militants n'arrivent pas à influencer sur le mouvement, si ce n'est très localement et marginalement. Alors qu'un boulevard semblait s'ouvrir devant eux, ils subissent en définitive une cuisante défaite politique ; la question de l'immigration est de ce point de vue emblématique.

Migrants et immigration

89 Toujours à Rungis, les tenants d'une extrême droite plus « droitière » et réformiste organisent, le 17 mars 2019, des « *Assises des Gilets jaunes* » prétendant représenter les Gilets jaunes « *authentiques* » dans une optique antifiscaliste, anti-islam et anti-immigration. Une réunion organisée à l'initiative de Riposte laïque et de Résistance républicaine qui n'a pour effet que de convaincre quelques militants convaincus.

90 Joseph Confavreux, « Eric Hazan "Paris n'est pas un acteur, mais un champ de bataille" », 7 décembre 2018, mediapart.fr.

« Le RN exprime une logique de fausse conscience xénophobe, des gens opprimés, populaires, etc. Le mouvement des Gilets jaunes exprime un retour au principe de lutte des classes. Donc, même si il y a des superpositions à un moment donné dans les catégories touchées, il y a un affrontements entre les principes de lutte qu'exprimaient les Gilets jaunes et ce qu'exprime le RN. A termes, dans la durée de l'histoire, le mouvement des Gilets jaunes est une menace pour le RN. »⁹¹

Le 20 novembre, à Flixecourt dans la Somme, alors qu'un camion-citerne est arrêté à un barrage de Gilets jaunes, des bruits proviennent de la cuve. On comprend que des migrants sont cachés à l'intérieur ; les Gilets jaunes appellent la gendarmerie et un certain nombre d'entre eux se félicitent de cette « interpellation ». Ceux qui les considèrent comme des beaufs blancs, fachos et racistes, trouvent ici de quoi valider leurs a priori. Très peu de temps après, l'annonce de la signature du pacte dit de Marrakech relatif aux migrations entraîne une forte mobilisation des militants d'extrême droite sur les réseaux sociaux ; les informations relatives à ce pacte sont comme beaucoup d'autres (plus ou moins complotistes par ailleurs) relayées sur les pages Facebook de Gilets jaunes. Après l'Acte IV (8 décembre), circule une photo de la manifestation lyonnaise des Gilets jaunes qui montre, en tête de cortège, une banderole où est inscrit « *Marrakech, c'est non!* ». La cause semble donc entendue, les Gilets jaunes sont contre les migrants, donc ils sont racistes. Cette fameuse banderole, apportée par un groupe d'extrême droite, n'est pourtant restée en place que quelques minutes...

Quel est le discours des Gilets jaunes sur les « migrants » ou, plus globalement, sur l'immigration ? On sait qu'il n'existe pas de porte-parole officiel ou de centralisation des revendications. Fin novembre, sur la liste d'une quarantaine de revendications qui circule⁹² plusieurs points concernent l'immigration. On l'a déjà dit, on ne sait trop comment cette compilation a été établie et quelle est sa valeur, mais beaucoup de commentateurs s'y réfèrent car c'est l'une des très rares fois où la question de l'immigration est abordée. On peut y lire les demandes suivantes :

« Que les causes des migrations forcées soient traitées. Que les demandeurs d'asile soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travailler avec l'ONU pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile. Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine. Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir français (cours de langue française, cours d'Histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours). »

Ces quelques lignes ont été abusivement résumées par les détracteurs des Gilets jaunes par « l'expulsion des migrants » voire de celle « des immigrés ». Sur l'accueil et l'expulsion des migrants, il n'est ici demandé que l'application de l'actuelle législation ; on peut trouver cela injuste mais il faut reconnaître que ce type de « revendication » est assez éloigné des programmes des organisations d'extrême droite et peut se retrouver dans le programme de divers partis⁹³. À noter

91 Emmanuel Todd, « C Politique le débat », *France 5*, 28 mai 2019.

92 « Zéro SDF, retraites, salaire maximum... Découvrez la liste des revendications des "Gilets jaunes" », *francetvinfo.fr*, 29 novembre 2018.

93 Quant à l'idée de l'intégration des immigrés (« devenir français »), généralement opposée à celle du « multiculturalisme », il s'agit en fait de politiques étatiques de gestion de l'immigration. Il nous semble illusoire de chercher à déterminer laquelle des deux serait la plus « raciste ». Nous avons longuement évoqué cette question dans

qu'on trouve aussi dans cette liste la demande de la fin du dispositif européen dit de travail détaché. Ses demandes sont-elles représentatives ou non des revendications des Gilets jaunes ? On ne peut y répondre puisque ces quelques lignes sont exceptionnelles ; car la question de l'immigration n'est pas publiquement abordée par les Gilets jaunes. Elle reste, tout au long du mouvement, particulièrement *marginale*.

Si, début décembre, quelques incidents mis bout à bout⁹⁴ ont pu laisser craindre que le mouvement ne prenne une orientation anti-immigration, voire anti-immigrés, cela n'a pas été le cas. Cette hypothèse ne relève pas de la politique-fiction puisqu'on l'a rencontré récemment en France dans les territoires d'outre-mer de Guyane en 2017 ou de Mayotte en 2018⁹⁵. Il est pourtant probable que de très nombreux Gilets jaunes souhaitent *l'arrêt* de l'immigration, trouvent qu'il y a *trop* d'étrangers en France ou, du moins, sont « préoccupés » par cette question... comme un très grand nombre de Français (quelles que soient d'ailleurs leurs origines), si du moins l'on en croit discussions de bistrot, études, sondages et résultats électoraux. Le refus de l'immigration n'est pas inscrit dans une mauvaise nature humaine ; il peut surgir quand les conditions de concurrence entre prolétaires s'exacerbent, s'accroître en période de crise, y compris chez les travailleurs eux-mêmes issus de précédentes vagues d'immigration. Il ne s'agit donc pas d'un sentiment de « rejet de l'autre », immoral, qu'une dose d'éducation (nationale, civique ou militante) contribuerait à corriger.

Certains lecteurs trouveront peut-être que cette vision étrangement « pessimiste » alors que, par ailleurs, nous décrivons des ronds-points où les descendants d'immigrés sont les bienvenus. Mais ces derniers ne sont justement pas, ou plus, des « étrangers ». Dès lors, englober sous le terme de « racisme » des notions comme xénophobie, patriotisme ou le nationalisme, ne nous aide pas à y voir plus clair. Nous ne croyons par exemple pas que les descendants d'immigrés soient, comme par essence, plus enclins que les autres à l'accueil de nouveaux arrivants. Le proverbe n'énonce pas fortuitement que, « *en France, le dernier arrivé ferme la porte* ».

L'immigration est, dans cette société, une question par excellence polémique. Sur les ronds-points, elle ne pourrait qu'entraîner de vifs débats, des divisions, du « politique » et, de ce fait, elle est esquivée par les Gilets jaunes⁹⁶. Sur Le Média, web-TV proche de la FI, un Gilet jaune de Commercy l'énonce ouvertement d'autant que, il l'explique, son groupe comprend aussi bien des personnes issues de l'immigration qu'un skinhead nationaliste⁹⁷. Les médias n'interrogent qu'exceptionnellement les Gilets jaunes sur l'absence de la question migratoire, et ce n'est que sur une web-TV d'extrême droite qu'un porte-parole est sommé de s'en expliquer : « *je n'ai pas entendu parler de la problématique de l'immigration [sur les ronds-points de Rouen]. La force du mouvement est justement d'avoir fédéré, au-delà des clivages partisans, sur un socle commun de revendications. Et nous savons fort bien que l'immigration est quelque chose de clivant, en*

l'article « Race et nouvelle droite », mars 2018 sur ddt21.noblogs.org

94 Il y a aussi, moins médiatisés mais plus problématiques, des cas particulièrement exceptionnels comme cette entreprise de BTP à Brionne, dans l'Eure, bloquée le 24 novembre par des Gilets jaunes car elle emploierait des travailleurs migrants ou roumains. Quant aux comportements parfois discriminants à l'égard de camions immatriculés en Europe de l'Est (non spécifiques à ce mouvement), ils semblent assez anecdotiques rapportés au nombre de ronds-points occupés. De plus, cela ne relève pas des mêmes mécanismes ; on ne vérifie d'ailleurs pas la nationalité des camionneurs, on remarque celle de son entreprise.

95 L'orientation anti-immigrés de ces grèves et mobilisations, alors qu'elles se déroulent dans des territoires d'outre-mer, explique sans doute que, rapidement, l'attention de la plupart des commentateurs d'extrême gauche, s'en est détournée. Sur cette question voir l'article « Révolte en Guyane : la possibilité d'une île ? », *Spasme*, n° 13, été 2017, p. 28-40 et, sur Mayotte, les articles publiés par *Courant alternatif*, d'avril à juin 2018.

96 D'où aussi, sans doute dans une moindre mesure, le peu de références au Frexit ou de critiques de l'Union européenne trop connotées. Le livre de François-Bernard Huyghe, Xavier Desmaison et Damien Liccia, *Dans la tête des Gilets jaunes* (V.A., 2018, 130 p.) montre aussi que sur Facebook et Twitter, les thèmes de l'immigration et de l'Union européenne sont peu évoqués.

97 « Gilets jaunes : comment faire plier macron ? », émission Vraiment politique sur *Le Média*, 31 janv. 2019.

particulier parce que les médias traditionnels traitent ces questions toujours de la même manière, c'est-à-dire sans nuance et de manière binaire – on est pour ou contre – il n'y a jamais d'entre-deux et donc je pense que, pour conserver la force du mouvement, il faut continuer de se fédérer sur ce qui fait consensus, et nous verrons les autres sujets après. [...] Nous pourrions alors, une fois que les frigos seront remplis, discuter pour savoir comment nous traiterons notamment la question de l'immigration. »⁹⁸ Évoquons aussi « Le Vrai débat », une initiative lancée en janvier par des Gilets jaunes peu suspects de progressisme ; présentée comme une « consultation citoyenne » sans interdit, devant concurrencer le site du Grand débat de Macron, elle a pris beaucoup d'ampleur avec notamment un million de votes. On remarque tout d'abord que le site ne comporte pas de catégorie spécifique « immigration » ; l'analyse des réponses et contributions montre quant à elle que le refus de l'immigration y est très minoritaire⁹⁹.

Le refus d'aborder une question jugée trop clivante est-il la seule explication possible à son absence ? On peut aussi se demander s'il n'y a pas aussi une sorte de « pudeur » de la part des Gilets jaunes, une conscience que ce sont des choses « qui ne se disent pas » ; des bribes de politiquement correct, intégrées, qui visent à ne pas décrédibiliser le mouvement. Trente années d'antiracisme d'État ont au moins eu pour effet de faire comprendre à tous que *l'expression* du racisme est quelque chose d'inadmissible.

Ce constat peut sembler peu reluisant, mais il démontre toutefois la défaite des organisations d'extrême droite qui n'ont pas su et pu influencer sur le mouvement et, en particulier, y faire émerger ce qui est pour eux la question fondamentale, la question migratoire ; elles-mêmes le reconnaissent amèrement. Au contraire, avec l'influence croissante de l'extrême gauche liée à la décréue du mouvement, le thème de l'immigration refait parfois timidement surface dans une optique généreuse et bienveillante. La dénonciation des migrants cachés dans le camion-citerne est loin d'avoir fait l'unanimité chez les Gilets jaunes, pas tellement sur le fond que sur l'image regrettable que cet incident donne du mouvement. On aurait d'ailleurs tout aussi bien pu débiter ce chapitre par l'évocation de l'AG des Gilets jaunes de Caen qui, le 21 décembre, est accueillie dans un squat de migrants. Quelle que soit la manière dont on explique l'absence de la question migratoire, cela montre que la question n'est pas considérée par les Gilets jaunes comme prioritaire ou centrale. Pour le dire autrement, ils ne considèrent pas que la cause de leur souffrance/pauvreté, ce sont les immigrés – quoi qu'ils en pensent par ailleurs –, mais bien Macron et les banques. Le mouvement des Gilets jaunes, malgré tous ses défauts, n'unifie pas les pauvres contre les plus pauvres, mais bien contre les riches ; il ne vise pas les plus faibles, mais les puissants. Cela nous permet d'évoquer une dernière hypothèse qui, de prime abord, peut sembler abracadabrante mais qui mérite d'être posée (nous ne la développerons pas ici davantage) : et si, fondamentalement, les Français n'étaient pas « racistes » ? Et, encore moins, lorsqu'ils sont prolétaires *et en lutte*¹⁰⁰ ?

Une révolte identitaire ?

Des analystes de droite et d'extrême droite voient aussi dans la crise des Gilets jaunes l'expression d'une crise identitaire, la révélation de ce qu'ils croient avoir décelé dans les travaux de Guilluy : l'amorce d'un communautarisme de ceux qu'ils nomment les « Français de souche » et, plus particulièrement, des plus pauvres d'entre eux, les « petits Blancs » (équivalent du *white trash*

98 « François Boulo : l'avocat des Gilets Jaunes sans filtre sur TVL », *TVLibertés*, 18 mars 2019.

99 Zoé Boiron, « Le "vrai débat" des "Gilets jaunes" : le RIC supprime toutes les revendications », *lefigaro.fr*, 29 mars 2019.

100 Des études menées par des universitaires sur l'utilisation de Facebook par les Gilets jaunes ont d'ailleurs montré une « très faible occurrence du vocabulaire raciste ». Cf. Olivier Ertzscheid, *op. cit.*, p. 137.

étasunien)¹⁰¹, en opposition à la France des bobos et, à côté de (ou contre) celle des banlieues. Une révolte qui, « divine surprise », exprimerait, enfin, le désarroi d'une population en butte aux difficultés économiques et à cette « insécurité culturelle » théorisée par l'ex-socialiste Laurent Bouvet.

Si l'on ne s'arrête pas aux drapeaux (nous en avons déjà parlé), il est évident que cet aspect ne s'exprime pas dans le mouvement des Gilets jaunes, ou alors de manière marginale – le rond-point de telle vallée ou de tel bled a « mauvaise réputation » –, cela ne le caractérise pas, ni dans ses discours, ni dans ses pratiques. De plus, on l'a vu, si la révolte a un caractère « français », c'est bien *quelles que soient ses origines...* Cette révolte n'est pas, n'en déplaise aux racistes qui n'y ont vu que des « blancs », le mouvement d'une ethnie particulière, mais bien celui d'une classe¹⁰². L'Autre, détesté par le Gilet jaune, n'est pas le « Musulman » mais bien l'« ultra-riche » ; la question sociale s'impose (certes maladroitement) face aux questions identitaires à la mode, elle les efface par son écrasante centralité. Si les questions culturelles sont abordées, c'est sous l'angle de la vie quotidienne, très présente dans les propos des Gilets jaunes. Et si leur mode de vie est en danger, ils ne dénoncent pas une islamisation de la France mais bien les ravages du libéralisme (services publics qui ferment, délocalisations, etc.) : le monde que l'on exècre est celui où, désormais, il faut rémunérer le facteur pour qu'il s'arrête discuter cinq minutes avec les petits vieux. Le mode de production capitaliste modèle le monde, y compris la vie quotidienne, mais toutes zones géographiques et couches de population n'en connaissent pas les effets de manière simultanée. D'où l'aspect « conservateur » du discours des Gilets jaunes, peut-être davantage que dans les mouvements précédents car il est, au départ, brut de décoffrage, sans filtre militant, et parce qu'il n'est pas identifié comme « de gauche ». Mais l'expression « c'était mieux avant » a-t-elle la même charge « réac » lorsque l'on parle de littérature et lorsque l'on décrit l'accueil à l'hôpital ?

Certes, beaucoup de Gilets jaunes ne voient pas d'un bon œil les frasques post-modernes et *queer-friendly* de Macron (la Fête de la musique 2018), mais ils les mettent au même niveau que le renouvellement de la vaisselle de l'Élysée (pour 500 000 €). Cela relève pour eux d'un autre mode de vie qu'ils associent grossièrement à ces « élites » détestées (où s'amalgament à la fois le trader et l'universitaire de gauche) et, par une extension, à l'ensemble des « bobos »¹⁰³. Par opposition, on associe davantage les Gilets jaunes, et donc les prolétaires, à ce qu'il est désormais convenu d'appeler des « valeurs traditionnelles » comme par exemple la famille. Mentalités et pratiques semblent séparées par un fossé, et l'on peut se demander si le conflit des Gilets jaunes n'a pas également une « dimension culturelle au sens le plus large »¹⁰⁴. Est-ce caricaturer que de dire que beaucoup de Gilets jaunes se félicitent du soutien de Patrick Sébastien (humoriste populaire) et se moquent de celui d'un Frédéric Lordon (sociologue de gauche) dont ils ignorent l'existence ?¹⁰⁵ Tout cela n'est que le reflet d'une société dans laquelle la distinction de classes est de plus en plus flagrante, car le temps où l'on pouvait croire que tout un chacun appartenait à une immense et confortable classe moyenne est révolu. La lutte des classes s'inscrit à nouveau de manière visible et violente dans la chair comme dans la pierre. Que l'on pense par exemple aux processus de gentrification à l'œuvre dans de nombreuses villes de France et l'on comprend le plaisir que peut procurer à certains prolétaires le saccage d'un centre-ville bourgeois un samedi après-midi (nous y reviendrons). Sans que les mots ne soient prononcés, c'est la vieille contradiction capital/travail qui perce à nouveau. Nous sommes donc bien loin d'une révolte nationale et identitaire.

101 *L'Express* consacre en février 2019 un dossier (sur les Gilets jaunes) avec en couverture : « *Nous, les petits Blancs* ».

102 Nuit Debout était-il l'expression d'une ethnie ou de la petite classe moyenne cultivée ?

103 « *Il suffit d'avoir passé quelques heures dans les manifestations presque exclusivement composées de provinciaux pour comprendre que, pour beaucoup, Parisien, « bobo » et exploiteur sont trois concepts très proches.* » François-Bernard Huyghe, *op. cit.*, p. 7.

104 François-Bernard Huyghe, Xavier Desmaison et Damien Liccia, *op. cit.*, p. 23.

105 Serge Halimi évoque dans *Le Monde diplomatique* « un mouvement aussi culturellement étranger à la plupart de ceux qui font ce journal et de ceux qui le lisent ». Serge Halimi, « Quand tout remonte à la surface », *Le Monde diplomatique*, janvier 2019.

On se démarque ou pas ?

Il faut tout d'abord se rendre compte que la plupart des Gilets jaunes n'ont pas une culture politique très développée, encore moins « de gauche », et qu'ils n'ont pas non plus bénéficié d'une formation anti-fasciste de base. Ils ne peuvent donc pas, du premier regard, distinguer un skin nazi d'un autre qui est communiste, identifier tel sweat « chelou » ou tel badge d'un groupuscule d'extrême droite dont ils ignorent l'existence. Si l'on excepte les militants, quel pourcentage de la population française sait, par exemple, que la croix celtique est *aussi* un symbole d'extrême droite ?

Dans les premières semaines, les Gilets jaunes cherchent fréquemment à se démarquer des accusations d'accointance avec l'extrême droite ou de racisme en se présentant comme ouverts à tous, citoyens et apolitiques. Et ils y veillent. Mais, si certains militants d'extrême droite sont chassés de ronds-points, c'est parce qu'ils s'y comportent en militants (et leurs homologues d'extrême gauche ont pu subir le même sort)¹⁰⁶. Si d'anciens responsables ou élus du FN ont été virés de postes de porte-parole ou de référents lorsqu'ils ont été reconnus, ce n'est pas pour leurs positions politiques, mais parce que leur présence portait préjudice à l'image du mouvement ou que l'on soupçonnait une tentative de récupération. Si des racistes, démonstratifs, sont parfois expulsés des ronds-points, c'est au même titre qu'un Gilet jaune alcoolique pénible et dangereux.

En fait, tout le monde est accepté parmi les Gilets jaunes, quelles que soient, par ailleurs, ses opinions, tant qu'il ne fait pas de prosélytisme politique sur le rond-point, tant qu'il ne présente pas un risque de division (ce qui peut être sujet à diverses appréciations). Ce qui compte, c'est ce qu'il fait et dit lorsqu'il porte son gilet. Qu'importe ce qu'il a pu *liker* sur son Facebook durant les trois années précédentes... sauf si c'est un porte-parole dont la réputation porterait ombrage au mouvement : c'est par exemple le cas de Christophe Chalençon, fantasque leader autoproclamé des Gilets jaunes de Vaucluse, déconsidéré localement pour d'anciens posts anti-islam et pour des accusations d'escroquerie.

Que faire, se demandent les militants ? Dans les grandes villes, les « fachos » repérés sont chassés *manu militari* des cortèges, ce qui suscite fréquemment l'incompréhension des autres Gilets jaunes, voire leur animosité – ce sont parfois des groupes antifas qui ont dû quitter les cortèges¹⁰⁷. Mais avons-nous à faire à un mouvement confus qu'il s'agirait de remettre sur le bon chemin ? Est-ce que l'orientation que va prendre le mouvement dépend réellement de l'action – extérieure – des militants ?

Si, au fil des semaines, l'extrême gauche est de plus en plus présente et son influence de plus en plus sensible, elle n'arrive qu'avec peine à imposer ses pratiques et son discours. On en trouve une illustration lors de la première assemblée des assemblées qui a lieu à Commercy : alors que quelques heures plus tôt, un groupe de Gilets jaunes d'extrême droite a attaqué le cortège du NPA au sein de la manifestation parisienne, une déléguée propose de « *prendre position vis-à-vis de l'extrême droite* ». Mais d'autres lui répondent que « *le mouvement est, et doit, rester sans étiquette* » et qu'il faut faire la distinction « *entre l'extrême droite et le groupe fasciste auteur de l'agression* »¹⁰⁸. Le texte adopté par l'assemblée ne mentionne finalement que des « *groupuscules violents* » sans plus de précisions. On est très loin, on le voit, du militantisme antifasciste contemporain et des pratiques politico-culturelles « de gauche ». Il est vrai que bon nombre de Gilets jaunes ont intégré la définition courante de « fasciste », synonyme de « très méchant » et, selon cette logique, on ne peut pas en trouver parmi les Gilets jaunes qui luttent pour davantage de

106Le 17 novembre à Paris, Florian Philippot a été quelque peu chahuté à son arrivé sur un lieu de rassemblement de Gilets jaunes. À classer, au choix, dans la case « réaction antifasciste » ou dans « agression homophobe ».

107Beaucoup de Gilets jaunes ne savent même pas que « antifa » est le diminutif d'« antifasciste », et les amalgament fréquemment avec les « casseurs » ou les « blacks blocs ».

108« 2019, « année sans pareille » ? », *lundi.am*, 31 janvier 2019.

démocratie et de justice sociale ; les « fascistes » sont en face, du côté de Macron, de son mépris pour la démocratie, de sa police qui réprime les citoyens, des banques, etc. Certains militants découvrent que les critères de bien et de mal sont très relatifs, et qu'une analyse politique qui s'y appuie n'est valable que dans un milieu *ad hoc*. Sur les réseaux sociaux, les Gilets jaunes partagent des contenus qu'ils apprécient sans, généralement, se soucier de leur origine qui peut, parfois, se situer dans la dite « fachosphère ».

Autre exemple avec Étienne Chouard qui, pour beaucoup de Gilets jaunes, est devenu une sorte de vieux sage. Il suffit d'écouter quelques minutes cet enseignant – qui s'acharne depuis des années à trouver la pierre philosophale de la meilleure/vraie démocratie, d'où le RIC – pour comprendre qu'il est, bien que sans doute très intelligent, d'une grande bêtise, d'une grande naïveté et d'un manque abyssal de culture politique (sauf en ce qui concerne l'histoire de la démocratie). Le fait qu'il ait pu, il y a quelques années, reconnaître dans les travaux d'Alain Soral une critique intéressante de la finance mondiale confirme ce constat. Mais, pour une partie de l'extrême gauche, c'est la preuve qu'il est, *ad vitam æternam*, nazi et que ses idées le sont également... par exemple la démocratie directe ou le RIC ! Ce type de « raisonnement » et de condamnation est totalement incompréhensible pour la plupart des Gilets jaunes qui continuent d'inviter Chouard aux quatre coins du pays pour animer débats et ateliers... L'écart entre les pratiques des militants d'extrême gauche et celles des Gilets jaunes est ici flagrant.

Une saloperie d'influence ?

Nous avons jusqu'à présent évoqué l'échec politique des organisations d'extrême droite plus ou moins traditionnelles dans leur tentative de peser sur la mobilisation des Gilets jaunes et d'y introduire des préoccupations qui s'avèrent en décalage avec elle, en particulier la question migratoire. Nous revenons une dernière fois aux « fascistes » afin d'aborder un sujet plus épineux et d'une appréhension malaisée, mais qui nous paraît devoir être traité à part : celui de la galaxie Soral/Dieudonné et de son éventuel rapport avec le mouvements des ronds-points et, par là même, la question de l'antisémitisme.

L'organisation créée en 2007 autour d'Alain Soral, Égalité et Réconciliation (E&R), est en marge de l'extrême droite traditionnelle notamment du fait de la doctrine politique fluctuante qu'elle développe et qui s'avère d'un confusionnisme particulièrement baroque et déroutant ; son aspect organisationnel étant particulièrement réduit, son activité relève davantage de celle d'un *think tank* qui cherche à se donner une allure subversive et contre-culturelle.

La forme qu'a prise la mobilisation des Gilets jaunes ne lui doit rien et ne lui fait évidemment pas référence. Néanmoins, on peut constater avec surprise que les impasses dans lesquelles le mouvement est englué font écho aux thèses que développe Soral depuis des années via ses livres et vidéos¹⁰⁹. Davantage que tout autre responsable d'extrême droite, il pense avoir trouvé dans les Gilets jaunes une validation de ses théories et de ses prédictions, à savoir une expression de la lutte des classes qui oppose, selon lui¹¹⁰ : d'un côté le « système » identifié au grand capital et à une oligarchie financière « *judéo-protestante* » internationale et sioniste, localement représenté par la « *communauté [juive] organisée* », auquel se rattachent « *prédateurs* » et autres « *parasites* », en particulier la « *gauche sociétale alliée à la droite du capital* » ; de l'autre, le « *monde de la production* », c'est-à-dire les prolétaires/classes moyennes/petits patrons (c'est-à-dire « *le peuple* ») ;

109Son ouvrage de référence, *Comprendre l'Empire. Demain la gouvernance globale ou la révolte des Nations ?*

(Éditions Blanche, 2011, 237 p.) se serait vendu en quatre années, et malgré l'absence de promotion dans les grands médias, à plus de 100 000 exemplaires.

110Rappelons ici que Soral se revendique d'une formation théorique marxiste à laquelle il a ajouté de fortes doses de Proudhon, Sorel ou Maurras ; il a d'ailleurs été membre du PCF dans les années 1990 et se réclame de l'héritage intellectuel du stalinien Michel Clouscard. En 2005, il rejoint le FN mais le quitte quatre ans plus tard.

la révolte de ces derniers devant allier « *droite des valeurs et gauche du travail* », Maurras et Marx¹¹¹. Ce que le mouvement des Gilets jaunes charrie de plus négatif pourrait être condensé et caricaturé à l'extrême dans cette description.

Pour beaucoup, il ne s'agit là que d'ineptes élucubrations, pourtant, le site internet d'E&R est, parmi ceux à vocation politique, le plus fréquenté de France avec plus de sept millions de visites par mois. Mais son message est également promu par Dieudonné. Au travers des spectacles et des vidéos de cet humoriste et homme politique, ce type de discours antisémite touche une frange de jeunes prolétaires « dégoûtés » du « système », notamment dans les quartiers dits populaires¹¹². Si pour les militants de gauche Dieudonné est devenu une sorte de nazi franco-camerounais, il faut se rendre compte qu'il est toujours considéré par une large part de la population comme un simple humoriste, voire comme un humoriste « anti-système »¹¹³ et qu'il remplit les salles à chacune de ses tournées. Ses spectacles et ses vidéos ne sont d'ailleurs pas aussi bêtement construits que beaucoup le croient et ils peuvent être appréhendés à plusieurs niveaux. En réalité, seule une frange (difficilement quantifiable) de son public adhère, à divers degrés, au discours politique sous-jacent de ses spectacles ou plus clairement énoncé dans ses vidéos. Il peut être vu comme un résumé « pour les nuls » des théories de Soral : une critique du « système », des banques, des médias, etc., sous un angle qui mêle allégrement antisémitisme et antisionisme, et qui recoupe certains discours pro-palestiniens et anti-impérialistes. Si les initiés repèrent les allusions sous forme de clins d'œil qui rythment les différents sketches de Dieudonné, le public lambda passe à côté, comprenant tout au plus que le comique critique *certain*s juifs¹¹⁴, ceux qui sont censés contrôler les médias ou la finance. Le discours soralien de base bénéficie de la sorte d'une très large audience. Néanmoins, pour prévenir de nouvelles poursuites judiciaires, il semble que ses derniers spectacles soient devenus moins virulents, ce que regrettent les plus convaincus de ses spectateurs ; cette prudence est également sensible dans ses vidéos depuis quelques années. S'il y règle ses comptes et fait la promotion de ses produits, Dieudonné le fait désormais sur un ton appelant à la paix, la réconciliation, le pardon ou le dialogue, ce qui finit de déboussole les spectateurs les moins perspicaces.

Quid des Gilets jaunes ? Depuis le 17 novembre, Dieudonné se présente comme un soutien inconditionnel du mouvement. Il réalise sur le sujet plus d'une trentaine de vidéos – qui chacune font entre 200 000 et 400 000 vues ne serait-ce que sur Youtube, un score habituel pour lui mais qui est bien supérieur à celui que font par exemple les vidéos de Jean-Luc Mélenchon de la FI – et, très rapidement, il commercialise des chasubles jaunes sérigraphiées à ses couleurs, l'ananas et la quenelle¹¹⁵. Si il semble que de nombreux spectateurs de « Dieudo » participent à la mobilisation des Gilets jaunes, lui-même ne se rend qu'à une ou deux reprises sur des ronds-points où il est chaleureusement accueilli (il y disposait sans doute déjà de contacts). S'il est impossible de *mesurer*

111 Révolte devant aussi allier « Français de souche » et Français musulmans « *au nom de l'amour commun de la France* » en un véritable « *front de la foi* ». Cet aspect, longtemps présenté comme central par Soral, a depuis quelque temps été mis en veilleuse.

112 Où Soral jouit d'un large écho. Un ami, nous racontait il y a peu, en plaisantant amèrement, son quotidien de militant antifasciste dans une ville moyenne de province, dans un quartier où réside une population issue d'une immigration extra-européenne : « *Dans mon quartier ? Mais tout le monde est fasciste ! 90 % de mes potes y sont antisémites et à fond sur Soral...* ». En 2013-2014, E&R a joué, dans ces quartiers, un rôle dans la mobilisation contre le mariage homosexuel et la « théorie du genre ».

113 Y compris, encore aujourd'hui, aux marges de l'extrême gauche où son discours est acceptée car jugé antisionniste.

114 Pour se dédouaner, Soral utilise des termes précautionneux tels que « *communauté organisée* » (les juifs puissants et complotant) ou « *juifs du quotidien* » (qui eux ne seraient pas critiqués), ce qui n'empêche pas ses condamnations régulières par la Justice.

115 Le geste de la quenelle est popularisé par Dieudonné à partir de 2005 ; il devient un signe de reconnaissance pour ses fans. Ayant au départ le sens de « je te la fous jusque-là », il prend avec le temps une signification « anti-système » assez floue. Mais, pour une partie de ses pratiquants, il vise implicitement les tenants présumés de ce système, les juifs et Israël. Dieudonné a également composé une chanson sur ce thème, devenue une sorte d'hymne pour ses partisans.

l'influence des propos de Dieudonné sur le mouvement, on peut toutefois avancer qu'elle reste extrêmement marginale. On peut certes voir, de temps à autres, des Gilets jaunes faire le geste de la quenelle – signe anti-système pour les fans de Dieudonné, forcément antisémite pour ses détracteurs –, mais combien ses fans sont-ils au total en France ? Quelques dizaines ou quelques centaines ? Il faut être conscient que l'attention « antifasciste » qu'on y prête a sans doute un aspect déformant sur la réalité du phénomène. C'est à l'occasion de la manifestation du 22 décembre que les grands médias font pour la première fois le lien entre Gilets jaunes et l'humoriste lorsqu'un petit groupe de manifestants est filmé en train de chanter *La Quenelle* devant le Sacré-Cœur, à Montmartre. Mais, alors que les rangs des Gilets jaunes s'étiolent, la visibilité de ses fans s'accroît proportionnellement et attire encore davantage l'attention des militants et des médias. D'autant plus que durant la même période Dieudonné réalise une tournée à travers l'Hexagone ; quelques chasubles ananas apparaissent parfois dans les manifestations au lendemain de son passage dans une ville. Se préparant à récolter quelques morceaux du cadavre de la mobilisation, Soral et Dieudonné appellent à partir de mars, au regroupement des Gilets jaunes dans un « *canal historique* », rien moins que sous la bannière de Jésus Christ désormais considéré comme le premier Gilet jaune ! Une initiative qui n'a aucun impact sur le mouvement et ne se concrétise nulle part.

En février 2019, alors qu'une phase de décomposition du mouvement s'entame, une nouvelle campagne politico-médiatique vise à associer divers actes antisémites (tags, profanations de cimetières) aux Gilets jaunes, sans grand succès de par la grossièreté du procédé. Les insultes proférées par des manifestants contre Alain Finkielkraut (écrivain et chroniqueur de la prestigieuse radio France Culture), croisé dans la rue, arrivent alors à point nommé (16 février). Si la réaction majoritaire chez les Gilets jaunes semble surtout de ne voir là qu'un épiphénomène – et d'ailleurs « qui est ce Finkielkraut ? » – une partie de l'extrême gauche y trouve un terrain d'expression bien plus en adéquation avec sa nature, celui de la récupération politique. D'où, le 19 février, une manifestation à Ménilmontant « *contre l'antisémitisme et son instrumentalisation* » où se côtoient diverses organisations et groupes d'extrême gauche et antifascistes (dont les tenants d'un antiracisme « politique » et des théories postcoloniales). Le texte d'appel à la manifestation¹¹⁶ – qui relève d'avantage de l'uchronie que de l'analyse politique – explique que l'antisémitisme et le racisme sont causés par un regain du « *racisme identitaire rappelant celui de l'entre-deux-guerres* » et portés par « *une extrême-droite nostalgique du nazisme* » ; quant au gouvernement, vecteur d'un « *racisme structurel* », et à la classe politique, ils sont tout bonnement renvoyés à la Collaboration et la France de Vichy. Et de préciser, pour ceux qui auraient encore un doute, que la montée de l'antisémitisme en France n'a rien à voir avec le « *communautarisme musulman* ». Quant à l'instrumentalisation, elle aurait pour objet de « *salir les Gilets jaunes* » qui sont désormais exempts de toute critique puisque, comme le signale le texte, « *politiquement, mais aussi physiquement, les groupes d'extrême-droite sont mis à l'écart* ». Certains militants d'extrême gauche considérant que l'*happy hour* du mouvement des Gilets jaunes a sonné, ils n'apprécient en effet pas d'être ainsi qualifiés d'antisémites... De façon étonnante, le texte énonce que « *l'antisémitisme est une affaire bien trop grave pour la laisser à celles et ceux qui [les gouvernants], jour après jour, s'emploient à stigmatiser et à réprimer les minorités* »... comprenez qui pourra.

On peut dès lors se demander si, pour quelques personnes, il ne s'agit pas tant de dénoncer l'antisémitisme que son « *instrumentalisation* », afin de ne surtout pas heurter les groupes sociaux sur lesquels ils souhaitent influencer, qu'ils soient habitants des « quartiers populaires » ou Gilets jaunes. Nous pensons notamment à certains militants, membres des classes moyennes cultivées/politisées, qui considèrent que les prolétaires des champs et ceux des banlieues sont *par nature*

116« Contre les actes antisémites, contre leur instrumentalisation, pour le combat contre toutes les formes de racisme », appel signé par diverses organisations, UJFP, PIR, Collectif Rosa Parks, ATMF, FTCT, Femmes plurielles, Fondation Frantz Fanon, AFPS 63, Action Antifasciste Paris-Banlieue, NPA, etc. et par de nombreux intellectuels dont Toni Negri, Eric Hazan, Christine Delphy ou François Burgat.

antisémites, les uns par manque de culture, les autres parce qu'on les imagine musulmans... Un argument qui vaudrait comme une excuse et qui ouvre la voie à toutes les compromissions.

Par-delà le spectacle et les discours parisiens, localement, c'est la galère : si des antifas, parce qu'ils sont en assez grand nombre, peuvent casser la gueule d'un Gilet jaune qui vient de faire une quenelle dans une manifestation, certains militants s'essayent à une absconse pédagogie et, dans d'autres cas, d'autres évitent d'apporter une critique, tels ces membres du NPA qui ferment les yeux sur les chasubles ananas de leurs nouveaux copains... Pour recruter, certains sont parfois prêts à tout.

Il est vrai qu'*apporter* la contradiction n'est pas aisé. Les Gilets jaunes sont en effet désespérants lorsque, très souvent, ils ne voient pas en quoi les références à Dieudonné sont gênantes ; davantage que le nombre de gilets ananas, c'est bien cette incompréhension qui est problématique. Le discours de l'humoriste se voulant apaisé et rassembleur, simplement critique des banques et des médias, il n'est pas, au premier degré, perçu comme diviseur. C'est par contre le cas de celui qui tente péniblement d'expliquer en quoi l'ananas est un symbole fasciste à bannir. Les condamnations morales de Dieudonné n'ont que peu ou pas d'effet sur les Gilets jaunes, et le décrire comme un nazi ne fonctionne pas non plus.

À Commercy, durant l'Assemblée des assemblées : « *Un jeune de la cabane, qui avait picolé, s'est mis à chanter bien fort "Macron, la sens-tu, la quenelle, dans ton cul..." Sept à huit personnes se sont jetées sur lui, au sens propre, et un barbu lui a plaqué la main sur la bouche pour le faire taire. Il ne comprenait pas du tout pourquoi. Du coup, le même barbu s'est fait pédagogue : "C'est un chant fasciste. Tu chantes pas ça." Stupéfait, le même est sorti fumer une clope avec ses potes cabaneux. Il valait mieux aller en boîte à leur sens.* »¹¹⁷

Le rôle fondamental de l'antisémitisme moderne (depuis la rédaction par la police secrète tsariste des *Protocoles des Sages de Sion*), un rôle incapacitant et détournant de la contestation sociale, est ici manifeste. De ce point de vue, Dieudonné n'est pas tant la cause que le symptôme d'une crise plus profonde. L'incessante critique des banques et de la finance internationale à laquelle se livrent les Gilets jaunes trouve *en partie* son origine dans l'imaginaire collectif antisémite forgé sur internet qui, bien que se voulant moderne, intello et subversif, n'est qu'un replâtrage des vieux poncifs sur les juifs et la banque.

« *Dans cette optique, qui fait la part belle à l'équilibre économique pourvu qu'il soit bien géré, ce qu'il y a de mauvais dans l'économie ne peut être apporté que de l'extérieur : l'État fiscal, l'Union européenne, la « Finance » « cosmopolite » (et derrière sont parfois désignés les « juifs » et les « Illuminati »), les immigrés. La mécompréhension ou le refus d'admettre cette criante vérité que c'est le capitalisme – comme système de production de la richesse à partir de l'exploitation du travail humain – qui est en crise, ouvre grand la porte aux formes réactionnaires de sauvegarde de l'ordre en place. Dix ans d'activisme d'extrême droite sur internet pèsent lourdement sur ce suicidaire état de confusion dans lequel nombre de Gilets jaunes croient discerner une solution à leurs maux.* »¹¹⁸

L'hégémonie culturelle de l'extrême droite sur internet s'est forgée au fil des années, notamment via les thèmes conspirationnistes en tout genre, des francs-maçons¹¹⁹ aux Illuminati, qui participent du

117 Pierre Souchon, « Cindy, je t'écris de Commercy », *CQFD*, n° 174, mars 2019, p. 5.

118 « Appel de "Gilets Jaunes" de l'Est Parisien », 18 janvier 2019.

119 Lors de l'acte XVII (9 mars) à Tarbes, à la fin d'une manifestation nocturne de Gilets jaunes un groupe de plusieurs

développement d'une contre-culture populaire – interclassiste, mais à laquelle les prolétaires sont particulièrement sensibles – qui favorise l'éclosion d'une fausse conscience dans une fraction, certes très marginale mais très visible, des jeunes prolétaires (notamment parmi ceux de confession ou de culture musulmane). Dans cette galaxie confusionniste, Soral et Dieudonné sont deux pôles importants dont on perçoit occasionnellement des traces dans le mouvement des Gilets jaunes. Leurs récurrentes condamnations en justice sont, pour certains, autant de diplômes officiels de subversion et contribuent à leur succès : si l'État veut les faire taire c'est qu'ils disent la vérité. S'y ajoutent des vidéos de leurs amis ou ex-amis réalisées dans les manifestations, qui sont parfois très relayées par les Gilets jaunes.

Si des accusations telles que racisme, sexisme ou homophobie, nous semblent pour le moins fantaisistes, relevant davantage d'une stratégie médiatico-étatique de disqualification des Gilets jaunes, la question de l'antisémitisme est d'un autre ordre ; plus sérieuse car reflet de préjugés profondément ancrés dans la société, qui ne sont donc ni nouveaux ni spécifiques au mouvement des ronds-points. Les idées ne mènent pas le monde, elles le reflètent.

Les reculs théoriques et politiques de l'extrême gauche, depuis 20 ans (dans les fourgons d'Attac), ne sont donc ici d'aucun secours, au contraire. Ayant lâché la proie pour l'ombre, la critique du mode de production capitalistes (et en particulier de l'exploitation) pour celle de son aspect financier, des banques, de l'oligarchie, de la presse et des 1 %, ils offrent un terreau idéal à la confusion. Quant à la fixation sur la banque Rothschild, elle est parfois même entretenue par les prétendus intellectuels pro-Gilets jaunes, comme par exemple le député FI François Ruffin. Cette obsession des banques n'est nouvelle, elle est même récurrente dans l'histoire du mouvement ouvrier mais celui-ci avait au moins l'avantage de ramener la critique pratique du capitalisme sur le lieu de travail, au cœur de l'usine donc, de fait, au rapport social capitaliste, et il s'accompagnait, malgré tout, d'un projet internationaliste. Aujourd'hui la critique sociale a quasiment abandonné ce terrain. Cette présence au sein du mouvement d'un *terrain propice* à l'antisémitisme, ne s'explique pas tant par une *résurgence* des thèmes de l'extrême droite ; elle affleure plus probablement parmi les décombres confus d'un mouvement ouvrier défait. Pour autant, les Gilets jaunes « *se contrefoutent* » des juifs (Emmanuel Todd) et, s'ils ne lisent pas Marx, ils lisent encore moins Maurras ou Drumont.

dizaines de personnes attaquent les locaux de la loge maçonnique du Grand Orient de France, y pénètrent et saccagent les lieux.

05 / LA FORME DU MOUVEMENT

L'auto-organisation

D'emblée présents sur l'ensemble du territoire et par-delà les catégories professionnelles, les Gilets jaunes surprennent et réjouissent par le caractère spontané de leur mobilisation et par une volonté évidente de prendre leurs affaires en main. De fait, leur mouvement se construit en dehors de tout cadre organisationnel préexistant, syndical, politique ou autre, refuse toute hiérarchie ou toute forme de médiation : pas de chef, pas de représentant, une grande méfiance à l'égard d'éventuels porte-parole – ce qui complique la tâche des autorités – ou de tout ce qui aurait l'air de faire perdre une once de pouvoir à la base. Ce qui est au départ un mode de fonctionnement adopté spontanément se formalise, s'impose à lui-même telle une norme considérée comme suffisante pour lui assurer pérennité et authenticité. Une forme qui se suffit à elle-même et devient son propre contenu.

Cette auto-organisation est bâtie sur l'utilisation massive des réseaux sociaux, ce qui, au début, à quelque peu dérouté les militants. Désormais tout le monde, ou presque, manie Facebook, y compris les retraités, les chômeurs et les travailleurs pauvres ; c'est devenu le principal outil de communication des Gilets jaunes¹²⁰. On a beaucoup glosé sur ces réseaux, par lesquels certains expliquent la réussite de la mobilisation des Gilets jaunes tout comme, en 2011, celle des révoltes arabes. Pétitions, appels à la révolte ou même à descendre dans la rue ne manquent toutefois pas sur internet depuis des années, sans que cela n'ait jusqu'à présent provoqué un quelconque séisme social... on met alors en cause un nouvel algorithme de Facebook¹²¹. Mais cette mobilisation n'est pas que virtuelle, elle se couple, sur le terrain, avec l'activation de réels réseaux de sociabilité familiaux, amicaux, ou de proximité (boulot, sport, associations, etc.) ; on pourrait même parler de liens de solidarité d'allure « communautaire », tels que les connaissent encore parfois les habitants des petites communes et que les populations non issues d'une immigration extra-européenne vivant dans les grandes villes ont complètement oubliés.

Les très physiques ronds-points deviennent au fil des semaines de nouveaux lieux de sociabilité où une forte solidarité se déploie. Les Gilets jaunes s'y rencontrent, y discutent et flirtent... On finit même par y célébrer fiançailles et mariages. « *En fait, ça fait office d'agence matrimoniale leur truc. Ou du club de rencontres si vous préférez. Ce sont des solitaires à la base, des petits retraités, des petits jeunes... et qui, peut-être pour la première fois de leur vie, nouent des liens, parce qu'ils n'ont rien d'autre à faire une fois sur place* » explique le cinéaste Jean-Pierre Mocky¹²². On y croise aussi parfois des rituels qui semblent émerger du fond des âges, comme cette messe de minuit célébrée par des prêtres sur un rond-point de Somain, dans le Nord (il y aurait au total sept prêtres auprès des Gilets jaunes, ce qui en fait une profession très minoritaire au sein du mouvement). On comprend aussi que nombre d'entre eux n'étaient jusque-là inscrits dans aucun de ces réseaux de sociabilité, ou alors très médiocrement. Beaucoup de Gilets jaunes, à leur première arrivée sur un rond-point, sont seuls. Pour certains, c'est l'occasion d'éteindre la télé, d'en finir avec une période

120Si, en Égypte en 2011 ou en Irak en 2019, le patronat se plaint de la fermeture d'internet décrétée par le gouvernement pour freiner la protestation, on voit mal comment une telle coupure serait aujourd'hui envisageable en France. D'où, sans doute, les velléités croissantes de contrôle du contenu des réseaux sociaux ; les géants du Web sont de plus en plus mis à contribution afin d'y limiter l'expression de « la haine » – on voit, à l'occasion du mouvement des Gilets jaunes, que ce concept est fort extensible.

121Certains soulignent aussi le rôle des chaînes d'info en continu, qui, en quête d'audience, auraient malencontreusement contribué, dans un second temps, à amplifier le mouvement. Une révolte utilise pour son développement les canaux disponibles ; elle les trouve et, sinon, les crée. Une amie, alors étudiante, a fait début mai 1968 près de 30 km à vélo pour annoncer aux ouvriers de la grosse usine de métallurgie de sa région que la grève était en train de se propager partout ; elle provoqua leur débrayage immédiat.

122« Jean-Pierre Mocky préparait un film sur les gilets jaunes », *huffingtonpost.fr*, 8 août 2019.

de solitude, de parler avec quelqu'un, de trouver une nouvelle famille. « *Tu te rends compte, ça fait quinze jours que j'ai pas fait de mots croisés !* » Les plus radicaux y séjournent nuit et jour, et s'y regroupent en quasi-tribus en fonction d'affinités, parfois vaguement politiques, le plus souvent territoriales. Les Gilets jaunes, prolétaires atomisés, découvrent la vie en commun, la fraternité et l'intensité de la vie en période de lutte, avec tout ce que cela induit pour les plus impliqués : un puissant mélange d'inconfort et de plaisir et, donc, un refus viscéral du retour à la normale qui est caractéristique des mouvements sociaux les plus intenses. À noter que tout cela ne rime pas forcément avec débauche, puisque l'alcool est fréquemment banni des ronds-points. À partir de la fin décembre, l'occupation du rond-point devient une fin en soi, il s'agit de défendre la cabane qui y a été bâtie et où l'on se retrouve le soir. Souvent détruite et reconstruite à plusieurs reprises, elle finit quelquefois installée sur un terrain privé adjacent. Dans leurs incessantes références à la république et à la Révolution française, beaucoup de Gilets jaunes admettent qu'ils ont gagné la fraternité et qu'il leur reste à conquérir l'égalité et la liberté.

C'est sur ces ronds-points, ou sur un parking voisin, parfois au rythme des klaxons des camions, que les premières réunions de Gilets jaunes ont lieu. Comme souvent dans un mouvement social – ici d'autant plus qu'il n'a pas le soutien des confédérations syndicales – se pose le problème de trouver un local où se réunir et discuter, d'où fréquemment la construction de cette cabane qui n'est, en plein hiver, qu'un précaire et modeste pis-aller. Des mairies sympathisantes (FN, FI ou sans étiquette) mettent des fois à disposition une salle municipale. Les Gilets jaunes de Saint-Nazaire ont, eux, très rapidement squatté un bâtiment désaffecté pour en faire une « maison du peuple » et y tenir des AG quotidiennes ; c'est un cas exceptionnel. Ces réunions Gilets jaunes, qui ont lieu sous des appellations diverses (assemblées ou réunions citoyennes, AG, etc.), sont parfois assez chaotiques. Dans les premiers temps, il semble que le plus souvent ce soient les leaders autoproclamés qui occupent la tribune, et la parole, puis qui laissent la place à des questions, propositions et interventions des personnes présentes. Le refus de désigner/élire des chefs, des délégués, un porte-parole, ou même d'édicter un minimum de règles de fonctionnement offre certes beaucoup de liberté, mais entraîne souvent, localement, l'apparition de leaders plus ou moins autoproclamés qui s'imposent par leurs compétences organisationnelles ou leur bagout ; les administrateurs de groupes Facebook, de par leur position stratégique, y jouissent aussi souvent d'une forte influence. Mais ces petits chefs, s'ils retirent un bénéfice symbolique quotidien de leur activité, n'ont pas vraiment d'autorité et doivent se conformer aux grandes lignes du mouvement ; ils ne peuvent lui donner une autre orientation et, s'ils s'y essaient, risquent de se trouver violemment désavoués par la base et de perdre toute influence¹²³ ; c'est notamment le cas lorsqu'il devient manifeste qu'ils prétendent jouer un rôle politique national en annonçant, par exemple, vouloir créer un parti ou une liste pour les élections européennes¹²⁴.

Malgré leur caractère parfois très démocratiste, les réunions de Gilets jaunes ont au moins le mérite de réunir des individus en lutte, d'être l'expression d'une communauté de lutte, et non un simple agrégat de citoyens. On est à la fois très loin du formalisme gauchiste/citoyenniste qui s'avère bien souvent sclérosant et dont on trouve la caricature dans les AG étudiantes, et du blabla caractéristique de Nuit Debout ; les débats sont très/trop souvent centrés sur les aspects pratiques de la lutte, ce qui confère à ces réunions l'aspect de comités d'action.

La réunion collective et décisionnelle de l'ensemble des Gilets jaunes d'un rond-point ou d'une

123 Nous avons pu voir par exemple, au lendemain de l'acte III, un leader local autoproclamé, assez apprécié, annoncer que le mouvement avait assez duré et qu'il fallait lever les barrages ; puis, entamant le tour de ronds-points de son fief, se faire vertement tancer par la base et assister, médusé, au renforcement desdits barrages. Il mit quelques heures pour rétro-pédaler et appeler au durcissement du mouvement.

124 D'un point de vue plus pessimiste, on peut avancer l'idée que si les Gilets jaunes refusent d'avoir un « chef » c'est peut-être parce que les « figures » du mouvement ne sont pas assez intelligentes ou charismatiques à leur goût pour assumer cette tâche. Si ce ne sont pas les grands hommes qui font l'histoire, mais bien l'évolution des rapports de classe, certains peuvent indéniablement l'orienter. Un Beppe Grillo français aurait-il pu changer la donne ?

commune n'a rien de systématique. Elle met parfois du temps à se mettre en place, mais certains s'en passent, lui préférant la discussion informelle au coin du feu ou les réseaux sociaux. Facebook est d'ailleurs le principal lieu où l'on refait le monde, où l'on débat, et même où l'on prend des décisions, quand ce n'est pas sur des messageries cryptées comme Telegram ou Signal.

Au fil des semaines, s'il ne périlite pas, le fonctionnement se formalise et se ritualise, et les assemblées quotidiennes ou, le plus souvent, hebdomadaires deviennent le lieu d'affrontements d'ego et de militants. Comme on l'a déjà dit, les Gilets jaunes les plus actifs physiquement n'y sont pas les plus assidus.

On pourrait croire, depuis l'extérieur, que le mouvement peine à se structurer, et que ce refus de toute structuration est un frein à la mobilisation ; en fait, il est plus probable que les Gilets jaunes n'en ressentent guère le besoin. Les appels allant dans le sens d'une organisation minimale sont relativement rares : celui de Saint-Nazaire (21 novembre) propose de former des assemblées dans chaque ville le même jour à la même heure ; celui de Commercy (2 décembre), de créer partout des AG, des « comités populaires » (avec des délégués élus et révocables à mandat impératif) et des « maisons du peuple ». Il s'agit vraisemblablement de collectifs dont certains Gilets jaunes ont une expérience politique ou syndicale et voient dans une coordination le moyen de se renforcer et de peser davantage dans le rapport de force avec le gouvernement. Ceux qui relèvent de cette dernière catégorie, éparpillés à travers le pays, bien que jugeant ces appels bien critiquables, les font circuler car ils y voient un minimum de bases et des repères rassurants. Mais la plupart des collectifs n'en voient pas l'intérêt, considérant, avec un brin de naïveté sans doute, que le rapport de force est posé et que le gouvernement va bien finir par comprendre. D'ailleurs, s'il ne s'agit que d'organiser des manifestations hebdomadaires et des péages gratuits, Facebook est largement suffisant.

Des liens se créent parfois entre collectifs voisins, départementaux ou régionaux, et il faut attendre la seconde phase du mouvement, à partir de janvier, pour que s'amorce quelque chose qui ressemble à une coordination nationale des collectifs de Gilets jaunes : le week-end des 26 et 27 janvier a lieu l'Assemblée des assemblées (AdA) de Commercy, où se retrouvent une centaine de participants plus ou moins mandatés par 75 collectifs différents. Les 5, 6 et 7 avril, une seconde assemblée se tient à Saint-Nazaire, où, cette fois, 800 personnes sont censées représenter plus de 200 collectifs de Gilets jaunes (il est permis de douter de la réalité de certains d'entre eux). Les 29 et 30 juin a lieu une troisième AdA à Montceau-les-Mines. Cette fois-ci, seules 700 personnes sont présentes mais elles représentent désormais 246 collectifs de Gilets jaunes... alors que 42 groupes ont semble-t-il annulé leur venue à cause de la canicule. Des actions sont planifiées jusqu'à l'automne... mais il n'y aura en fait pas de suite.

On voit que plus le temps passe et plus le mouvement s'éteint, plus les collectifs de Gilets jaunes semblent nombreux et structurés. Enfin presque, puisqu'une quatrième AdA se tient à Montpellier les 1, 2 et 3 Novembre 2019, mais elle ne regroupe déjà plus qu'environ 500 délégués de 200 groupes locaux. Toulouse devrait accueillir une cinquième rencontre en 2020. On voit aussi qu'il n'y a pas d'urgence.

On entre en fait dans une autre temporalité, celle de la structuration d'un futur réseau, principalement destiné aux militants d'extrême gauche et altermondialistes arborant la chasuble jaune. Cette nouvelle coordination, dont le formalisme va croissant et qui aboutira à un échec, n'a, en définitive, que peu à voir avec le mouvement des Gilets jaunes. Il est de ce point de vue significatif que l'AdA ne rencontre que peu d'échos localement, surtout de l'indifférence ; elle est d'ailleurs ignorée des principales pages Facebook de Gilets jaunes. Il est vrai que le fait même de mandater/déléguer/élire rencontre une forte méfiance dans le mouvement ; dès lors, ce que l'on peut désigner comme la tendance assembléiste reste très minoritaire, et son noyautage par l'extrême gauche y contribue.

On peut noter que, paradoxalement, cette absence de structuration et d'encadrement explique sans

doute l'inhabituelle longévité (sans équivalent) du mouvement : personne n'a en effet d'autorité suffisante pour dire qu'il faut s'arrêter. Au contraire, il y a toujours quelqu'un sur Facebook pour fixer un rendez-vous au samedi suivant – alors que dans un mouvement classique il suffit généralement aux syndicats de ne pas appeler à une nouvelle manifestation pour qu'il s'arrête. Seul l'attrition progressive de la mobilisation semble capable de mettre un terme au mouvement des Gilets jaunes, ce qui, début juin, est quasiment le cas.

Stratégie et méthodes

N'ayant pas de revendications très définies, encore moins de structure ni d'état-major, le mouvement peine à établir une stratégie cohérente et efficace, et s'enferme dans diverses impasses. Le point de départ est, le 17 novembre, l'occupation par plusieurs centaines de milliers de personnes de plus de 2 000 ronds-points, c'est-à-dire de 2 000 carrefours censés représenter un intérêt stratégique ou symbolique. La mobilisation est ce jour-là impressionnante : la préfecture du Vaucluse recense par exemple 47 « *points de ralentissement ou de blocage* » ; dans le Nord, 40 points ; dans l'Aveyron, 35 ; à Fougères, en Ille-et-Vilaine, les ronds-points d'accès à la ville ainsi que les stations-service sont bloqués par 13 barrages et plus de 1 500 personnes. De nombreux incidents et accidents ont lieu avec des automobilistes irascibles ou affolés, au prix de nombreux blessés et tués ; bloquer une route ou une zone commerciale n'est pas si simple, et ce savoir-faire – que maîtrise par exemple très bien la CGT – les Gilets jaunes doivent l'acquérir sur le tas. L'une des spécificités de ce mouvement est qu'il se pense légitime, qu'il ne recule pas à l'idée d'agir de manière illégale, et qu'il ne respecte pas les codes et conventions en vigueur dans le domaine du politique ou de la contestation. Ce qu'il y a de plus emblématique, outre l'occupation des ronds-points, est la fréquente non-déclaration des manifestations en préfecture (avec responsables et trajet) alors que c'est obligatoire – un choix délibéré, presque une question de principe, et l'enjeu de fréquents débats.

L'objectif des Gilets jaunes est d'abord de se rassembler, de se montrer et de faire pression sur l'État afin d'obtenir gain de cause ; ayant pris conscience de leur puissance et de leur potentiel pouvoir de nuisance, une bonne partie des collectifs de Gilets jaunes se lance dans des blocages décousus et désordonnés de l'économie (différents en fonction des régions et des villes) : beaucoup espèrent ainsi frapper au portefeuille les grands patrons, qui, eux, ont l'oreille de Macron. « Spontanément » le mouvement renoue avec une forme classique de protestation, le blocage des routes, théorisé au début des années 2000 comme « blocage des flux » et auquel, à partir des années 2010, semblent de plus en plus souvent recourir les protestataires, à mesure que le nombre de grévistes se réduit. Cela prend plusieurs formes :

- > des barrages routiers immobilisant parfois des centaines de camions ;
- > des blocages de site tel que MIN, plates-formes de distribution, enseignes de la grande distribution, centres commerciaux ; dans quelques villes, les rayons de commerces ou de supermarchés commencent à se vider faute de ravitaillement ;
- > des blocages de stations-service ou de dépôts pétroliers donnant à voir, durant les premières semaines du mouvement, des signes de pénurie de carburant dans diverses régions (Bretagne) ;
- > des blocages de zones industrielles ou de sites stratégiques comme les raffineries ;
- > l'occupation de péage d'autoroute et des opérations péage gratuit ; les sociétés d'autoroute évoquent mi-décembre près de 250 péages concernés.

À la recherche d'un blocage efficace s'ajoute généralement la volonté d'être visible sans pour autant pénaliser « les gens ». D'où, sans doute, le fait qu'il y a peu d'occupations de gare et de voies ferrées, dont l'impact économique serait pourtant important. D'où aussi le fait que, lorsqu'une zone commerciale ou un site industriel est bloqué, on laisse le plus souvent entrer les salariés du lieu,

mais ni les camions de livraison, ni les clients. Ces actions font écho aux actions de blocage de 2006, 2010 ou 2016 (ou s'en inspirent) ; elles sont, en certaines occasions, bien plus efficaces que les blocages organisés par la CGT, qui conservent généralement un caractère symbolique et limité dans le temps, sont toujours très encadrés, réalisés en étroite collaboration avec la police et ne laissent aucune place à l'improvisation ou aux envies des participants. Avec les Gilets jaunes, c'est tout le contraire. Ils tentent par exemple, pour mener leurs actions, de déjouer la surveillance de la police (notamment par l'utilisation de messageries cryptées) et, en cas d'expulsion, ils se retirent mais se réinstallent dès que les forces de l'ordre ont tourné le dos. Pourtant, même si certains barrages sont maintenus pendant plusieurs semaines, ces opérations souffrent d'un manque de constance et d'un caractère décousu qui nuisent à leur efficacité.

Elles sont souvent l'occasion de « débordements », tels la destruction de chariots de supermarché, de radars, l'incendie de barrières de péage ou de locaux de société d'autoroute, et diverses dégradations. L'entreprise Vinci, exploitant une partie des autoroutes, évoque à la mi-décembre la destruction sur son réseau de « six bâtiments, trente-trois véhicules d'intervention et quinze plates-formes de péage »¹²⁵. Ces « dérapages » sont toutefois fréquemment contrôlés, parfois même discutés en AG et votés à main levée, c'est par exemple le cas, le 18 décembre, de l'incendie du péage de Bessan¹²⁶. S'y ajoutent de nombreuses initiatives clandestines de petits groupes de Gilets jaunes, encore moins légales et plus ou moins revendiquées : menaces ou attaques contre des élus pro-Macron, dégradations de leur permanence, de leur véhicule ou de leur domicile ; actions contre les centres des finances publiques (portails cadénassés, portes murées) ; sabotage de réseaux de fibre optique ou de téléphonie¹²⁷ ; platanes abattus sur les routes ; etc.

Les blocages et la grève

« – On pourrait aller devant le Medef, c'est juste à côté.
– C'est quoi le Medef ? »¹²⁸

Les blocages des Gilets jaunes ont-ils un impact sur l'économie ? Le gouvernement annonce qu'ils seraient notamment responsables de la baisse que connaît la croissance française au quatrième trimestre 2018... bien que, en fait, son ralentissement soit perceptible dès le premier trimestre de la même année. Selon Bercy, ces actions provoquent de forts dysfonctionnements, notamment dans le secteur de la grande distribution, qui enregistre d'importantes baisses de chiffre d'affaires les jours de manifestation : 35 % le samedi 17 novembre et 18 % le samedi suivant. Les collectifs de Gilets jaunes n'étant pas tous aussi radicaux, la situation n'est pas uniforme. Dans quelques villes, les rayons des supermarchés et des supérettes se vident durant les quinze premiers jours (à Alès par exemple). Au nord d'Avignon, la plus grande zone commerciale d'Europe connaît au mois de décembre 2018 une baisse de 17,8 % de son chiffre d'affaires du fait d'incessantes actions à son encontre, et aussi parce qu'un collectif de Gilets jaunes particulièrement « déter » a pris ses quartiers sur une barrière de péage à 300 m de là. Mais cette réalité reste ignorée par la majorité des habitants du pays, et assez rapidement, du fait de la baisse de la mobilisation, beaucoup de blocages se transforment en simples barrages filtrants, et progressivement les longues files de poids lourds disparaissent et les Gilets jaunes cessent de perturber la circulation, se bornant à une présence symbolique.

125« Les “Gilets jaunes” ont coûté “plusieurs dizaines de millions d’euros” à Vinci Autoroutes », lemonde.fr, 17 décembre 2018.

126Jérôme Diesnis, « Hérault: Quarante et une personnes arrêtées après l'incendie du péage de Bessan », 20minutes.fr, 8 janvier 2019.

127Jérémy Michaudet, « Sabotage de réseaux : de nouvelles mises en examen », laprovence.com, 13 juin 2019.

128Deux Gilets jaunes à Niort, le 24 novembre.

Alors que le mouvement est initialement accusé de poujadisme, ce sont probablement les commerçants des centres-villes qui en ont le plus « souffert » car régulièrement obligés de fermer boutique par crainte ou pour cause d'émeute. La saison est, par exemple, catastrophique pour les divers marchés de Noël censés animer le cœur de nombreuses localités. Mais la situation peut varier d'une ville à l'autre – nombre d'habitants de Montpellier vont, par exemple, faire leur courses du samedi dans les petites villes de la région où les Gilets jaunes sont moins virulents. Enfin, contrairement à ce qu'on croyait, il n'y a pas eu de repli sur le Net, et même une entreprise comme Amazon – dont les entrepôts ont été la cible de plusieurs blocages – aurait connu une baisse de son chiffre d'affaires. Les Gilets jaunes peuvent être considérés comme une gêne pour l'esprit de consommation de Noël. Mis à part les sociétés d'autoroute, qui comptent des dizaines de millions d'euros de dégâts et de pertes, ce sont surtout des PME et TPE de province qui ont subi les conséquences du mouvement (blocage de la clientèle, livraisons empêchées, personnel bloqué, pertes de denrées périssables, annulation de réservations, etc.). Très rapidement, les régions et les Chambres de commerce et d'industrie mettent en place des fonds de soutien ; début février, près de 5 000 entreprises ont déposé une demande d'activité partielle pour environ 70 000 salariés au motif de l'action des Gilets jaunes. Les demandes accordées se concentrent sur l'île de La Réunion pour 64,7 % des heures autorisées, en Occitanie (près de 10 %), dans le Grand-Est (4,15 %) et dans les Hauts-de-France (4,4 %). Les chiffres impressionnent, mais si on les rapporte à l'économie du pays – plus de 3 millions d'entreprises (si l'on excepte les microentrepreneurs) et 25 millions de salariés – on voit que l'impact est minime, dérisoire... toutefois il est sans doute l'un des plus importants provoqués par un mouvement social depuis bien longtemps. Même si ce n'est pas ainsi qu'on mesure les mouvements de révolte, cela en dit long sur l'état de la lutte des classes.

Les Gilets jaunes, certes inexpérimentés, inorganisés et balbutiants, auraient-ils pourtant mis le doigt là où il faut faire mal ? La circulation plutôt que la production ? Ce serait rassurant de penser qu'on a enfin découvert la formule permettant d'abattre le capitalisme. Pourtant, bloquer, c'est bloquer le travail *des autres* ; c'est bien parce que des travailleurs produisent des marchandises et que d'autres les transportent que le blocage a un « impact ». Par définition, la sphère de la circulation n'est d'ailleurs pas centrale mais en amont et en aval de la production. En mai 1968, alors que 10 millions de travailleurs étaient en grève, il n'y avait plus aucun flux à bloquer ! Ces événements montrent d'ailleurs que, pour faire la révolution, il ne suffit pas *d'arrêter* la production – car celle-ci redémarre forcément un jour –, mais qu'il faut la bouleverser de fond en comble (et donc très probablement en abandonner la plus grande partie), tout comme les rapports sociaux qui vont avec.

Faire la grève n'est jamais simple, on le sait, ça l'est d'autant moins pour des prolétaires pour qui les fins de mois sont déjà difficiles, qui ont un crédit sur une voiture ou une maison, qui bossent dans de petites boîtes ou sont des « précaires ». Alors, oui, « *le mouvement des Gilets jaunes s'arrête aux portes des entreprises, c'est-à-dire là où commence le règne totalitaire du patronat. Ce phénomène résulte de différents facteurs. Retenons-en trois : 1) L'atomisation de la production, qui voit un grand nombre de salariés travailler dans des (très) petites entreprises où la proximité avec l'employeur rend très difficile la possibilité de faire grève. 2) La précarité d'une grande partie des salariés, qui détériore gravement leur capacité à assumer une conflictualité dans les boîtes. 3) L'exclusion et le chômage, qui placent en dehors de la production bon nombre de prolétaires. Une grande partie des Gilets jaunes est directement concernée par au moins l'une de ces trois déterminations* »¹²⁹.

Dans le cadre de ce mouvement s'ajoute le fait que l'arrêt de travail est bien souvent associé aux syndicats, dont les Gilets jaunes se méfient, et qu'ils n'en connaissent généralement pas les

129 Appel de « Gilets Jaunes » de l'Est parisien, 18 janvier 2019.

modalités (certains pensent par exemple que seuls les syndiqués ont le droit de grève, d'autres espèrent que les patrons feront grève eux aussi, etc.). De plus, nous l'avons vu, le discours interclassiste des Gilets jaunes agit comme des œillères qui parasitent leurs choix tactiques et stratégiques. Tout le monde continue donc de travailler. Certes quelques-uns posent des journées de congé, se font porter pâle, d'autres sont retraités ou chômeurs, mais, comme on l'a dit, la plupart des Gilets jaunes sont des travailleurs qui ne participent au mouvement qu'en dehors de leurs heures de travail ou le week-end. D'où les rotations, tours de garde, ceux qui, à la sortie du boulot, viennent relayer les retraités sur les ronds-points, etc. Évidemment, il n'est pas simple de mener une insurrection, encore moins une révolution, tout en travaillant trente-cinq heures par semaine... Même à mi-temps, cela ne peut donner au mieux qu'une demi-insurrection.

Les grèves véritablement liées aux Gilets jaunes sont très exceptionnelles : à Boulogne, on signale début décembre le débrayage pendant deux heures des employés d'une plate-forme d'appel¹³⁰. Le plus souvent ce sont les Gilets jaunes qui, localement, viennent soutenir les grévistes de petites entreprises en grève (Lyon, Vaucluse), fréquemment parce qu'ils ont un contact à l'intérieur, ou que l'un des grévistes est *par ailleurs* Gilet jaune. Parfois des salariés donnent des infos aux Gilets jaunes ou combinent avec eux pour rendre plus efficace le blocage de l'entreprise, perturber au mieux la production sans que les salaires ne soient impactés (Marseille, Toulouse), etc. Des réseaux de soutien et de complicité se constituent (notamment avec le soutien de militants d'extrême gauche ou de prolétaires communistes), mais aucune étincelle ne provoque une généralisation de la grève.

L'État et les dits partenaires sociaux font d'ailleurs tout pour éviter une extension du mouvement des Gilets jaunes à d'autres secteurs où le mode d'action serait forcément la grève. L'extension un temps espérée (début décembre) vers les chauffeurs de VTC, ambulanciers, agriculteurs, lycéens et étudiants, ou encore routiers n'a finalement pas lieu. Ce dernier exemple nous semble emblématique : alors que le mouvement des Gilets jaunes bat son plein, la nouvelle en enthousiaste plus d'un : les syndicats FO et CGT des chauffeurs routiers appellent à une grève illimitée à partir du dimanche 9 décembre. Il s'agit pour eux de protester contre une décision du Conseil d'État concernant le paiement majoré de leurs heures supplémentaires ; grâce à l'intervention du gouvernement, un accord est aussitôt trouvé avec le patronat, et les syndicalistes retirent leur appel, empêchant une éventuelle contagion qui, d'un point de vue matériel, aurait pu avoir des conséquences désastreuses pour la bourgeoisie.

Autre espoir avec les lycéens, qui dès la première semaine du mouvement commencent à bloquer des établissements. Leur mobilisation n'est malheureusement qu'une brève flambée, assez violente et très durement réprimée par la police ; elle s'arrête malgré l'imminence des vacances de Noël, qui, théoriquement, auraient dû favoriser la mobilisation. Quant aux étudiants, bien qu'aiguillonnés par les militants d'extrême gauche, ils n'ont quasiment pas réagi aux événements.

Une autre catégorie, généralement plus discrète, est aussi sortie de sa réserve : le patronat, qui n'a pas hésité à ouvrir son porte-monnaie pour venir en aide à Emmanuel Macron. Si la mise en place de « *primes de fin d'année exceptionnelles* » (défiscalisées) annoncée par le président provoque quelques grèves – par exemple les salariés des Apple Store en décembre ou ceux de Toyota Tsusho à Onnaing en janvier 2019 –, l'objectif est inverse : éviter que les salariés des grandes entreprises ne rejoignent le mouvement des Gilets jaunes. Le versement de primes allant de 300 à 1 000 € est rapidement décidé dans de grandes entreprises comme Orange, SFR, SNCF, RATP, Michelin, Engie, La Poste ou encore Essilor. Au total, ce sont 200 000 entreprises qui, de décembre à mars, accordent une prime d'en moyenne 450 € à près de 2 millions de salariés. Sous des airs brutaux et maladroits, Macron et son gouvernement jouent en fait relativement bien, empêchant toute extension de la contestation.

Mais il est vrai qu'ils peuvent bénéficier du concours des bureaucraties syndicales, et en particulier

130« Rapide aperçu du mouvement des Gilets jaunes à Boulogne-sur-mer », *op. cit.*

de la CGT, qui veillent au grain afin que leurs troupes ne s'engagent pas dans une aventure aussi imprévisible et incontrôlable que celle des Gilets jaunes et ne soient pas contaminées par leur énergie.

Dans les jours qui précèdent le 17 novembre, les syndicats, à l'image des organisations de gauche, sont d'abord très méfiants ; la CGT dénonce « *clairement une mobilisation d'extrême droite* » et SUD-Solidaires, une « *manipulation de l'extrême droite* ». Avec de telles prises de position qui sont autant de consignes « antifascistes », les initiatives locales ne peuvent qu'être modestes. Le syndicat CFDT de la société de transport de Saint-Étienne, qui dépose un préavis de grève pour le 17, ou encore le syndicat CGT des agents d'accueil et de surveillance de Paris, dont le secrétaire général explique : « *La confédération est contre parce que, soi-disant, l'extrême droite est à l'origine du 17 novembre. Moi, je m'en moque de la politique. Je n'y vais pas pour les renforcer, j'y vais pour défendre le peuple. Plus personne n'arrive à vivre, à trouver du travail* »¹³¹. Nous ne sommes plus dans ce XX^e siècle où la ligne de la CGT était dictée par le PCF et appliquée sans sourciller jusque dans chaque boîte ; la bureaucratie reste toutefois puissante.

Réunis le 6 décembre pour évoquer les Gilets jaunes, les syndicats CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa et FSU publient un communiqué commun dans lequel ils se posent comme de possibles partenaires de négociation avec le gouvernement pour résoudre la crise et dénoncent la violence des manifestants (sans évoquer celle de la police). Solidaires refuse de signer ce communiqué qui, par ailleurs, ne rencontre aucun écho, mais qui donne le ton.

Au fil des jours, certaines fédérations et syndicats tels CGT-Lafarge ou SUD-rail lancent pourtant des appels à rejoindre les Gilets jaunes pour les actes III et IV de la mobilisation ; la fédération commerces et services de SUD-Solidaires le fait aussi, tout en condamnant les « *agissements racistes, sexistes ou homophobes qui peuvent exister parmi eux* ». D'autres évoquent prudemment une possible convergence, mais se concentrent sur la journée de mobilisation du vendredi 14 décembre, à laquelle appelle la direction de la CGT. Dans le contexte des négociations annuelles obligatoires, tendues dans certains secteurs, il s'agit pour la confédération de profiter de la grogne pour façonner une protestation parallèle. La grève générale du mardi 5 février s'inscrit dans la même démarche, tout en misant sur le déclin du mouvement des Gilets jaunes, auquel la CGT pourrait offrir un débouché. Cette journée miroite pourtant pour les Gilets jaunes militants et les plus politisés comme le dernier espoir de relancer le mouvement. Une partie des collectifs de Gilets jaunes s'y greffe et appelle à la prolonger, à la transformer en grève illimitée. Mais, comme on pouvait s'y attendre, la confédération ne jette pas toutes ses forces dans une bataille qu'elle ne souhaite pas mener. C'est l'échec pour tous. On peut aujourd'hui se demander si, désormais, la grève générale ne fonctionne pas comme un mythe *démobilisateur* : davantage qu'on ne la prépare, on *l'attend* en espérant l'irruption dans la lutte des gros bataillons du prolétariat (cheminots, dockers, camionneurs, travailleurs des raffineries, etc.), c'est-à-dire, il faut le reconnaître, ceux de la CGT.

Malgré la présence de syndiqués ou d'anciens syndiqués parmi les Gilets jaunes – qui parfois préfèrent taire leur affiliation –, les bureaucraties syndicales gardent une prudente distance avec les Gilets jaunes. Il semble pourtant qu'une partie de la base, quelques syndicats ou fédérations, ait été favorable à une rapide jonction, mais leurs appels n'ont pas été suivis, et les bureaucraties ont, très logiquement, réussi à gérer la situation. Les rapprochements sont de fait compliqués par l'allergie antisyndicale de nombreux Gilets jaunes, que les manœuvres confédérales de décembre n'apaisent guère. Si des rencontres se font, c'est à très petite échelle, localement, dans telle ville un appel commun entre une union locale CGT et un collectif de Gilets jaunes modéré (Martigues, Avignon), dans telle autre un soutien à une entreprise en grève (nous y reviendrons).

Avec le caractère totalement imprévisible et ingérable de la mobilisation des Gilets jaunes apparaît, en creux, le rôle d'encadrement et de représentation de la classe ouvrière historiquement joué par

131 Amandine Cailhol, Gurvan Kristanadjaja, « 17 novembre : débordés, les syndicats se raccrochent à leurs méthodes », *Libération*, 13 novembre 2019.

les organisations syndicales ; leur faiblesse prive l'État d'un interlocuteur, mais aussi d'un partenaire qui aurait pu ici être capital. Ce n'est que lorsque brûlent les voitures dans les beaux quartiers de la capitale que la bourgeoisie redécouvre l'intérêt de ces corps intermédiaires qu'elle s'est acharnée à réduire depuis des années.

Avec l'échec des blocages et celui de l'extension du mouvement, ce sont les manifestations du samedi qui s'imposent comme les moments forts de la mobilisation. Cette nouvelle pratique naît d'une volonté de ne pas s'enfermer sur les ronds-points, mais correspond aussi à un désinvestissement de ces derniers du fait d'une plus faible mobilisation et d'évacuations par la police qui deviennent plus fréquentes. Alors qu'il perd en force, voici que le mouvement gagne en impact, du moins est-ce l'image qu'il donne de lui-même.

Cette nouvelle focalisation sur les grandes villes permet une présence accrue de leurs habitants, qui, pour diverses raisons, n'avaient pas participé aux opérations sur les ronds-points et les péages. Cela contribue à l'évolution de la sociologie des Gilets jaunes et favorise également l'intervention des organisations ou des groupes politiques.

Les manifestations entraînent aussi un recentrage de l'attention sur la capitale, renforçant du même coup ce choix du rapport de force avec l'État ; les Gilets jaunes visent les quartiers les plus bourgeois de la capitale, là où se trouvent les centres du pouvoir, les Champs-Élysées, les ministères ou le palais de l'Élysée. Idem dans les grandes villes de province, où les Gilets jaunes visent préfectures et sous-préfectures. Il s'agit souvent de manifestations non déclarées, au parcours imprévu et qui ne ressemblent pas aux cortèges syndicaux traditionnels dits traîne-savates ; rompant avec des us et coutumes militants immémoriaux, elles sont beaucoup plus dynamiques et imprévisibles et, surtout, caractérisées par de surprenantes irruptions de violence prolétarienne (nous y reviendrons). Pourtant, certains, et pas seulement les plus militants, se rendent compte que c'est un nouveau rituel qui se met en place, certes spectaculaire, un duel viril avec les forces de l'ordre qui ne peut, en toute logique, mener qu'à la défaite car, comme le dit le proverbe, « *on n'affronte pas un boxeur professionnel avec des gants de boxe* ». Début janvier, le ré-encrage sur les ronds-points et la relance des actions de blocage économique deviennent pour eux une nécessité. Mais il est trop tard.

Le militant et les prolétaires

« La révolution est un instinct plutôt qu'une pensée, c'est comme instinct qu'elle livre ses premières batailles. Voilà pourquoi les philosophes, littérateurs et politiciens qui ont leurs petits systèmes tout faits et s'évertuent à serrer dans des formes et des limites déterminées cet océan sans bornes, s'avèrent tout aussi sots et débordés. »¹³²

« Il y a longtemps que j'attends l'année dernière. Mais je crois bien qu'elle ne reviendra plus. »¹³³

Si l'appel à la mobilisation du 17 novembre rencontre un rapide soutien du RN et de partis de droite, c'est l'incompréhension et la méfiance qui dominent au début parmi les organisations de gauche et d'extrême gauche. Au sein de la FI, où les partisans d'un « populisme de gauche » souverainiste et ceux d'une union de la gauche se toisent, on ne soutient que du bout des lèvres un

¹³²Mikhaïl Bakounine, avril 1848. Cité par Henri Arvon, dans *Bakounine ou la vie contre la science*, Seghers, Paris, 1966, p. 66.

¹³³Philippe K. Dick, *En attendant l'année dernière*, 1966.

mouvement dont on débat, au départ, du caractère ou non « fasciste ».

Nombre de militants de gauche et d'extrême gauche sont gênés par cette mobilisation qui ne correspond à aucun schéma connu, ressemblant tout au plus aux luttes antifiscales ou d'automobilistes habituellement classées comme « de droite ». La focalisation initiale sur la taxation du gasoil et sur son interclassisme affiché avant le 17 laissent pour le moins dubitatif quant à son intérêt. Les responsables sont donc divisés sur la position à prendre. Le NPA explique quant à lui dans un communiqué du 31 octobre qu'il ne participera pas à la journée du 17 novembre pour ne pas se mêler aux « *manœuvres des patrons et aux récupérations de l'extrême droite* » ; certains groupes locaux décident cependant d'y participer, comme par réflexe, pour « *ne pas laisser le champ libre à l'extrême droite* »... un programme pour le moins minimal que l'on retrouve fréquemment chez les militants en ce début de mobilisation.

Les rares incidents survenus le 17 novembre, très largement relayés par les médias bourgeois et par l'internet d'extrême gauche, arrivent à point nommé pour confirmer les préjugés : on a affaire à un mouvement qui serait « *par nature* », « *évidemment* », fasciste, « populiste », interclassiste, de droite conservateur, poujadiste, réactionnaire, « islamophobe », insensible à la question écologique, etc. Tout bon militant sait en effet trouver dans la réalité ce qui le conforte dans ses positions ; ici il ne s'en prive pas.

En fait, le soulèvement des Gilets jaunes émerge d'un angle mort de la critique « de gauche ». Les militants des organisations d'extrême gauche et des tendances à la mode, en grande partie issus de classes moyennes et supérieures, sont en complet décalage avec ce monde qu'ils ignorent et dont ils se désintéressent, qui se situe hors des grandes villes et de leurs banlieues, et dont aucun livre ne parle (sinon ceux de Christophe Guilluy, « preuve » du caractère réac de ce thème). D'où un mépris pour ces populations de beaufs qui mangent de la viande rouge, regardent la télé et sont atteintes de toutes les phobies du moment. Un mépris de classe. On en croise parfois l'expression dans des communiqués de groupes expliquant aux occupants des ronds-points pourquoi ils ne rejoindront pas la mobilisation, mais qui sont écrits dans un jargon incompréhensible pour le Gilet jaune lambda et publiés sur des sites confidentiels...

Certains ont néanmoins du mérite, car il est des positions qui nécessitent de savantes contorsions théoriques : d'une part, dénoncer un « système » produisant et inoculant « structurellement » les discriminations partout, dans les rapports sociaux et jusque dans l'esprit des individus et, de l'autre, déplorer que ces individus aient de tels comportements... On ne sort de ce paradoxe que par le haut : croire qu'il ne s'agit en définitive que d'un choix individuel (refuser ou accepter l'inacceptable), croire qu'on appartient au groupe de ceux qui, après mûres réflexions, ont fait le bon, à une sorte d'élite militante/universitaire... Combien d'entre eux, au vu de ses « travers » nationalistes, auraient en 1871 rejoint les rangs de la Commune de Paris¹³⁴ ?

Il est vrai aussi que nombre de militants ressentent une profonde déception quant à ces prolétaires français perçus comme ayant sombré dans l'apathie, la propriété immobilière et le vote FN/RN. À quoi bon les rejoindre puisqu'ils ne se sont pas bougés avant ? *Cheh !* Puisque, contre la loi Travail ou les réformes des retraites, ils n'ont pas répondu aux appels des syndicats et des partis ? Puisqu'ils ne se mobilisent que pour le prix du diesel ? Puisqu'ils ne pensent qu'à leur « pouvoir d'achat »¹³⁵ ? Mais se poser la question « faut-il y aller ou pas ? », c'est être, consciemment, à l'extérieur de cette mobilisation, et par là même en dehors de quelques réalités.

Mis à part quelques insurrectionnalistes particulièrement opportunistes, il va falloir plusieurs jours, après le 17 novembre, pour que les militants de gauche (FI) et d'extrême gauche (LO, NPA, AL,

134Non, ni les marins de Kronstadt 1921 ni les ouvriers de Berlin 1953 n'étaient exempts de ce que l'on nomme aujourd'hui racisme, sexisme, homophobie, etc. Quant aux ouvriers espagnols révolutionnaires de 1936, on sait désormais à quel point ils étaient d'affreux machistes. Le dénoncer permet de nous convaincre que « nous », au moins, avons raison.

135L'usage de l'expression « pouvoir d'achat » est réhébitorique pour certains militants qui imaginent aussitôt des prolétaires achetant des écrans plats, des iPhones et du Nutella ; ils lui préfèrent généralement le syntagme « augmentation des salaires », jugé plus noble, bien qu'avec un salaire on ne puisse qu'acheter des marchandises.

etc.), et autres anarchistes et autonomes se rendent compte qu'ils sont en train de louper quelque chose (les affrontements avec la police vont en convaincre plus d'un). En fait, leur implication est tout aussi lente et croissante que la mobilisation des Gilets jaunes va être déclinante ; elle contribue de plus à l'évolution sociologique du mouvement.

Première apparition en force le 29 novembre, place de la République, lors d'un meeting à l'initiative de François Ruffin et des co-organisateurs de Nuit Debout, notamment Sud et le NPA ; on y croise le comité Vérité pour Adama (qui parle au nom des « quartiers populaires ») tout comme l'incontournable Frédéric Lordon. Devant plusieurs centaines de spectateurs, le député de la Somme explique à l'auditoire qu'il faut « *apporter son soutien à un peuple qui est déjà en train de bouger* » : « *Vous avez une responsabilité, Paris a une responsabilité. Les grandes villes de province ont une responsabilité. Parce qu'on sait que le public qui se trouve ici, il est sans doute plus éduqué, plus diplômé, et avec un meilleur salaire potentiellement qu'un certain nombre de Gilets jaunes. Vous appartenez, comme moi, à la classe intermédiaire, la classe qui a le choix de derrière qui elle se range, derrière le haut ou derrière le bas.* »

Ces organisations appellent donc à participer à l'acte III (1^{er} décembre) à Paris. Il s'agit, à partir d'un point de rendez-vous spécifique, la gare Saint-Lazare, de rejoindre les Gilets jaunes réunis aux Champs-Élysées tout en conservant ses revendications, banderoles et slogans respectifs. Le 8 décembre, rebelote avec un cortège, où très peu de chasubles jaunes sont visibles, qui rassemble divers groupes et collectif d'extrême gauche dont un groupe queer, l'Action antifasciste Paris-Banlieue, des organisations féministes ou bien encore des étudiants de Tolbiac. Une militante explique : « *c'est à nous de nous bouger pour obtenir le résultat qu'on veut, à savoir mobiliser les gens qui ne sont pas spécialement politisés sur les questions de LGBTphobies ou de racisme. C'est le moment de parler à ces personnes en se retrouvant avec elles en manif. Ce n'est pas dit que ça marche, mais il n'y a que comme ça qu'on crée des ponts* »¹³⁶. Il s'agit en effet pour beaucoup d'obtenir cette fameuse « convergence des luttes », chaque militant voulant que la lutte qu'il incarne soit juxtaposée à celle des Gilets jaunes (qui ne sont plus des fachos) contre un ennemi mal défini mais qui semble commun. Malencontreusement, les Gilets jaunes sont dans une tout autre logique, ne représentant qu'eux-mêmes ou bien tout « le peuple », et se battant « *pour tous* »...

C'est alors fréquemment le choc, le dévoilement d'un abîme de références politiques et culturelles¹³⁷ séparant Gilets jaunes primo-manifestants et les militants qui, en province, sont obligés de remiser drapeaux, autocollants et discours formatés. On assiste parfois à des conversions, et ceux qui, quelques jours plus tôt, dénonçaient localement un « *mouvement d'extrême droite* », tentent désormais d'y recruter et d'en prendre la tête. La révolte des Gilets jaunes n'est pour beaucoup perçue que comme un matériau parmi d'autres sur lequel il faut intervenir, qu'il faut subvertir ou radicaliser. L'influence des militants y est potentiellement bien plus grande que dans des mouvements classiques, car il n'y a ici aucun encadrement préalablement existant, et que les discussions y sont beaucoup plus libres, y compris en AG. Libres donc pour bien des magouilles politiciennes, mais, heureusement, les Gilets jaunes ne sont pas toujours si naïfs. Avec le temps, il arrive pourtant qu'AG et commissions deviennent de véritables « *machines à voter* » formalistes où s'affrontent les militants au détriment de l'organisation concrète (par exemple à Toulouse), et nombre de Gilets jaunes non militants les désertent – certains allant même parfois rejoindre les quelques « fachos » qui fulminent contre la gauchisation du mouvement.

L'épisode de Commercy montre qu'il y a eu un tournant. Outre le fait qu'on croise à ce rendez-vous des vedettes du Tout-Paris militant, les Gilets jaunes s'y présentent désormais comme antiracistes, antisexistes et même antihomophobes... mais pas encore *anticapitalistes*. Si l'on est bien obligé d'y

136Matthieu Foucher, « Avec les militants queers qui ont rejoint les “Gilets jaunes” », vice.com, 10 décembre 2018.

137Le slogan, entendu dans une manifestation à Marseille, « *Les Gilets jaunes sont mignons ! Les Gilets jaunes sont mignon !* » est fort sympathique, mais ceux qui y discernent un détournement d'un slogan du FHAR de 1971 sont sans doute assez peu nombreux...

parler du RIC, la personne qui tente d'évoquer son créateur, Étienne Chouard, admiré par tant de Gilets jaunes, se voit arracher le micro¹³⁸ ; on est loin de la période des ronds-points. À Saint-Nazaire, c'est, au choix, soit encore pire, soit plus rassurant, comme le pense sans doute ce Gilet jaune de Troyes : « *On savait qu'ici, on trouverait des gens calés, des professeurs, des scientifiques. C'est ça, la mixité du mouvement, y a des gens de la base et puis des gens qui savent plein de choses.* »¹³⁹ Les militants n'arrivent pourtant que, péniblement, à imposer une phrase à connotation anticapitaliste dans l'appel final de l'AdA. Désormais, le soulèvement prend de plus en plus des allures de forum altermondialiste, voire de « *carnaval* », comme le regrette l'un des leaders historiques du mouvement. On lui trouve même des allures de Nuit Debout (dont il est pourtant à l'opposé) lorsque, à la mi-mars, se tient une assemblée à la bourse du travail de Paris avec une tribune occupée par les leaders à la mode du moment et les incontournables figures de la gauche de la gauche¹⁴⁰.

La FI est plus à la peine, sans doute de par le profil sociologique de ses militants, mais aussi parce que, contrairement aux autres groupes, elle ne cherche pas à radicaliser le mouvement (sur des bases de classe), mais à le rendre politiquement compatible, à l'orienter vers un cadre traditionnel et institutionnel dont elle saurait tirer des bénéfices, notamment en vue des élections européennes. Dès le départ, le 21 novembre, alors que les revendications tendent à se multiplier, Jean-Luc Mélenchon propose de se concentrer sur l'abrogation de l'augmentation du prix du carburant et le rétablissement de l'impôt sur la fortune¹⁴¹, afin d'obtenir une victoire politique partielle. Son bras droit, le député Alexis Corbière, suggère, lui, de « *revenir aux urnes* » sur ces deux points sous la forme d'un référendum.

Que faire ? Si chacun met ses idées dans sa poche (RN ou FI) pour faire avancer le mouvement, certains parmi « *les amis de la révolution sociale* » font de même, passant parfois d'une critique sans soutien à un soutien sans critique. D'où « *l'adoption d'un discours consensuel qui parfois étonne chez des personnes politisées, ou des militants que l'on avait connus plus tranchants auparavant. On [...] répondra qu'il s'agit d'une règle implicite dans tout mouvement social d'importance : chacun fait des concessions, privilégie des objectifs communs, remet à plus tard les sujets clivants. Une règle qui néanmoins comporte des exceptions, et plus encore avec un mouvement de la nature des Gilets jaunes. [...] Dès lors qu'un mouvement tel que celui-ci ne s'étend pas à la manière d'une tâche d'huile à travers tout le corps social, qu'il fait comme dit l'autre du surplace, que la mobilisation décroît, cette règle non écrite ne prévaut plus. Continuer à adopter un discours consensuel revient alors à faire le jeu de ceux qui à l'intérieur du mouvement excluent implicitement tout dépassement dans une perspective véritablement révolutionnaire, pour ne préserver que ce qui devient alors un handicap ou une limite à l'extension du mouvement : à savoir l'identité Gilets jaunes (reposant sur ces trois piliers : dédagisme, RIC et élévation du pouvoir d'achat). [...] Constatons, pour nous en plaindre, qu'à travers quelques-unes des modalités du soutien d'amis et de camarades aux Gilets jaunes c'est un peu de l'esprit critique qui s'en va* »¹⁴².

Pour les militants (avec plus ou moins de guillemets), tout se joue sur cette ligne de crête. La situation est tout autant problématique pour ceux qui ont des visées politiciennes (recruter, construire le parti, préparer de futures élections) que pour ceux, moins nombreux sans doute, qui pensent qu'un travail de terrain local (de classe) est nécessaire (et qui l'effectuent parfois déjà). La critique est évidemment plus facile pour ceux qui critiquent tout le temps et pour qui l'enjeu est moindre... tout comme l'est d'ailleurs pour eux l'intérêt de porter publiquement cette critique.

138 Pierre Souchon, *op. cit.*

139 Aline Leclerc, « On était partis pour un sprint, c'est un marathon », *Le Monde*, 8 avril 2019.

140 Dont Juan Branco, Frédéric Lordon, Hervé Kempf (de *Reporterre*) ou Youcef Brakni (du comité Vérité pour Adama).

141 Jean-Luc Mélenchon, *La Revue de la semaine* [chaîne Youtube], n° 77, 21 novembre 2018.

142 Max Vincent, *op. cit.*

D'aucuns pensent qu'agir en tant que prolétaire, qu'agir pour que le mouvement se donne une *orientation* de classe (et non plus interclassiste), qu'avoir un discours de classe clair sont les seules façons efficaces d'écarter les dérives conspirationnistes et fascistes. C'est notamment ce que se sont échinés à faire quelques prolétaires communistes, plus ou moins « militants » mais très minoritaires¹⁴³, promouvant l'autonomie du prolétariat et luttant contre les récupérations, parfois avec efficacité, bien que le dépérissement du mouvement offre en 2019 un terrain particulièrement défavorable.

Les sempiternelles questions sur le rôle des militants, et la nécessité (ou pas) de s'organiser au préalable, se reposent alors. Profitons-en pour en ajouter quelques-unes : Est-ce que les défauts du mouvement des Gilets jaunes sont dus à un déficit de militants ? La volonté et l'énergie réunies de tous les militants de France auraient-elles été suffisantes pour orienter dans la bonne voie un mouvement qui, de lui-même, ne s'y engage pas ? Est-ce que ce qui s'est fait de plus intéressant (lien entre Gilets jaunes et boîtes en lutte, blocages économiques, etc.) n'est dû qu'à la présence de militants ? Aurait-il suffi d'un petit groupe par ville pour que le mouvement prenne une tout autre tournure, bien plus à notre goût ? Des réponses positives à ces questions seraient, du même coup, assez problématiques.

Le retour de la question sociale, du concret, peut-elle avoir un impact sur « le milieu » radical français et les militants ? (au-delà des opportunistes qui, d'ores et déjà, placent du jaune sur leurs autocollants). Va-t-on par exemple assister à une polarisation croissante entre « amis de la révolution sociale » (qui pensent, plus ou moins, que la lutte des classes est moteur de l'histoire) et les tenants des nouvelles théories universitaro-militantes (pour qui il s'agit de réunir les victimes de diverses dominations structurelles) ? Aujourd'hui, la question se pose.

143 Nous pensons par exemple aux différents collectifs locaux qui ont été à l'initiative ou qui ont peu ou prou participé aux deux numéros de *Jaune*, journal diffusé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires et qui a eu le mérite de promouvoir une ligne lutte de classes contre toutes les confusions dans lesquelles s'englissait le mouvement.
<https://jaune.noblogs.org/>

06 / SUR LA VIOLENCE ET L'INSURRECTION

« Qu'est-ce que la violence de tous ces gens et ces voitures de luxe brûlées comparée à la violence structurelle des élites françaises et mondiales ? [...] Quand certains manifestants incendient des voitures et détruisent des magasins, ils attaquent symboliquement la propriété privée qui est à la base du capitalisme. Quand ils attaquent les policiers, ils rejettent et défient symboliquement les forces répressives de l'État – des forces qui défendent avant tout le capital. »¹⁴⁴

« Beau comme une insurrection impure »¹⁴⁵

Tout le monde déteste-t-il vraiment la police ?

Après les attentats qu'a connus la France, à partir de 2015, on a voulu nous faire croire qu'une partie de la population française était réconciliée avec la police ; preuve en étant la chanson de Renaud *J'ai embrassé un flic* (2016). Pourtant, durant le mouvement contre la loi Travail de 2016, on avait pu noter que l'usage de la violence¹⁴⁶ que faisait certains militants (anarchistes, autonomes, etc.) contre des symboles du capitalisme ou contre les forces de l'ordre rencontrait une acceptation croissante parmi les manifestants, qui se matérialisait par une très forte participation au « cortège de tête » parisien.

Durant les premiers jours du mouvement des Gilets jaunes, on perçoit un lien ambigu avec les forces de l'ordre. En province, autour des ronds-points, il y a tout d'abord de fréquentes tentatives de fraternisation des Gilets jaunes avec les forces de l'ordre au cri de « La police avec nous ! » ou « Allez les bleus ! », auxquelles répondent parfois des marques de sympathie, par exemple des membres de la BAC qui viennent saluer les manifestants, ou des gendarmes qui passent boire le café et qui, fréquemment, interviennent contre des automobilistes irascibles – il faut rappeler ici que, dans les zones les plus rurales, gendarmes et habitants se connaissent souvent.

Pour la journée du 17 novembre, l'un des principaux syndicats de police, Unité SGP Police-FO, appelle à soutenir les Gilets jaunes en ne verbalisant pas leurs véhicules. Toujours en soutien, le syndicat de police Vigi Ministère de l'Intérieur (ex-CGT-Police), ultra-minoritaire, dépose un préavis de grève illimitée à partir du 8 décembre, appel qui ne concerne que « *les personnels administratifs, techniques, scientifiques et ouvriers d'état/cuisiniers du ministère de l'Intérieur* », puisque les autres n'ont pas le droit de grève.

Il est souvent répété que les policiers connaissent des conditions matérielles similaires à celles des Gilets jaunes ; et il n'est d'ailleurs pas rare de croiser sur un rond-point un flic qui n'est pas en service, une femme de gendarme ou un militaire à la retraite. En février, on peut encore entendre un garde mobile glisser à l'oreille d'un Gilet jaune : « *Toutes nos familles elles sont avec vous* »... Le malaise est palpable, notamment du fait d'un monceau d'heures supplémentaires non rémunérées (équivalant à 275 millions d'euros).

Le 1^{er} décembre, un CRS confie à un journaliste : « *On a passé quatorze heures à se prendre des*

144 Pamela Anderson, *op. cit.*

145 Tag sur l'avenue des Champs-Élysées, à Paris, le 17 novembre.

146 Bien que conscients de l'incommensurable violence qu'exerce quotidiennement le capitalisme sur des milliards d'êtres à travers la planète, nous faisons le choix d'utiliser le terme « violence » dans son acception usuelle afin de qualifier des actes tels que la destruction d'une vitrine ou le jet de projectiles sur des CRS, réalisés par des prolétaires et, ici, par des Gilets jaunes.

*pavés, des jets d'acide, des barres de fer et des insultes dans la figure. Et en rentrant, le soir, on a retiré notre uniforme avec l'envie d'enfiler nous aussi ce gilet jaune. L'institution policière est une chose, mais les policiers sont des Français et, comme une majorité de leurs compatriotes, ils sont à bout. »*¹⁴⁷

Mi-décembre, on craint même que, à l'initiative de syndicats minoritaires ou, plus probablement, de la base, ne se déclenche une protestation de policiers ; le spectre du mouvement des policiers de 2016, fait de manifs sauvages, hante les esprits et l'on parle déjà des « gyros bleus » qui rejoindraient les Gilets jaunes. On ne sait trop quelle forme cela pourrait prendre mais, en plein soulèvement des ronds-points, le gouvernement ne souhaite pas y être confronté et, aussitôt, propose une prime exceptionnelle de 300 € pour les personnels ayant participé aux opérations contre les Gilets jaunes, ce qui ne satisfait personne. Syndicats et gouvernement se réunissent et parviennent alors rapidement à un accord comprenant des augmentations de salaires (de 120 à 150 euros net) et une prime de fin d'année de 200 euros pour certains personnels. La grogne est provisoirement apaisée.

Beaucoup de Gilets jaunes rêvent néanmoins, tout au long du mouvement, d'un ralliement des forces de l'ordre qui précipiterait la chute du régime Macron et, bien que cela soit totalement improbable, ils en scrutent les signes avant-coureurs¹⁴⁸. Le niveau de violence des manifestations de décembre et la sévère répression qui s'abat règlent en partie la question en éloignant physiquement forces de l'ordre et Gilets jaunes. Désormais, le slogan d'extrême gauche « *Tout le monde déteste la police* » fait beaucoup d'ombre à « *La police avec nous* ».

De l'émeute

Sur les ronds-points, la situation est parfois tendue, mais les évacuations de décembre ne débouchent que rarement sur des affrontements directs entre forces de l'ordre et Gilets jaunes. On les évite. On assiste davantage au jeu du chat et de la souris qui fait que, dès que les policiers ont le dos tourné, on réinvestit la place avec, si possible, davantage de participants, de pneus et de palettes.

Le rituel des manifestations du samedi qui s'instaure progressivement voit, lui, s'instituer un tout autre rapport à la violence physique, qui va parfois même se refléter sur les ronds-points, et qui mérite notre attention. Il convient toutefois de ne pas se laisser emporter, ni de trop se focaliser sur cet aspect militaire du mouvement, certes réjouissant mais qui, souvent, confine au *riot porn* et qui, par son caractère spectaculaire, tend à masquer la réalité des rapports sociaux et les enjeux du conflit.

Notons tout d'abord que les violences n'ont pas lieu « en marge » mais au cœur des manifestations des Gilets jaunes, qu'elles en font la force. Les groupes de manifestants qui sont en avant (très différents des « cortèges de tête » militants) prennent fréquemment une allure guerrière, et les références viriles n'y manquent pas, la plus célèbre étant cette identification aux guerriers spartiates du film *300*, de Zack Snyder (2007), à travers le cri « *Ahou ! Ahou ! Ahou !* », désormais partie

147Témoignage paru dans *Valeurs actuelles*, cité dans l'ouvrage collectif, *Ahou ! Ahou ! Ahou !*, L'Insomniaque, 2019, p. 59.

148Le fait que parfois, lorsque la tension baisse ou pour la faire baisser, les officiers ordonnent à leurs hommes d'ôter leurs casques a été interprété assez naïvement comme un moyen pour les membres des forces de l'ordre d'afficher leur soutien aux Gilets jaunes. Un tel acte d'insubordination a semble-t-il eu lieu une ou deux fois, à très petite échelle, en 2013, lors du mouvement des Forconi, en Italie. En France, les fonctionnaires de police savent que le moindre geste de ralliement au mouvement des Gilets jaunes les condamnerait au conseil de discipline et à la révocation immédiate. Nous avons montré par ailleurs que, bien au contraire, les policiers sont par définition les forces les plus fidèles d'un régime. Sur ces questions, voir en particulier Tristan Leoni, *Manu militari ? Radiographie critique de l'armée*, Le Monde à l'envers, 2018, 120 p.

intégrante du folklore jaune¹⁴⁹.

Si le blocage des ronds-points leur en avait donné une idée, les Gilets jaunes prennent avec les manifestations conscience du potentiel de leur force collective. La description que des camarades font des manifestations de Boulogne nous semble valable pour de nombreux cortèges de Gilets jaunes à travers le pays :

« Dès le départ, deux options cohabitent : une démonstration citoyenne, populaire et républicaine, d'une part, et une volonté activiste, conflictuelle et frontale, de l'autre. Il ne s'agit là que de considérations quant aux enjeux formels qui ne remettent pas en cause les motivations fondamentales du mouvement. Ainsi, le premier principe qui circule, avant le départ du cortège est : c'est une première manif on la joue cool pour l'instant mais si les flics agissent, on ne cède pas. S'ils font obstacle, on s'arrête, on reste soudé-e-s, on ne fuit pas, on n'agresse pas. Mais déjà, des manifestant-e-s expriment l'idée que si flics sont là, c'est pour nous stopper et il n'en est pas question, on avance et advienne ce que devra. »¹⁵⁰

Pourtant, nombre de manifestations *ne dégénèrent pas*, les participants y font *dès le départ* un usage de la violence, par exemple contre des bâtiments publics symbolisant le pouvoir. À de nombreuses reprises, les Gilets jaunes mènent des actions étonnantes que beaucoup de militants, y compris les plus radicaux, n'auraient pas envisagées sachant pertinemment qu'elles étaient irréalistes. Mais les Gilets jaunes les plus déter, primo-manifestants, ne sont pas au courant... et on ne peut ici manquer de penser à la célèbre phrase de Mark Twain : *« Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait. »* Les Gilets jaunes ne connaissent d'ailleurs pas les codes et coutumes implicites de l'émeute urbaine en France, et ne peuvent donc les respecter : pas de cortège fixe, mais une masse mouvante de manifestants pouvant aisément se scinder, attaques de commissariats ou de lieux de pouvoir, saccage des beaux quartiers, manif sur les Champs-Élysées, arrivée de protestataires à deux pas du palais de l'Élysée, etc. Les forces de l'ordre sont déboussolées. De plus, la dispersion des manifestants, due à leur désorganisation, sature le dispositif policier, laissant parfois les mains libres à des groupes de Gilets jaunes ; c'est par exemple le cas le 5 janvier (acte VIII), lorsque certains attaquent avec un transpalette la porte du secrétariat d'État de Benjamin Griveaux, obligeant celui-ci à prendre la fuite. Les dégâts occasionnés par les émeutiers Gilets jaunes sont largement supérieurs à ceux des « cortèges de tête » les plus organisés de ces dernières années. À Paris, comme dans un certain nombre de villes de province, les forces de l'ordre ont à affronter des manifestants très divers, aux tactiques et objectifs variés, qui ne correspondent pas aux schémas classiques des affrontements urbains dont ils connaissent le fonctionnement et les caractéristiques, et qu'ils savent gérer (« black blocs », « jeunes des banlieues » ou, de plus en plus rarement, agriculteurs ou marins-pêcheurs). Sous l'étiquette de « casseurs » – terme dont le seul intérêt est son flou –, on peut trouver des catégories de manifestant très diverses :

- des Gilets jaunes lambda qui se trouvent nassés et gazés et qui, révoltés par la répression qu'ils subissent ou à laquelle ils assistent, attaquent la police ;
- des Gilets jaunes lambda mais déter, qui sont venus seuls, en couple ou en petits groupes pour en découdre ou qui, du moins, sont prêts à cela (casque, masque à gaz, lunettes, protections de motard, chaussures de sécurité, sérum physiologique, lance-pierre, projectiles divers, etc.) ;
- des « militants » d'extrême gauche, anarchistes ou autonomes (portant ou non la chasuble fluo),

149Les références guerrières et virilistes, certes très présentes, trouvent le plus souvent leur source dans la culture populaire cinématographique (confondues par certains détracteurs des Gilets jaunes avec des références d'extrême droite). On retrouve par exemple l'expression « *force et honneur* », devise d'une légion romaine dans le film *Gladiator* de Ridley Scott (2000), ou bien encore la tête de mort symbole du Punisher, un célèbre personnage de Marvel objet de nombreux comics, de séries et de films.

150« Gilets Jaunes : Acte X en centre-ville à Boulogne-sur-Mer », *op. cit.*

venus pour manifester, mais aussi pour affronter la police et s'en prendre aux symboles du capitalisme (banques, boutiques de luxe, agences d'intérim, etc.) ;

- des « militants » d'extrême droite (portant ou non la chasuble fluo) avec toute leur diversité et leurs contradictions (respect pour l'ordre, haine de la république et de sa police, ambivalence quant à la casse, refus de certains de s'en prendre aux gardes mobiles car ce sont des militaires, etc.) ;
- des jeunes prolétaires (notamment, mais pas uniquement, « de banlieue ») qui affrontent la police et attaquent les boutiques de luxe pour en piller les marchandises¹⁵¹ ;
- des passants qui se joignent à la fête (quitte à faire un aller-retour chez eux pour revenir équipés) ;
- d'autres qui peuvent relever de plusieurs catégories ou qui sont hors catégorie.

Bref, un mélange instable, fluctuant et détonant particulièrement gênant pour les forces de l'ordre¹⁵². Les deux premières catégories, auxquelles s'adjoint éventuellement la troisième (en fonction des villes), forment le gros de ces émeutiers dont on peut noter la grande diversité, notamment en matière d'âge. À Paris, c'est inédit, il s'agit très majoritairement de provinciaux. Si les prolétaires de la « France périphérique » ont une utilisation parfois rugueuse et virile de leur corps, on notera que le mouvement des Gilets jaunes n'a jamais été accusé de validisme et que des Gilets jaunes en fauteuil roulant (cagoulés) ont été vus lors d'émeutes dans plusieurs villes. Par contre, comme nous l'avons déjà souligné, très peu de Gilets jaunes femmes participent aux affrontements (nous évoquons les non-militantes) ; il semble que dans la « France périphérique », comme dans les « banlieues », l'affrontement de rue reste une activité très masculine, ce que confirment les comparutions immédiates au tribunal.

Mais ce n'est pas tout, les Gilets jaunes émeutiers agissent au sein d'une masse de Gilets jaunes peu réprobateurs qui reste sur place, en soutien, malgré les risques encourus (gaz, tirs de LBD, etc.) ; on a pu entendre à plusieurs occasions des applaudissements. Début décembre, bien que sachant que la prochaine manifestation serait immanquablement violente, et malgré les appels des autorités et parfois même des leaders locaux des Gilets jaunes à ne pas venir dans les centres-villes, les manifestants reviennent et s'équipent toujours davantage en matériel de protection (casque, lunettes, masque, foulard, etc.). On va à la ville, chez les riches, pour se montrer et, éventuellement, pour tout casser, pour le plaisir. Des sortes de mini-black blocs fleurissent un peu partout. Des équipes de *street medic* se constituent, fonctionnant de manière autonome ou bien en lien avec des collectifs de Gilets jaunes. Avec la répression, l'hostilité à la police grandit et le sentiment que « *sans casse on n'obtient rien* » se répand. De nombreux Gilets jaunes font part aux journalistes qui les interrogent de cette évolution, notamment de leur récente approbation de l'usage de la violence. Encore plus surprenant, les samedis d'émeute à travers la France ne réduisent pas l'important soutien populaire que mesurent les sondages.

Les militants ayant l'habitude de l'affrontement avec les flics se trouvent en réalité débordés par une base désordonnée et impulsive constituée de Gilets jaunes lambda. Le profil des personnes

151 Vu dans une ville de province au cours d'une émeute de Gilets jaunes : un petit groupe de « jeunes des quartiers » tentent de piller, sans succès, une boutique de narguilés. Le gérant est choqué par l'attaque, mais, semble-t-il, surtout par le fait que ce soit l'œuvre de jeunes qu'il croit membres de sa « communauté », ce qui, selon lui, ne devrait pas se faire... Il s'agissait en fait, tout bonnement, de jeunes prolétaires tentant de dépouiller un commerçant.

152 Répétons-nous, les Gilets jaunes ne sont pas cette masse de « Français de souche » dont rêve une certaine extrême droite et que dénonce une certaine extrême gauche ; il y a, dans *chacune* des catégories énumérées ici, des personnes descendant de diverses vagues d'immigration, y compris extra-européennes. Les affrontements ont toutefois permis, à Paris comme dans d'autres villes, une autre forme de cohabitation/complicité, entre Gilets jaunes et « lascars », « jeunes des cités », c'est-à-dire des jeunes prolétaires vivant dans les quartiers où les prolétaires issus d'une immigration extra-européenne sont très nombreux sinon majoritaires : affrontement au coude-à-coude contre la police, entente, entraide et solidarité entre émeutiers venus d'horizons divers. D'où, semble-t-il (d'après quelques témoignages et observations), une certaine surprise de chaque côté, et du respect de la part de ces jeunes prolétaires pour ces Gilets jaunes ou ces « Français » (sic) qui n'hésitent pas à affronter les flics et qui, parfois, ne se débrouillent pas trop mal. D'où aussi le très bon accueil dont semblent avoir bénéficié, dans certaines prisons, les Gilets jaunes incarcérés.

interpellées durant ces événements en donne la preuve à ceux qui n'auraient pu, ou su, le voir¹⁵³ : ouvriers, mécaniciens, cuisiniers, charpentiers, maraîchers, plombiers, conducteurs d'autobus, surveillants de prison, etc. ; généralement des hommes entre la vingtaine et la quarantaine, des travailleurs le plus souvent manuels, peu diplômés, « insérés », sans antécédent judiciaire (si ce n'est, de temps à autre, de la conduite en état d'ivresse ou de la consommation de cannabis), et peu habitués aux manifestations. Le 1^{er} décembre au Puy-en-Velay, 2 000 Gilets jaunes sont dans la rue ; une partie d'entre eux affrontent les CRS et assiègent la préfecture. Rejoints à la nuit tombée par des jeunes des quartiers, les émeutiers tentent à plusieurs reprises d'incendier le bâtiment et y parviennent partiellement : « *C'était de la guérilla urbaine. Ce jour-là, de bons pères de famille ont pété un câble, dans un climat d'hystérisation totale. [...] À un moment, tu te demandes si c'est réel...* »¹⁵⁴ L'historienne Anne Steiner évoque superbement ce recours à l'émeute : « *Il ne s'agit pas de détruire quelque misérable McDonald's [...] pour se disperser ensuite, mais de livrer un combat à mains nues et à visage découvert jusqu'à l'épuisement d'une colère que rien ne peut venir apaiser. L'émeute survient quand la peur déserte les corps et les esprits, quand on ne craint plus les coups, les mutilations, les arrestations, les condamnations, quand la rage s'empare d'une foule sans leaders, ni organisation, sans "catéchisme révolutionnaire", quand elle s'empare de toutes et tous, sans aucune détermination préalable de genre, d'âge, de condition physique...* »¹⁵⁵

Néanmoins, il y a toujours une part des Gilets jaunes qui ne comprend pas l'usage de la violence et la réprouve. Alors qu'il est évident, pour qui sait regarder, que ceux qui affrontent la police sont pour la plupart les Gilets jaunes croisés sur les ronds-points, on trouve toujours des malvoyants pour dénoncer des éléments *extérieurs*, des « casseurs », figure mythique de l'histoire des luttes sociales. Chaque nouvel acte voit resurgir ces discussions sur la différence entre les « vrais » et les « faux » Gilets jaunes dont les définitions varient d'un rond-point, ou d'un tribunal, à l'autre¹⁵⁶. La centralité des réseaux sociaux favorise les visions complotistes avec, par exemple, la diffusion de vidéos montrant des policiers en civil qu'on assimile à des « casseurs infiltrés » envoyés pour décrédibiliser le mouvement... La méconnaissance des méthodes policières paraît parfois abyssale, mais on la rencontre aussi chez des intellectuels qui se revendiquent du « peuple » (Michel Onfray et Jean-Claude Michéa) et qui ne peuvent imaginer qu'un ouvrier ait envie de jeter une pierre sur un CRS, encore moins de saccager ou d'incendier une banque¹⁵⁷... D'autres, notamment des personnalités d'extrême droite ou de gauche (FI), ne propagent de telles rumeurs qu'à des fins politiques.

Avec la lente déliquescence du mouvement, qui débute à la mi-décembre, les combats entre Gilets jaunes fascistes et Gilets jaunes antifascistes deviennent plus fréquents dans les très grandes villes. Lors de l'acte XI, le cortège parisien Gilets jaunes-NPA est sévèrement attaqué par un groupe de Gilets jaunes d'extrême droite. À Lyon, deux masses jaunes enchevêtrées, chacune composée de dizaines de militants, s'affrontent dans un chaos apparent. Dans ces métropoles, chaque camp tente de monter en puissance et d'expulser l'autre dans l'espoir d'accroître son influence sur le mouvement. Cela entraîne beaucoup d'incompréhension chez les Gilets jaunes non militants et un accroissement de ces rumeurs sur les « casseurs » que l'une des figures médiatiques des Gilets

153Il est vrai que les militants habitués aux émeutes – anarchistes, antifas ou autonomes improprement amalgamés sous le terme « black bloc » (qui n'est, on le rappelle, qu'un mode opératoire tactique) – se font moins fréquemment pesquer car ils connaissent davantage les tactiques policières, sont plus attentifs à leur environnement et, surtout, savent qu'en émeute il faut être discret et anonyme... contrairement à beaucoup de Gilets jaunes émeutiers qui peuvent, par exemple, tirer au lance-pierre à visage découvert ou porter des vêtements voyants. La vidéosurveillance et YouTube permettent à la justice de leur rappeler amèrement ces règles de base.

154Louis Hausalter, « Trois mois après... Puy-en-Velay : les cendres de la colère », *Marianne*, 1-7 mars 2019, p. 21.

155Anne Steiner, « La seule réaction syndicale à la hauteur des événements serait un appel à la grève générale illimitée », *lemediapresse.fr*, 14 janvier 2019.

156Un lundi, un procureur peut considérer que le port de la chasuble est la preuve qu'on a affaire à un « casseur », mais pour autre magistrat, le lundi suivant, dans la même salle, c'est son absence qui le prouve.

157Même un stalinien comme Brecht se demandait ce qui est le plus moral : « *créer une banque ou en attaquer une* » ?

jaunes assimile aux « black blocs » et aux « antifas ». L'acte X (19 janvier) est marqué par une recrudescence de manifestations *déclarées* (sans doute afin d'attirer davantage de participants) et, donc, par la constitution de services d'ordre (SO)¹⁵⁸ dans plusieurs villes (Paris, Marseille, Perpignan, Toulouse) ; dans la capitale, ce sont des militants d'extrême droite qui s'y attellent. Plus ou moins en lien avec la police, ils ne sont pas là pour protéger les manifestants (objectif affiché), mais bien pour gêner les « casseurs », parfois en s'en prenant à eux physiquement pour tenter de les expulser des cortèges, voire de les signaler ou même de les livrer à la police (des rumeurs circulent à ce sujet, mais nous n'avons pas pu trouver d'exemples). Néanmoins, si la critique des « casseurs » persiste dans une partie du mouvement, elle reste minoritaire ; le discours dominant chez les Gilets jaunes dénonce avant tout la répression et les violences policières.

Pourquoi tant de violence ? Les prolétaires sont-ils davantage motivés et déterminés que lors des mouvements précédents ? Est-ce la période qui le veut ? Est-ce que les prolétaires sont différents ? Ont-ils pris goût aux incomparables sensations que procure l'émeute ?

Il y a en tout cas un point technique qui renvoie à une caractéristique fondamentale du mouvement, c'est que celui-ci n'est pas encadré par les syndicats. De très nombreux incidents entraînant une confrontation avec la police, ou l'attaque de bâtiments publics, auraient immédiatement été arrêtés par un SO syndical classique, surtout dans les villes de province. Ce n'est pas pour rien que l'État français a accepté au XIX^e siècle la légalisation de la grève et des syndicats ; à l'oublier, et à trop les écraser, le capital perd un outil qui a pourtant montré, tout au long du XX^e siècle, l'importance de son rôle d'intermédiaire et ses capacités asphyxiantes sur les prolétaires. On sait que ces derniers peuvent, s'ils le veulent réellement, déborder les bureaucrates syndicaux, il n'empêche que les prolétaires attaquent plus « naturellement » préfecture ou commissariat lorsque le SO de la CGT n'est pas là.

Se pose aussi une autre question, plus dérangeante : le gouvernement a-t-il utilisé cette violence à des fins politiques ? Si les rumeurs d'une collusion entre CRS et black blocs – les premiers laissant passer les seconds tout équipés, mais confisquant le sérum physiologique des Gilets jaunes – relèvent de fantasmes conspirationnistes assez bêtes, on sait que les dispositifs de maintien de l'ordre sont adaptés en fonction des consignes du ministère de l'Intérieur. On sait qu'il est possible d'empêcher des manifestants d'accéder à tel quartier, de les repousser vers tel autre, et qu'il faut parfois choisir. Reste que le maintien de l'ordre n'est évidemment pas une science exacte, d'autant que l'efficacité des plans policiers dépend de nombreux facteurs, en particulier celui des effectifs disponibles.

Le gouvernement opte dès le départ pour une très sévère répression (nous y reviendrons), avec des passages qui ne peuvent qu'entraîner une vive réaction des manifestants. L'objectif recherché est sans doute de les terroriser afin de les dissuader de revenir, mais aussi d'éviter une quelconque fraternisation entre Gilets jaunes et forces de l'ordre. L'état-major doit parfois sacrifier certains secteurs de la capitale, certaines rues, les condamnant à de prévisibles dégradations, afin d'en préserver d'autres jugés plus stratégiques. Certains choix sont-ils délibérément effectués afin d'obtenir des destructions spectaculaires et un fort écho médiatique autorisant, par exemple, le gouvernement à prendre des mesures sécuritaires supplémentaires ? Si c'est le cas, il faut convenir que cela relève du b.a.-ba de la gouvernance. La question se pose notamment pour l'acte XVIII (16 mars 2019), dans une période où, pour les forces de l'ordre, la situation est à travers le pays beaucoup moins complexe à gérer que début décembre, et où la mobilisation des Gilets jaunes est bien moindre : pourtant, alors que la manifestation parisienne s'annonçait comme très violente, les

158Les organisateurs – généralement des leaders locaux des Gilets jaunes – ayant déposé leur nom en préfecture, ils se retrouvent juridiquement responsables des débordements qui pourraient survenir durant la manifestation, d'où la mise en place d'un SO, à laquelle ils s'engagent, afin de les prévenir. À Avignon, lors de l'acte V (15 décembre), ce sont les motards Gilets jaunes qui, casqués, assurent le SO.

CRS semblent débordés et de très nombreux pillages et destructions de boutique ont lieu sur les Champs-Élysées... alors que, au même moment, le Conseil constitutionnel se penche sur la loi anticasseurs. Certes des erreurs dans la chaîne de commandement sont toujours possibles, mais les forces de l'ordre ne sont plus débordées comme elles l'étaient en décembre 2018. Alors ? Le problème est qu'avec ce gouvernement on ne sait trop si l'on a affaire à un complet amateurisme, à de perfides calculs, à une chance folle ou à un mélange des trois.

Enfin, bien que le fait de se retrouver chaque samedi dans une ville différente pour lancer des pierres sur la police et casser des vitrines de banque soit une activité sympathique, qui n'est pas moralement condamnable, il n'est pas illégitime de s'interroger sur la portée politique d'une telle activité... En effet, à partir de janvier, le mouvement des Gilets jaunes s'enferme progressivement dans un cycle de manifestations régionales dont le sens peine à se dégager : pour l'acte XX (30 mars), Bordeaux ou Avignon sont, par exemple, des villes mortes s'appêtant, avec des dispositifs policiers démesurés, à subir les assauts de Gilets jaunes dont les résultats ne peuvent être que médiocres et carcéraux. La tactique jaune ne semble avoir désormais pour seul but que sa propre perpétuation avec, peut-être, l'espoir que, à force, grâce à une inexplicable mécanique, la mobilisation s'en trouve relancée. On peut au minimum en douter, voire se demander si, au bout du compte, un tel acharnement ne devient pas contre-productif – voire si, comme le pensent certains, cet enfermement dans un rituel émeutier ne représente pas un obstacle à l'éclosion d'une nouvelle mobilisation (quelle que soit sa forme, Gilets jaunes ou autre). Mais, à partir d'avril, alors que les dispositifs policiers demeurent impressionnants, la participation à ces manifestations et le niveau de combativité des Gilets jaunes décroissent nettement. Il y a une fin à tout.

Une possibilité insurrectionnelle ?

« Il est évident qu'au lendemain du 1^{er} décembre nous sommes nombreux, en France et probablement au-delà, à avoir le sentiment de plonger dans l'inconnu. »¹⁵⁹

Y a-t-il eu, début décembre, comme un moment d'hésitation ? Les actes III et IV de la mobilisation des Gilets jaunes (1^{er} et 8 décembre) sont en effet marqués par un niveau de violence, de destruction et de détermination des manifestants particulièrement élevé, que ce soit à Paris ou dans de très nombreuses villes de province, y compris de tailles petites et moyennes absolument pas habituées à cela. Certaines localités n'ont pas connu de tels événements depuis la Révolution française, et les médias nationaux ne les évoquent qu'assez peu. Deux épisodes attirent particulièrement l'attention sur les réseaux sociaux : le siège de la préfecture du Puy-en-Velay, le 1^{er} décembre, et, à Narbonne, les incendies d'une barrière de péage et de la gendarmerie attenante (que les militaires ont préféré abandonner aux émeutiers). Les images sont ahurissantes. Trois jours plus tard, Macron se rend au Puy-en-Velay pour constater les dégâts ; la nouvelle de son arrivée se répand, et habitants et Gilets jaunes affluent. Il lui faut précipitamment quitter les lieux. Son cortège est pris à partie par les manifestants, qui l'insultent et le poursuivent ; alors que les voitures s'éloignent, une jeune femme conclut la scène par un vibrant « *Et crève sur la route, connard !* ». À quelques kilomètres, « *le Falcon présidentiel doit même décoller en urgence parce que des manifestants s'approchent de l'aérodrome ; il devra redescendre peu après pour embarquer précipitamment le chef de l'État et son staff* »¹⁶⁰. Macron n'aura jamais croisé d'aussi près des Gilets jaunes.

Où va-t-on ? Serions-nous entrés, par mégarde, dans un épisode préinsurrectionnel ? Si dans la semaine, ou du moins le samedi suivant, des événements de ce type devaient se reproduire et se

159M., « Gilet ou pas gilet : ça n'est pas la question ! », *Spasme*, printemps 2019, p. 20.

160David Revault d'Allonnes, « Les dix jours où Emmanuel Macron a tremblé », *lejdd.fr*, 26 janvier 2019.

généraliser, il est évident que la police serait dans l'incapacité de contrôler la situation sur tout le territoire – d'autant que, Bercy oblige, les effectifs de CRS et de gardes mobiles ne sont pas ce qu'ils étaient¹⁶¹. Les ministres doivent annuler leurs déplacements prévus en province, dont la sécurité est devenue trop compliquée à gérer. Les lycéens commencent à descendre dans la rue. En ce début de mouvement, les forces de l'ordre peinent déjà à juguler les multiples manifestations non déclarées aux parcours imprévus ; les unités de CRS et de gardes mobiles sont baladées d'une ville de province à l'autre en fonction des prévisions de mobilisation des Gilets jaunes. Or cette dernière est fluctuante, et les manifestants compensent la réduction de leur nombre par une plus grande mobilité ; ils déjouent parfois les plans des préfetures en appelant à des rendez-vous régionaux décidés à la dernière minute sur Facebook. Pour le ministère de l'Intérieur, une erreur d'inattention et c'est un centre-ville sans protection qui se retrouve saccagé par les Gilets jaunes sous les cris d'orfraie de la bourgeoisie locale et des commerçants.

Mais *quid* des Gilets jaunes ? N'ont-ils pas eu, eux aussi, un moment de peur et d'hésitation ? Faut-il aller plus loin et plus fort ? Pour beaucoup de provinciaux qui viennent manifester à Paris, le mot d'ordre est d'atteindre l'Élysée ; et lorsque, entre les deux actes fatidiques, un journaliste demande à l'un des leaders ce qu'ils feront s'ils arrivent devant le palais, il répond simplement : « *Ben on rentre dedans.* » Mais pour y faire quoi ? Telle est la question... qui ne se pose pas¹⁶².

Quant au militant radical, qui sait tout de la « révolution » espagnole, il se demande soudain si, en cas d'attaque contre la préfeture, il sera seulement tenu au courant – il vérifie sur Facebook si elle n'a pas déjà commencé – et si, demain, les balles réelles ne siffleront pas dans les rues. Il se dit que ce n'est pas possible, que les conditions ne sont pas réunies, que ce n'est pas du tout prévu, que rien n'est d'ailleurs prévu et que, de toute façon, le prolétariat n'est *pas prêt* ! Pourtant, dans la rue, les Gilets jaunes sèment le chaos...

S'alarme-t-on réellement en haut lieu ? Des préfets font part anonymement aux journalistes de leur inquiétude devant le manque d'issue politique. En plus haut lieu, on envisage même la possibilité d'une prise du palais de l'Élysée, voire d'une attaque par les égouts ! À la veille de l'épisode IV, il semble plus prudent de faire visiter à Macron (qui le connaît déjà), à sa femme et à ses proches conseillers, le bunker anti-atomique situé sous le bâtiment dans lequel ils pourraient se réfugier en cas de difficulté ; on demande à certains collaborateurs de ne laisser dans leur bureau ni documents confidentiels, ni ordinateurs¹⁶³. Le samedi, un hélicoptère est prêt pour une éventuelle exfiltration en urgence du chef de l'État...¹⁶⁴ La confiance est loin de régner, et l'angoisse gagne une partie des bourgeois¹⁶⁵, d'où la rage qu'ils expriment publiquement à l'encontre des manifestants – un ancien ministre de l'Éducation nationale demandant même, en direct sur une radio, que les forces de l'ordre soient autorisées à tirer à balles réelles sur les manifestants.

161À la suite de la révision générale des politiques publiques (RGPP), les effectifs de gardes mobiles et de CRS sont passés de 31 167 en 2008 à 26 800 en 2018. Quinze escadrons de gendarmerie ont ainsi été supprimés, et deux tiers des compagnies de CRS sont passées de quatre à trois sections, soit moins de 600 hommes. Voir Laurent Lagneau, « Maintien de l'ordre : les gendarmes mobiles sont au bord de l'épuisement », *opex360.com*, 17 mai 2019. Et Assemblée nationale, « Audition de MM. Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, et Laurent Nunez, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur », *Compte rendu de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République*, 3 décembre 2018.

162Si, au soir du 6 février 1934, les ligues s'étaient emparées du palais Bourbon, elles n'auraient pas su quoi en faire. Les Gilets jaunes se seraient retrouvés bien embarrassés par une prise du palais de l'Élysée.

163David Revault d'Allonnes, « Les dix jours où Emmanuel Macron a tremblé », *lejdd.fr*, 26 janvier 2019.

164Si ces informations semblent véridiques, on ne peut pas exclure une autre possibilité : qu'une partie de l'appareil d'État liée à la sécurité intérieure ait, en interne, exagéré la menace afin d'accroître son autorité auprès de Macron au détriment de son petit groupe de conseillers.

165Cette inquiétude est confirmée par beaucoup ; un exemple parmi d'autres avec la sociologue Monique Pinçon-Charlot lors de son interview sur la chaîne Youtube *Thinkerview* le 4 juin 2019.

Mais, non, la tendance ne se confirme pas, la violence n'explose ni ne se répand ; elle se ritualise en une émeute hebdomadaire contre l'État et ses symboles... On remarquera ici que les Gilets jaunes, qui piétinent, à raison, les us et coutumes de la manifestation et de l'émeute, en respectent toutefois une : pas d'armes à feu¹⁶⁶. Même la révolte jaune a des limites. En effet, malgré la violence des affrontements et la détermination affichée, « *on n'est jamais insurgé dans la rue un seul jour par semaine* »¹⁶⁷. Pour l'État, si la situation reste toujours compliquée, elle est globalement sous contrôle. Le stade véritablement préinsurrectionnel n'a pas été atteint. Ce n'est sans doute pas complètement un hasard si la revendication du RIC, apparue le 22 novembre, prend une soudaine ampleur, après le 1^{er} décembre, lorsque l'un des principaux leaders en fait la promotion sur Facebook. Beaucoup pensent ainsi avoir enfin trouvé une porte de sortie raisonnable.

Et l'armée dans tout ça ?

Entre les actes III et IV, face à un mouvement inédit – ni des émeutes de banlieue, ni des manifestations traditionnelles qui dégénèrent –, voici que la question de l'emploi de l'armée refait surface¹⁶⁸. Alors que, jusqu'ici, les militaires sont utilisés dans le cadre de l'opération antiterroriste Sentinelle essentiellement dans un rôle de vigile (patrouilles dans les lieux publics) et avec un objectif anxioylique (rassurer le citoyen), certains voudraient s'en servir pour mater les Gilets jaunes. Ressent-on une réelle inquiétude au ministère de l'Intérieur ? Redoute-t-on une croissance de la violence en province et l'incapacité policière à y faire face ? Toujours est-il qu'un syndicat de police, Alliance PN (CGC), demande, au soir du 1^{er} décembre, l'instauration de l'état d'urgence et le renfort de l'armée afin d'assurer la garde des lieux institutionnels. Ce moyen de soulager les forces de l'ordre n'est, dans un premier temps, pas exclu par l'Intérieur, ce qui déchaîne les passions et les commentaires.

Les « experts », qui se succèdent dans les médias, évoquent par exemple la possibilité d'utiliser des militaires pour remplacer les policiers qui protègent certains bâtiments officiels. Mais l'idée est rapidement abandonnée. En effet, que se passerait-il si des manifestants arrivaient devant un ministère défendu par des militaires ? Soit ces derniers ouvrent le feu avec leur fusil d'assaut car ils se sentent menacés (seul cas où ils peuvent le faire) et il y a des morts, soit ils laissent passer les émeutiers, et, dans les deux cas, c'est une catastrophe pour le gouvernement. Le risque existe d'ailleurs déjà avec le dispositif Sentinelle ; ainsi, lors de l'acte XIII (9 février), à Paris, une voiture de patrouille est saccagée puis incendiée près de la tour Eiffel par des Gilets jaunes, mais les militaires ne sont pas présents à ce moment-là. Donc, soit c'est une idée stupide, soit c'est un argument rhétorique destiné à prouver que le gouvernement est prêt à des mesures énergiques.

Général à la retraite et ancien directeur de l'École de guerre, Vincent Desportes explique à plusieurs reprises sur les plateaux télé que l'utilisation de l'armée ressort d'une décision politique et non pas technique ; il ne s'agit pas d'un changement de degré, mais d'un changement de nature. Les forces militaires, dites de troisième catégorie, ne sont d'ailleurs aucunement équipées ou entraînées pour le maintien de l'ordre – d'où, en cas de danger, l'inévitable tir à balles réelles sur les manifestants. De plus, dans une telle situation, l'État utiliserait, bien précocement, son ultime moyen de défense ; que lui resterait-il ensuite ? L'idée est donc abandonnée, et le seul renfort militaire qui a lieu est celui de blindés de la gendarmerie, des engins – hors d'âge – spécifiquement dédiés à cet usage, mais

166Pourtant, on a pu entendre des Gilets jaunes, après une forte répression, promettre de « *ramener des flingues la prochaine fois* » ; les Gilets jaunes ayant été accusés par certains de n'être que des « *gros beaufs de chasseurs* », l'expression n'est pas forcément anodine.

167H. S., « Gilets jaunes ? et après ? », *Échanges*, n° 165, automne 2018.

168Nous avons, dans notre ouvrage *Manu militari*, *op. cit.*, largement développé la question de l'usage de la police et/ou de l'armée contre une révolte ou une insurrection prolétarienne (et pourquoi ces deux institutions réagiraient différemment). Nous invitons donc le lecteur intéressé à s'y reporter, et nous n'y consacrerons ici que quelques brèves considérations.

rarement utilisés en métropole. Au-delà de leur caractère impressionnant, ils représentent une plus-value tactique évidente pour les forces de l'ordre.

La question resurgit bien plus tard, à la suite d'un acte XVIII (16 mars) marqué par d'inraisemblables destructions sur les Champs-Élysées. Le 20 mars, le gouvernement prend une fois de plus une posture de fermeté, mais il se doit d'annoncer davantage que les semaines précédentes : pour l'acte XIX (23 mars), des éléments du dispositif Sentinelle seront déployés pour sécuriser des lieux et des bâtiments publics. S'agit-il, par cette utilisation spectaculaire, de rassurer la base électorale de Macron ou bien d'effrayer les Gilets jaunes ? L'objectif n'est évidemment pas technique car, on l'a vu, en mars 2019 l'Intérieur n'est plus débordé comme il l'était en décembre 2018, il dispose de suffisamment de personnels pour contrer un nombre très réduit de Gilets jaunes. Bien qu'ils soient soumis au droit de réserve, on sait que cette annonce provoque un malaise certain chez les militaires, que ce soient des hauts gradés (plus que sceptiques et n'ayant pas été consultés) ou de simples soldats (dont quelques-uns sont Gilets jaunes en dehors de leur temps de travail). Le scandale éclate donc à nouveau et l'opposition s'en donne à cœur joie. Le gouvernement est obligé dès le lendemain de rétropédaler et d'expliquer que ce qui a été annoncé n'est, en fin de compte, qu'un léger renforcement (non chiffré) du dispositif Sentinelle existant, comme cela a pu déjà être le cas lors de la Coupe du monde de football... Le 21 mars, les services de communication du ministère des Armées expliquent d'ailleurs qu'« *il n'y a rien de nouveau par rapport à ce qui était déjà réalisé les week-ends précédents [...] Simplement, nous adaptons notre dispositif ce week-end à la demande du ministère de l'Intérieur, et cette adaptation a déjà été utilisée par le passé* », donc rien de neuf¹⁶⁹. Le scandale rebondit (à peine) le 22, lorsque le gouverneur militaire de Paris précise sur les ondes de France Info que les militaires seront autorisés à faire usage de leur arme... en cas de danger ; c'est-à-dire conformément aux règles d'engagement du feu auxquelles sont déjà soumis les soldats de l'opération Sentinelle. Flics et militaires n'ont en effet *le droit* de faire usage de leur arme que si leur vie, ou celle d'une tierce personne, est en danger. Quant à l'impact sur le terrain d'un éventuel déploiement militaire supplémentaire, il semble être nul (on ne parle d'ailleurs que de, tout au plus, 180 hommes), d'autant que ce samedi-là les Gilets jaunes ne sont pas venus en nombre dans la capitale... « *Alors, tout ce tintamarre pour rien ?* »¹⁷⁰

Si le mouvement avait pris une trop grande ampleur, aurait-il été judicieux pour le gouvernement d'envoyer l'armée pour le réprimer ? Un gouvernement qui ressent le besoin, rappelons-le, d'accorder en toute urgence primes et augmentations de salaire aux policiers pour s'assurer de leur fidélité ? Imagine-t-on Emmanuel Macron, fort peu apprécié des militaires, leur ordonner de tirer sur les Gilets jaunes ? Ce serait surtout prendre le risque qu'ils refusent.

D'autant que, on l'a vu, l'opinion publique n'est pas prête à voir des militaires tirer sur des manifestants. L'armée est d'ailleurs loin de faire peur aux Français, elle est au contraire l'une des rares institutions dans laquelle ils ont encore massivement confiance (les enquêtes d'opinion le confirment sans cesse). C'est pour cela qu'elle fait fantasmer plus d'un Gilet jaune (notamment d'extrême droite, mais pas uniquement), qui la perçoivent comme un possible recours contre Macron et contre la répression policière. Certains espèrent ainsi que des unités de l'armée, en une sorte de putsch pro-Gilets jaunes¹⁷¹, rejoignent le mouvement et l'aident à abattre le régime en place – les plus délirants allant porter ou envoyer une supplique en ce sens aux officiers commandant régiments ou bases militaires. Ce n'est pourtant pas le basculement de membres des forces de

169Guerric Poncet, « Gilets jaunes : malaise chez les militaires après l'annonce de Macron », *lepoint.fr*, 22 mars 2019.

170Claude Angeli, « Macron utilise l'armée pour mobiliser ses électeurs », *Le Canard enchaîné*, 27 mars 2019.

171Un ubuesque Gilet jaune vaclusien, Christophe Chalénçon, évoque début décembre à la radio son souhait de voir désigner au poste de Premier ministre le général de Villiers (l'ancien Chef d'État-Major des armées ayant démissionné en 2017 suite à un désaccord avec Macron), ce qui provoque un grand chahut médiatique. C'est suffisant pour que, par une étrange association d'idées, les Gilets jaunes soient dès lors assimilés par leurs détracteurs à des putschistes.

répression dans le camp des insurgés qui provoque la révolution, mais c'est bien le délitement avancé de l'État qui les conduit à se poser la question de changer de camp.

Répression policière et judiciaire

Si, en ce qui concerne le niveau de violence déployé par les manifestants et sa « démocratisation », on peine à trouver des précédents – cela dépasse ce qu'on a vu durant les événements de 1968 –, pour ce qui est de la férocité policière on ne trouve sans doute rien de comparable depuis la période de la guerre d'Algérie. On reste en tout cas en deçà de la répression des grèves insurrectionnelles de 1947-1948, par le socialiste Jules Moch, qui a vu naître le slogan « CRS-SS ! »¹⁷².

Le mouvement des Gilets jaunes montre à ceux qui en doutaient que la présence de militaires dans les rues du fait de l'opération Sentinelle n'effraie personne, et n'empêche en rien les prolétaires de se révolter ; au contraire, les habitants de l'Hexagone sont trop habitués au déploiement d'uniformes. Le journaliste David Dufresne le souligne : « *La police ne fait plus peur. [...] Depuis une quinzaine d'années, la société dans laquelle on vit, très sécuritaire... le plan Sentinelle, l'état d'urgence, etc. font qu'on voit dans les rues de Paris et d'ailleurs des policiers surarmés. Du coup, quand le CRS ou le gendarme mobile enfile sa matraque, son casque et son bouclier en manifestation, il ne fait plus peur. Il n'a plus d'autorité naturelle [...] et donc on est immédiatement dans la confrontation.* »¹⁷³

À un soulèvement exceptionnel, l'État répond par un déploiement de force spectaculaire et une répression particulièrement sévère. Pourtant, sur environ 80 000 policiers et gendarmes mobilisés contre les Gilets jaunes, seuls 25 000 sont spécialisés dans le maintien de l'ordre. Si les moyens restent classiques, ils sont utilisés d'une manière invraisemblable : 15 000 grenades lacrymogènes sont par exemple tirées à Paris le 1^{er} décembre. Mais c'est l'usage massif du lanceur de balles de défense (LBD) qui marque les esprits et provoque, avec les grenades GLI-F4, de très nombreuses et graves blessures ; sa récurrence durant les premiers mois, puis sa brutale diminution (à partir de février), montre qu'il ne s'agit pas de « bavures », mais bien de consignes précises du ministère de l'Intérieur. Par les gazages, les nasses, les tirs incessants et les blessures, l'objectif est de terroriser les manifestants, de les décourager de continuer et de revenir le samedi suivant ; une stratégie qui fonctionne en partie. David Dufresne établit, fin avril, le bilan suivant de cette répression : un mort (une Marseillaise octogénaire touchée par une grenade alors qu'elle était à sa fenêtre), des centaines de blessés dont plus de 250 à la tête, 23 éborgnés et 5 mains arrachées. Ce sont officiellement plus de 2 400 Gilets jaunes qui ont été blessés depuis le 17 novembre 2018¹⁷⁴.

Outre des consignes, cela s'explique aussi par le fait que, face à une situation exceptionnelle, le ministère déroge à l'esprit du maintien de l'ordre « à la française », basé sur un contrôle et une distanciation des manifestants. Devant une mobilisation imprévisible et d'un nouveau genre, une large partie des dispositifs est sacrifiée pour la protection des institutions ; le 1^{er} décembre, plus de 50 % des forces de l'ordre de la capitale sont ainsi consacrées à la sanctuarisation des abords de l'Élysée, de Matignon et de l'Assemblée nationale. L'Intérieur semble improviser au rythme des actes jaunes, testant le maintien de l'ordre à cheval ou réactivant les voltigeurs (binômes de policiers sur une moto). À Paris comme en province sont créés des détachements d'action rapide (DAR), généralement constitués de policiers des brigades anticriminalité (BAC) non formés au maintien de l'ordre, qui ont pour fonction d'aller, de manière offensive, au contact avec les manifestants ; très mobiles, ces DAR sont largement utilisés contre les Gilets jaunes et font un usage abondant de ce LBD qui provoque des blessures terrifiantes (fractures crâniennes, mâchoires

172La grève des mineurs de 1948 voit le déploiement, en soutien aux CRS, de 60 000 soldats, de chars et de blindés.

173David Dufresne interrogé dans « Les Matins de France Culture » le 17 janvier 2019.

174« *En deux mois seulement, les forces de répression d'Emmanuel Macron ont fait près du double de blessés graves que ne l'avaient fait les forces de l'ordre sous les présidences de Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande.* », Antoine Peillon, *Cœur de boxeur. Le vrai combat de Christophe Dettinger*, Les Liens qui Libèrent, 2019, p. 85.

brisées ou arrachées, yeux crevés). L'utilisation du LBD (officiellement plus de 13 000 tirs) vaut d'ailleurs à la France des remarques ou des condamnations de la part de diverses institutions internationales ou d'associations de défense des droits de l'homme¹⁷⁵. Le 6 mars, c'est même le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU qui demande à Paris d'effectuer une « *une enquête approfondie sur tous les cas rapportés d'usage excessif de la force* » au cours du maintien de l'ordre lors des manifestations des Gilets jaunes. L'Inspection générale de la police nationale (IGPN) et l'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN) ont été obligées d'ouvrir plus de 200 enquêtes administratives internes. Des militants demandent l'interdiction de cette arme. On imagine pourtant mal les forces de l'ordre se séparer brutalement du LBD, car cette arme, qui provoque la terreur chez les manifestants, est à *l'heure actuelle* indispensable pour maintenir ces derniers à distance et les faire reculer. La peur d'être défiguré est bien plus incapacitante que celle de recevoir un coup de tonfa. Sans cette arme, les policiers se seraient fait charger bien plus fréquemment et auraient perdu face aux Gilets jaunes nombre de combats tactiques, au prix de lourdes conséquences¹⁷⁶.

L'appareil judiciaire est aussi mis à contribution afin d'intimider les manifestants, participant ainsi à la judiciarisation du maintien de l'ordre ; des consignes (illégal) sont même données en ce sens par le parquet. À Paris comme en province, chaque lundi voit les tribunaux consacrer des audiences aux comparutions immédiates de Gilets jaunes qui sont jugés à la va-vite et avec une sévérité déconcertante (tous les observateurs le soulignent). Il est vrai que, dans ce conflit de classe déclaré, les magistrats, en tant que membres de la bourgeoisie, sont bien plus que d'habitude « juges et parties »¹⁷⁷. Les chiffres sont exceptionnels : fin mars, on atteignait plus de 1 800 Gilets jaunes interpellés, près de 9 000 gardés à vue (dont près de 5 000 relâchés sans aucune charge), un recours massif aux comparutions immédiates (plus de 2 000), plus de 2 000 condamnations et plus de 1 800 affaires restant en attente de jugement. Les mandats de dépôt sont fréquents (emprisonnement immédiat) ; environ 400 Gilets jaunes sont incarcérés, soit définitivement condamnés, soit en détention provisoire. Quant aux rappels à la loi, ils se généralisent et ne se comptent plus. Il y a par exemple 122 arrestations à Montpellier et alentour entre le 17 novembre et le 23 mars. Certains Gilets jaunes sont poursuivis pour avoir scandé des slogans, participé à des happenings, réalisé des photomontages ou tenu des propos sur Facebook. Pendant ce temps, dans les hôpitaux, on procède au fichage des Gilets jaunes blessés...

Si, face à la police, beaucoup de manifestants ont trouvé de bons moyens de protection individuelle ou collective (banderoles renforcées), il n'en va plus de même face à la justice. Dans les tribunaux, la solidarité entre Gilets jaunes n'est en effet que balbutiante et la non-organisation du mouvement a ici de lourdes conséquences ; si les militants radicaux mettent leurs connaissances en « antirep » au service de la mobilisation et poussent à la création de collectifs de défense, cela reste marginal par rapport à la répression subie. En mai et juin, alors que la mobilisation s'éteint, le traitement des affaires se poursuit, et des Gilets jaunes continuent d'être envoyés en prison, le plus souvent dans la

175Ce type d'arme est de plus en plus utilisé depuis les manifestations anti-CPE de 2006. Des militants annoncent fréquemment que cet équipement est, selon une classification internationale, considéré comme une arme de guerre ; le LBD PGL65-40 a, en effet, été conçu à partir d'un lance-grenade multiple militaire existant ; à la place de grenades mortelles, on lui fait ainsi tirer des munitions à létalité réduite (balles de défense ou grenades lacrymogènes). Depuis 1944, les CRS ont toujours été dotés d'armes de guerre (certaines étant utilisées pour le tir de grenades lacrymogènes), fusil MAS 36, fusil d'assaut Famas ou HK G36.

176Il est probable que, paradoxalement, l'usage du LBD a évité que des manifestants soient tués (ce qui est la hantise des responsables du maintien de l'ordre), voire même que des policiers le soient. En décembre, on a frôlé en effet à plusieurs reprises le lynchage de CRS par des Gilets jaunes. Sans LBD, ce type d'incident aurait été beaucoup plus fréquent, or, dans ce cas, le dernier recours des policiers est de faire usage de leur arme de service individuelle, qui n'a pas pour caractéristique d'être à létalité réduite. Impossible de savoir comment, dans ce cas, auraient réagi la population, les Gilets jaunes et le gouvernement.

177A Alès, lors de l'acte XVI (2 mars), c'est le procureur (dans sa voiture) qui est la cible des tirs au lance-pierre des Gilets jaunes.

plus grande indifférence.

Le mouvement des Gilets jaunes est à plus d'un titre problématique pour les forces de l'ordre, car il repose sur des manifestations sauvages, non déclarées, sans parcours, des cortèges très mobiles (alors que les dispositifs policiers sont relativement statiques), et des participants aux pratiques et réactions très hétérogènes. De plus, ces manifestations sont, la plupart du temps, dépourvues de porte-parole et de SO, ce qui pose un problème supplémentaire puisque le maintien de l'ordre « à la française » repose aussi sur le dialogue, c'est-à-dire la collaboration, avec les organisateurs donc, principalement, avec les organisations syndicales. L'État et les forces de l'ordre ont en effet affaire à une révolte prolétarienne inédite qui, ce qui est très rare depuis 1945, ne dispose d'aucun encadrement syndical ou politique ; il n'y a eu que peu d'événements similaires, sinon les émeutes de 2005. Mais il faut peut-être remonter plus loin pour trouver des ressemblances, et c'est notamment la thèse d'Anne Steiner : les manifestations de Gilets jaunes évoquent davantage les grèves et manifestations ouvrières de la France de la Belle Époque, qui se déroulaient fréquemment dans de petites communes et étaient caractérisées par la faible politisation des participants, un niveau de violence élevé et de nombreuses destructions matérielles¹⁷⁸. Est-ce à dire que nous avons connu une parenthèse d'un siècle ?

178 Anne Steiner, « La seule réaction syndicale à la hauteur des événements serait un appel à la grève générale illimitée », *lemediapresse.fr*, 14 janvier 2019.

07 / Du trop de réalité ?

« Aaaaahh... ça fait du bien de se réveiller... et de se retrouver ici... de nouveau dans le réel, le concret, le véridique, le quotidien, le vrai de vrai !!! »¹⁷⁹

« La difficulté la plus immédiate pour nous, mais pas la plus insurmontable, est le fait que ces mouvements sont à l'image de la société dans laquelle ils ont éclos. En l'occurrence, des GJ peuvent se montrer racistes, antisémites, homophobes, misogynes, être de gauche comme de droite, ce qui fait que participer à un mouvement avec eux peut impliquer des concessions difficiles, voire insupportables. Et puis les aspects interclassistes de ce type de mouvement peuvent conduire certains d'entre nous à s'en défier totalement ou à renoncer à y participer de quelque façon que ce soit. Plus profondément, cela vient interroger notre vision et notre espoir de la révolution. »¹⁸⁰

Le mouvement des Gilets jaunes est trop étrange pour qu'on puisse y voir un verre à moitié plein ou à moitié vide. Ne ressemblant à rien de déjà vu, il ne suffit pas de lister ce qui lui aurait manqué pour qu'il cadre avec des schémas préétablis ; on peine même, *a posteriori*, à l'intégrer aux théories prédictives qui, d'ailleurs, ne l'avaient pas vu venir. Le phénomène est pourtant connu, mais il surprend toujours : il arrive, parfois, que les prolétaires ne fassent rien comme prévu, et c'est très bien... mais cela n'est pas sans générer quelques inquiétudes.

En milieu « militant » [enlever ou rajouter des guillemets, au choix], « nous » étions plus habitués à côtoyer des prolétaires quelque peu politisés, fréquemment adhérents de la CGT, à analyser leurs actions sans en être jamais satisfaits, mais le mouvement des Gilets jaunes a secoué bien des certitudes, bien des habitudes. On se rappelle alors que les mouvements sociaux, les grèves généralisées ou les révolutions ne sont pas seulement menés par des « gens de gauche », pas uniquement par des individus avec lesquels on aurait pris plaisir, quelques jours plus tôt, à boire un demi en terrasse... Les Gilets jaunes peuvent être de ces piqûres-là, ils ne respectent rien, n'ont aucune référence culturelle « de gauche », sont enthousiasmants, imprévisibles, confus, perdus et parfois désespérants. Sans doute est-ce ce qui fait leur charme...

Le soulèvement des Gilets jaunes est pourtant une authentique révolte de prolétaires, une expression de la lutte des classes, avec toute sa complexité, ses contradictions et son cours incertain. Beaucoup de militants ont regretté son « impureté », mais qu'est-ce qu'une *pure* expression de la lutte des classes ? Une expression qui, comme hors-sol, serait insensible au monde qui la produit et débarrassée de « toute la pourriture du vieux système qui lui colle après » ? Les luttes du passé, même les plus rudes et les plus emblématiques, ne sont pas exemptes d'influences néfastes ou de dérives, ni des croyances de leur temps. On pourrait, entre autres, évoquer la guerre des Paysans allemands ou la Commune de Paris. Arrêtons-nous par exemple un instant sur la grève générale de juin 1936 ; Léo Lagrange (député socialiste et membre du gouvernement de Front populaire) raconte à André Malraux : « J'ai vu hier Ramette [député PCF], très inquiet de certaines des revendications des grévistes, nettement hitlériennes : interdiction du travail des femmes mariées

179Mic Delinx, Godard, *La Licorne de brume*, Dargaud, 1984, p. 7.

180Lola Miesseroff, juin 2019.

– *interdiction du travail des ouvriers étrangers. La tâche ne sera pas facile* »¹⁸¹. Elle ne l'a pas été pour ceux qui voulaient que les ouvriers reprennent le travail. Faut-il considérer que, dans la seconde moitié du XX^e siècle, le mouvement ouvrier est « pollué » par diverses croyances irrationnelles comme le syndicalisme, le parti ouvrier, le socialisme d'État, l'autogestion, ou bien qu'il s'agit du reflet de la période ?

Avec les Gilets jaunes, on a certes assisté à une prise de conscience collective, liée à une condition sociale commune, mais qui ne s'exprime que d'une manière très partielle et confuse. Leur mouvement n'a, au bout du compte, vécu pleinement que durant quelques semaines (jusqu'à la mi-décembre), avant de s'enrayer puis de s'engager dans un interminable dépérissement. L'absence d'un approfondissement de la lutte – « *c'est reculer que d'être stationnaire* » – aura été un frein à l'apparition d'une véritable conscience de classe et à des clarifications politiques et théoriques (par exemple, par rapport au discours interclassiste). Ne trouvant aucune issue ni dépassement, et alors que la plupart des Gilets jaunes ont abandonné depuis longtemps, le dernier carré entame une lente et stérile involution, ballotté entre rituel insurrectionnaliste, citoyennisme populaire et assembléisme d'extrême gauche.

La révolte des Gilets jaunes, de par son caractère spontané, charrie d'inévitables « défauts », mais il serait illusoire d'y voir un diamant brut à tailler à notre goût, ou bien encore une lutte qu'il s'agirait de libérer d'une gangue pour lui restaurer sa vraie nature (forcément plus conforme à nos vues et donc victorieuse). Est-ce à dire qu'il ne faut rien faire ? Être conscient de ses limites est déjà fort avantageux, et si agir en tant que prolétaire, avec les prolétaires tels qu'ils sont, réclame déjà beaucoup d'énergie, cela offre aussi bien des possibles.

Quel avenir nous promettent les Gilets jaunes ? Avons-nous affaire à un feu de paille sans lendemain, ou à un premier coup de semonce annonçant des lendemains de lutte ? Tout le monde semble s'accorder sur la seconde proposition. Pourtant, personne ne sait comment les Gilets jaunes vont réagir. Une partie d'entre eux pensent avoir obtenu gain de cause avec le retrait de la taxe carbone sur le diesel le 4 décembre ; mais tous ceux qui voulaient davantage, et ont continué à se battre après cette date, restent sur un échec qui pourrait entraîner une profonde résignation et une abstention sociale. En réalité, et bien que les conditions de l'embrasement soient en France toujours présentes, rien ne permet de savoir si la prochaine explosion sociale d'ampleur s'y produira dans six ou douze mois, dans deux, cinq ou dix ans... Personne n'a vu venir cette explosion, mais elle ne nous a pas rendus plus clairvoyants.

La majorité des analystes et militants d'extrême gauche sont pourtant convaincus que « plus rien ne sera comme avant » et que le soulèvement des ronds-points annonce des révoltes d'une tout autre ampleur. Les prolétaires qui se sont mobilisés ont beaucoup appris, ont découvert leur puissance, ont tissé des liens et, la prochaine fois, forts et fiers de leur expérience, ils commettront moins d'erreurs, seront plus efficaces et plus rapidement... C'est en partie vrai, mais ce type de commentaire est fait après chaque mouvement exceptionnel (1995, 2005 ou 2006) ; or l'histoire du mouvement ouvrier montre que la lutte des classes n'a rien d'automatique et que l'expérience acquise dans les luttes n'accroît pas forcément la combativité – le plus souvent cette expérience se perd. Il ne faut pas non plus oublier que l'État tire, lui aussi, des leçons des événements et adapte en conséquence ses dispositifs afin d'endormir et de désarmer les prolétaires.

Quid de l'organisation ? Les livres, tout comme nos expériences respectives, en témoignent : après une lutte d'importance ayant permis la constitution de noyaux de prolétaires radicaux, la volonté est grande de chercher à continuer la lutte, de s'organiser, de créer des collectifs et des coordinations. Les mêmes sources nous montrent pourtant que ces structures ne résistent pas au temps, sinon en s'institutionnalisant, en se sclérosant. Il est donc probable que la plupart des collectifs locaux et associations de Gilets jaunes créés au fil, et surtout vers la fin, du mouvement – qui sont

181 André Malraux, *Carnet du Front populaire 1935-1936*, Paris, Gallimard, 2006, p. 50.

fréquemment l'expression de ce qu'il y a de plus interclassiste –, s'ils existent encore, seront des obstacles parasyndicaux pour les futures mobilisations des prolétaires, pour leur auto-organisation spontanée et radicale ; ces quelques Gilets jaunes « institutionnalisés » se comporteront comme des militants, prétendront détenir expérience ou légitimité, voudront prendre en main le mouvement, mais seront tout autant en décalage et qu'en retard vis-à-vis de celui-ci. Il y a d'ailleurs fort à parier – et il faut l'espérer – que le prochain mouvement social d'ampleur prendra des formes différentes de celles des Gilets jaunes et qui nous surprendront à nouveau¹⁸².

La période de luttes initiée en France par les grèves de décembre 1995 est-elle désormais révolue, et une autre, caractérisée par des luttes ressemblant davantage à celles des Gilets jaunes, s'ouvre-t-elle¹⁸³ ? Pour le vérifier, il faudrait que les méthodes de la nouvelle, marginalisant syndicats et autres organisations traditionnelles du prolétariat, fassent aussi irruption sur le terrain du travail et de l'exploitation. Nous n'en sommes pas là. La question des lieux de production est pourtant capitale, car c'est là que se trouve le cœur du capitalisme – c'est le point de bascule. Le fait que l'État et le gouvernement soient associés, de manière assez confuse, et perçus comme un adversaire étend potentiellement le conflit de classe à toute la société ; mais il serait regrettable (comme c'est le cas avec les Gilets jaunes) que les lieux de production et d'extraction de la plus-value demeurent des îlots de stabilité. Sans cette extension, le soulèvement se cantonnerait, et se condamnerait, à l'émeute, ce qui, en définitive, revient à affronter un boxeur professionnel en utilisant des gants de boxe. Dans l'optique d'un postmouvement ouvrier organisé – un mouvement sauvage et autonome, confus mais sur une ligne « de classe », coordonnant des luttes sur les lieux de travail sans pour autant s'y enfermer –, les Gilets jaunes ajoutent aussi quelques traits à l'esquisse de ce que serait un embrasement à portée révolutionnaire : les prolétaires ne manqueraient pas d'abolir les séparations et de provoquer un gigantesque arrêt de travail durant lequel ils ne respecteraient pas les codes connus de la grève, encore moins ceux de la grève générale et, *en même temps*, ils s'en prendraient à l'État.

La révolte des ronds-points fait là aussi resurgir de sempiternelles questions. Faut-il que renaisse l'espoir de perspectives révolutionnaires pour que la révolution redevienne une possibilité crédible ? L'espoir de mettre un coup d'arrêt aux offensives capitalistes est-il suffisant ? On sait, bien évidemment, que ce sont les conditions économiques et sociales, les rapports de production qui

182Donc, soit nous serons déçus, car le mouvement sera davantage contrôlé (syndicalement et parasyndicalement), soit nous serons encore une fois perdus, étonnés et déboussolés par un mouvement correspondant encore moins (ou différemment) à nos schémas d'analyse, ce qui sera encore plus exaltant et confus.

183« Où sommes-nous ? Il y a cette idée qui hante, celle d'une transition. Revenons un peu en arrière. Après l'ouverture par les socialistes en 1983 de la célèbre "parenthèse", la grève de décembre 1995 inaugure une période de résistance contre l'alignement du capitalisme français sur le modèle dit néolibéral. La possibilité de la grève générale fait son retour dans l'imaginaire, cheminots en avant-garde (dockers pour les villes portuaires), fonctionnaires en nombre, lycéens et étudiants en piétaille agitée... Une sorte de modèle à suivre, que beaucoup ont en tête tout au long de ces années de luttes défensives et... de défaites. 1995, 2003, 2006 (seule "victoire"), 2010, 2016. L'hiver 1995 a en fait inauguré le concept de "grève par procuration" : une minorité (fonctionnaires, entreprises publiques, bastions syndicaux du privé) cesse le travail, soutenue par une masse de travailleurs qui n'auraient pas "la possibilité" ou "les moyens" de faire grève, mais qui parfois se rendent aux manifs ; sans oublier l'opinion qui, sondages à l'appui, approuve. Or, depuis 2003, les manifestants ne cessent de se plaindre de l'inefficacité de ces défilés traîne-savates, des grèves au carré, des "magouilles" syndicales, etc., et les rangs se clairsèment. La grève par procuration a montré ses limites. Aujourd'hui [lutte contre la loi Travail en 2016], en un mouvement dispersé, tronçonné et ultra-minoritaire, la minorité qui se mobilise se réduit aux militants et syndiqués. Le mythe de la grève n'a pas du plomb que dans l'aile. Quant aux "nouvelles" pratiques (AG de lutte, assemblées, casse, etc.) dont on espère à chaque fois la généralisation, elles ne bouleversent aucunement la production. Elles font plaisir, mais sont plus le signe d'une décomposition que d'un dépassement car elles ne germent que sur les marges d'un mouvement en ruine.

Est-ce la fin d'un cycle de lutte ? Pas des luttes, évidemment, ni de la lutte des classes ou du prolétariat. Mais, entre l'implication croissante d'une classe moyenne inquiète et les tentations populistes, peut-être va-t-on assister à de nouvelles formes de "mobilisation" dont Nuit debout, l'ovni Bonnets rouges ou, pourquoi pas, la Manif pour tous, n'ont été que de peu ragoutantes préfigurations... ». Conclusion de l'article « La chose est devenue sérieuse. Notes et questions sur le mouvement contre la loi Travail », *Spasme*, n° 12, automne 2016, p. 30-37.

permettent que de telles idées émergent, mais comment repèrent-on ce qui serait des « conditions subjectives » ? Doivent-elles d'ailleurs correspondre, dans le discours des révoltés, aux idées que s'en font d'ores et déjà les « amis de la révolution sociale » ? Ou bien ces derniers peuvent-ils être désarçonnés ? Il faut l'espérer.

Quid de la confusion ? Si un soulèvement comme celui des Gilets jaunes devait se reproduire, avec davantage de force, qu'en serait-il par exemple du discours interclassiste, de la question nationale, ou bien encore du souverainisme ? Comme nous l'avons déjà écrit, ce n'est pas tant la présence des références « patriotiques » qui est inquiétante que leur *persistance* (et donc leur acceptation) tout au long du mouvement. Il est probable que le prochain mouvement social d'ampleur résoudra cette question, dans un sens ou un autre. Même si cela nous semble peu probable, on ne peut par exemple pas évacuer la possibilité d'un mouvement qui, sur la forme, serait très proche de celui des Gilets jaunes, mais qui prendrait une tonalité anti-immigration (comme on a pu le voir en Guyane ou à Mayotte), voire anti-immigrés, et/ou qui serait *véritablement* nationaliste. Dans ce cas, l'utilisation du mot « xénophobie » serait bien plus pratique et opérationnelle que celle du concept désormais fourre-tout de « racisme ».

Pour l'heure, nous l'avons déjà expliqué, le mouvement des Gilets jaunes représente une cuisante défaite pour l'extrême droite et, comme c'était prévisible, il n'a pas eu d'impact sur les élections européennes de mai 2019 (si ce n'est une modification de l'électorat macroniste). Ce courant pourrait-il malgré tout, à terme, en tirer profit, et en particulier le FN/RN ? Une telle question suppose de croire *possible* une victoire électorale de ce parti. Or, on peut se demander si la mobilisation d'une partie des Gilets jaunes n'est pas justement due, entre autres, à la prise de conscience, à la suite des élections de 2017, du fait que le FN/RN n'arrivera *jamais* au pouvoir puisque *tout*, hormis une minorité d'électeurs, s'y oppose. Est-ce que, dès lors, le mouvement des Gilets jaunes pourrait être annonciateur d'autre chose ? Par exemple d'une restructuration de l'extrême droite française voyant l'émergence d'un mouvement hors normes, forcément qualifié de « populiste », à l'image de l'hybride Mouvement 5 étoiles, et en mesure d'arriver au pouvoir ? C'est l'existence d'un FN/RN puissant qui, jusqu'ici, préserve la France d'une telle hypothèse ; qu'en serait-il en cas d'implosion de ce parti ? Au lendemain des élections européennes, des restructurations politiques semblent s'esquisser à gauche et, surtout, à droite, mais rien ne semble pour l'instant prendre une allure « populiste »¹⁸⁴. Le devenir des principaux cadres « souverainistes » qui ont quitté ou ont été expulsés de la FI est néanmoins à suivre avec attention. Que se passera-t-il demain, en cas de crise majeure telle qu'un désastre financier mondial ou une dislocation de l'UE ?

En attendant, la démocratie libérale a survécu... aux Gilets jaunes. Alors qu'ils semblaient accumuler gaffes et erreurs de communication, Macron et les membres du gouvernement ont en définitive fort bien géré le conflit, distribuant quelques miettes, empêchant toute contagion et attendant le pourrissement. Malgré quelques reculades, le pouvoir d'État a su garder son cap et, par exemple, aggraver en janvier le sort des demandeurs d'emploi ; il n'y a pas eu de « crise de régime ». En décembre, quelle que soit la réalité de la menace Gilets jaunes ou de sa perception, l'idée d'une démission du président ou ne serait-ce que d'une dissolution de l'Assemblée nationale est impensable ; aucune alternative politique n'est d'ailleurs disponible pour rétablir le calme – encore moins une alternative économique, l'État et le capital ne pouvant accroître le coût du travail en France. Avec les Gilets jaunes, et contrairement à un mouvement social classique, *l'espoir* de l'arrivée au pouvoir de la gauche (laquelle ?) n'aurait d'ailleurs pas suffi à éteindre la mobilisation. Les différents secteurs du capital se devaient donc de soutenir Macron, et celui-ci devait rester en place et, si nécessaire, répondre par la force. Cela ne laisse rien présager de bon

¹⁸⁴Les fantasmes autour de Marion Maréchal relèvent d'une autre logique (à « droite de la droite »), dont on voit mal comment elle pourrait tirer profit du mouvement des Gilets jaunes.

pour la suite. Et, en décembre 2019, le gouvernement n'hésite d'ailleurs pas à attaquer frontalement le régime des retraites (« réforme » qui aurait dû advenir plus tôt mais qui, du fait des Gilets jaunes, a été prudemment reportée).

Mais pour l'heure, alors que les Gilets jaunes sont dénoncés comme une « menace fasciste », la République française poursuit sa dérive autoritaire, ce qui était prévisible dès le soir du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 : gouvernement par ordonnances, inscription de certaines mesures de l'état d'urgence dans le droit commun, répression d'une ampleur inédite, justice exceptionnelle sinon d'exception, loi anticasseurs, contrôle accru d'internet, etc. L'autoritarisme croissant des « partisans de la liberté » est tel qu'on ne voit pas l'intérêt que trouverait le capital dans l'arrivée au pouvoir du RN... réprimer les prolétaires ? Le parti de l'Ordre est déjà au pouvoir et le fait très efficacement¹⁸⁵. Mais, avec de telles manières, on ne peut assurer durablement la cohésion de la société et reformer une communauté nationale, des éléments nécessaires au bon fonctionnement du capitalisme.

Les Gilets jaunes ne demandaient finalement *pas autre chose*, pas grand-chose. Ils ne cherchaient pas à bouleverser la société, mais à lui redonner un fonctionnement « normal », juste et équilibré, celui qu'elle avait « avant », pas forcément celui des Trente Glorieuses, mais ne serait-ce que celui d'il y a vingt ou trente ans. La nostalgie de l'âge d'or n'est vraiment plus ce qu'elle était. C'était donc, au sens littéral, un mouvement réactionnaire... tant il est vrai que, pour paraphraser Flaubert, les luttes « conservatrices », sur les retraites, les services publics ou le statut des cheminots, ne conservent plus rien. Cela suffit-il à perturber la bonne marche du capitalisme en France ? On a vu qu'il n'est pas techniquement impacté. Mais les manifestations hebdomadaires ont toutefois provoqué une réelle inquiétude dans les rangs des bourgeois, qui ont entrevu ce qu'il adviendrait de leurs biens (et peut-être de leurs personnes) si la situation dégénérait. Et, face au danger qu'a semblé représenter l'irruption de hordes de pauvres dans les beaux quartiers, ils ont fait corps, et ont su faire preuve d'une unanimité, d'un point de vue intellectuel et moral, dans leur condamnation des Gilets jaunes.

Pour assurer leur défense, ils ne disposent pas que de fonctionnaires de police. Ils rémunèrent aussi toute une panoplie de lanceurs d'alerte, oiseaux universitaires et sociologues censés annoncer les tempêtes qui approchent. Christophe Guilluy est de ceux-là, lui qui a été reçu par trois présidents successifs pour les avertir que le pire est désormais possible : il met les bourgeois en garde contre l'approfondissement des inégalités, l'écart grandissant des modes de vie et des perceptions (que résume l'opposition entre, d'un côté, le clan Macron et, de l'autre, les Gilets jaunes) et enfin une révolte des *gueux* contre ces élites qui désormais font « sécession » (expression de Christopher Lasch qui fait florès). Dans un tout autre style, on rencontre aussi le « docteur » Laurent Alexandre, apologiste de l'intelligence artificielle (IA), dont les propos font le buzz sur internet en ce mois de janvier 2019 : « *Nous devons créer une société inclusive et trouver le moyen d'éviter qu'il y ait un gigantesque gap entre ce qu'Harari dans Homo Deus¹⁸⁶ appelle des Dieux et des inutiles [...] Et les Gilets jaunes c'est la première manifestation de ce gap intellectuel insupportable que nous sommes en train de créer entre les winners, les Dieux d'Harari et les losers, les inutiles d'Harari. Et je reprends les termes d'Harari non pas pour m'en féliciter, mais pour alerter tout le monde sur le fait*

¹⁸⁵L'arrivée au pouvoir du FN/RN ne pourrait d'ailleurs se faire sans un complexe processus visant au changement complet de l'image que les médias et les institutions donnent de cette formation et sans sa profonde transformation, un énième changement de nom et une complète éviction de la famille Le Pen. Le « *grand capital* » n'a en effet jamais soutenu le « fascisme »/FN, préférant l'utiliser comme repoussoir pour l'accession ou le maintien au pouvoir de tout autre candidat utile (ici Macron) et le passage en force de charrettes de lois antisociales et liberticides... Peut-on imaginer une Marine Le Pen présidente traitant les Gilets jaunes comme l'a fait Macron, sans que cela ne provoque l'irruption de millions de grévistes et de manifestants à travers le pays ? Actuellement, l'arrivée au pouvoir d'un candidat RN à la présidence ne pourrait donc être que le fruit d'une incroyable cascade d'accidents électoraux (cela ne signifierait d'ailleurs pas que le RN puisse s'emparer de l'appareil d'État).

¹⁸⁶Yuval Noah Harari, *Homo Deus. Une brève histoire de l'avenir*, Albin Michel, 2017, 464 p.

que la crise des Gilets jaunes n'est pas un épiphénomène, elle est là pour cent ans ! [...] Et la crise des Gilets jaunes est salutaire, elle nous montre à quelle vitesse nous entrons dans le cauchemar d'Harari [...] Nous devons créer une société de solidarité intellectuelle, c'est la première urgence. L'urgence n'est pas de devenir immortels, c'est d'éviter de multiplier des Gilets jaunes. »¹⁸⁷

Il est vrai que les prolétaires occidentaux seront les premiers à être confrontés à la « révolution » transhumaniste qu'on nous annonce¹⁸⁸ ; son coût et ses conséquences seront tels que les contradictions de classe pourraient devenir volcaniques, avec des élites améliorées totalement « déconnectées » d'une réalité devenue davantage brutale et rugueuse. Laurent Alexandre représente la tendance social-démocrate du transhumanisme : pour que l'IA profite pleinement aux bourgeois, elle doit aussi « bénéficier » (ne serait-ce que marginalement) à la masse des prolétaires, sans cela ces derniers seront condamnés à une révolte, forcément féroce, qui pourrait mettre en danger tout le système. Mais, si le Docteur en voit les prémisses dans les Gilets jaunes, c'est que le *gap* n'est pas qu'« intellectuel », ni culturel, mais avant tout social et, qui plus est, de plus en plus perceptible. Les contradictions de classe s'aiguisent et, désormais, plus personne ne peut nier que la question sociale est centrale – elle l'a toujours été.

Si, dans le futur, un soulèvement de prolétaires s'étendant à toute la planète (une révolution) devait advenir, mettre en danger, ou même à bas, le mode de production capitaliste¹⁸⁹, il y a fort à parier que, au début, il serait encore plus confus et violent que ne l'a, par exemple, été celui des Gilets jaunes, et à une tout autre échelle. Au début. Quant à ceux qui se battront au cœur de formidables contradictions, quel vocabulaire emploieront-ils ? Évoqueront-ils, au début, le pouvoir d'achat, les salaires ou l'exploitation ? Et ensuite ? Qu'importent en tout cas les mots qu'ils utiliseront pour décrire cet autre monde, celui qu'ils construiront et qui, pourquoi pas, pourrait très bien être exempt de salariat, de propriété, d'État, de valeur, de genre, de religion, etc. – qu'importe alors s'ils ne l'appellent pas, comme nous le ferions, communisme.

Tristan Leoni, juillet 2019.

**Ce texte est paru sous forme de feuilleton, de mai à juillet 2019,
sur le blog ddt21.noblogs.org**

187Le fondateur de Doctissimo a tenu ces propos au plateau de Saclay lors d'une table ronde sur le transhumanisme, « Quel Homme pour 2050 ? », le 14 janvier 2019, devant les élèves de l'École polytechnique (la plus prestigieuse école d'ingénieurs de France) ; on peut les retrouver aisément sur YouTube. Début 2018, nous avons envisagé la recension de *La Guerre des intelligences. Intelligence artificielle versus intelligence humaine* (JC Lattès, 2017), ouvrage dans lequel Laurent Alexandre adopte cette posture de lanceur d'alerte afin de préserver les intérêts de sa classe.

188Il semble qu'à l'heure actuelle seule la pénurie d'énergie, de terres et de métaux rares puisse en limiter la portée ; un élément qui n'est jamais pris en compte par ces docteurs Frankenstein.

189C'est probablement la seule possibilité pour mettre un terme aux délires scientifiques et technologiques de la bourgeoisie et pour limiter la catastrophe écologique qui s'annonce. Il est à noter que la révolution sera d'ailleurs la plus radicale (et la plus brutale) des décroissances qu'on puisse imaginer, sans doute aussi (effondrement général excepté) la seule qui soit possible.

PISTES BIBLIOGRAPHIQUES

Des textes qui ont attiré notre attention à divers niveaux et qui sont classés par ordre chronologique de parution.

« Qui sont et que veulent les « Gilets jaunes ? » Entretien avec Benoît Coquard », 23 novembre 2018.

Pamela Anderson, « Yellow Vests and I », *pamelaandersonfoundation.org*, 4 décembre 2018.

« Rapide aperçu du mouvement des Gilets jaunes à Boulogne-sur-mer », *lamouetteenragee.noblogs.org*, 9 décembre 2018.

Henri Simon, « Gilets jaunes ? et après ? », *Échanges* n° 165, automne 2018.

« Femmes en gilets jaunes à Boulogne-sur-mer », *lamouetteenragee.noblogs.org*, 18 décembre 2018.

Anonyme, « Gilets jaunes revenu rapport à l'état. Notes sur le mouvement des Gilets Jaunes, autour de Noël 2018 ».

François-Bernard Huyghe, Xavier Desmaison, Damien Liccia, *Dans la tête des Gilets jaunes*, V. A., 2018, 130 p.

« "Gilets jaunes" : hypothèses sur un mouvement », *AOC*, Cahier, n° 1, La Découverte, janvier 2019, 214 p.

Collectif, *Le Fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, Paris, Seuil, 2019, 224 p.

Anonyme, « Crise qui vient, souffle et Gilets jaunes : où va-t-on ? », 11 janvier 2019

Anne Steiner, « La seule réaction syndicale à la hauteur des événements serait un appel à la grève générale illimitée », *lemediapresse.fr*, 14 janvier 2019.

D1ST1, « Gilets jaunes », 20 janvier 2019.

Le journal *Jaune*, n° 1e (janvier 2019) et n° 2 (février 2019).

Nedjib Sidi Moussa, « Gilets jaunes et banlieues françaises : une convergence impossible ? », *middleeasteye.net*, 19 janvier 2019.

« “Gilets jaunes” “C’est une révolte?” – “Non, Sire, c’est une révolution!” », *Guerre de classe*, n° 9, hiver 2018-2019.

Bruno, Astarian., Robert Ferro, *Ménage à trois: Épisode 10 – « Théorie de l’interclassisme »*, 25 février 2019.

« Féminisme et luttes sociales », émission « Du pain et des roses », *Arte radio*, 6 mars 2019.

« Discussions des gilets jaunes du rond point des Mages (Gard) », *Arte radio*, mars 2019.

Anonyme, « Et maintenant ? Gilets jaunes, politique et retour à l’ordre », *carbureblog.com*, 25 mars 2019,

Gérard Noiriel, *Les Gilets jaunes à la lumière de l’histoire*, Le Monde/L’Aube, mars 2019, 136 p.

Philippe Genestier, « Les gilets jaunes : une question d’autonomie autant que d’automobile », *Le Débat*, n° 204, mars-avril 2019, p. 16-34.

Max Vincent, « Remarques critiques sur le mouvement des Gilets jaunes », avril 2019.

Spasme, n° 15, printemps 2019 [avril].

« Les Gilets jaunes m’ont apporté une paix intérieure et un gros bordel dans ma tête », *CQFD*, n° 175, avril 2019, p. 4-5.

Antoine Peillon, *Cœur de boxeur. Le vrai combat de Christophe Dettinger*, Les Liens qui Libèrent, 2019, 192 p.

01 / UNE SAISON ET DES ACTES..... p. 4

02 / GILETS JAUNES, QUEL EST VOTRE MÉTIER ?

La carte et le territoire..... p. 7
Composition de classe..... p. 9
Un mouvement interclassiste ?..... p. 10
Gilets jaunes femmes..... p. 13
Évolution sociologique..... p. 17

03 / MAIS QUE VEULENT-ILS DONC ?

Joindre les deux bouts..... p. 20
Les Gilets jaunes et l'impôt..... p. 21
« *L'in vraisemblable sentiment de légitimité des gens* »..... p. 23
Réformes politiques..... p. 25

04 / RACISME, NATIONALISME & CO ?

Du style Gilets jaunes..... p. 27
La « France Johnny Hallyday » ?..... p. 29
Militants et organisations..... p. 31
Migrants et immigration..... p. 34
Une révolte identitaire ?..... p. 36
On se démarque ou pas ?..... p. 38
Une saloperie d'influence ?..... p. 39

05 / LA FORME DU MOUVEMENT

L'auto-organisation..... p. 44
Stratégie et méthodes..... p. 47
Les blocages et la grève..... p. 48
Le militant et les prolétaires..... p. 52

06 / SUR LA VIOLENCE ET L'INSURRECTION

Tout le monde déteste-t-il vraiment la police ?..... p. 57
De l'émeute..... p. 58
Une possibilité insurrectionnelle ?..... p. 63
Et l'armée dans tout ça ?..... p. 65
Répression policière et judiciaire..... p. 67

07 / DU TROP DE RÉALITÉ?..... p. 70

Pistes bibliographiques..... p. 76